



Mémoire
Présenté par Joël
L.ISENGA BOLILA

UNIVERSITE DE KINSHASA

**ENJEUX ET PERSPECTIVES DE LA LUTTE
POUR LE LEADERSHIP AU SEIN DE L'ELITEE
POLITIQUE DE LA PROVINCE ORIENTALE**
**Essai de vérification de la théorie du champ
politique**

Année académique :

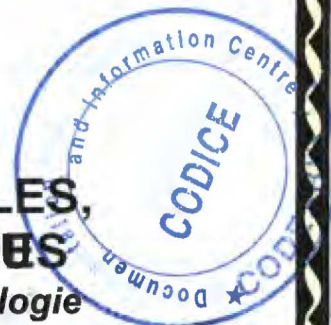
2007-2008

26 FEV. 2009

04.04.02
LIS

143 85

UNIVERSITE DE KINSHASA



FACULTE DES SCIENCES SOCIALES,
ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES
Département de Sociologie et Anthropologie

**ENJEUX ET PERSPECTIVES DE LA LUTTE
POUR LE LEADERSHIP AU SEIN DE L'ELITE
POLITIQUE DE LA PROVINCE ORIENTALE**
*Essai de vérification de la théorie du champ
politique*

Par

Joël LISENGA BOLILA

Licencié en Sociologie

*Mémoire présenté et défendu en vue
de l'obtention du Diplôme d'Etudes
Supérieur (D.E.S) en Sociologie*

Promoteur : **PAYANZO NTSOMO Ph.D.**
Professeur Ordinaire

Co-Promoteur : **Jacques EPEE GAMBWA**
Professeur

André LUBANZA MUKENDI
Professeur Associé

Année académique 2007-2008

DEDICACE

A notre défunt père Modeste Mogogo que le destin a inopinément arraché à notre grande affection, et notre mère Anne Biloba pour nous avoir mis au monde et pris soins de nous .

A notre chère épouse *Bijou Bamanyisa* et notre fils *Joanne Lisenga Mogogo*, pour tant de sacrifices consentis afin que ce travail aboutisse.

A notre chère sœur Louise Mosanga et sa famille : Prescilia Mosanga, J.J. Kasongo, pour l'expression d'un amour profond à notre égard.

A nos frères et sœurs : Françoise Mogogo, Edouard Mogogo, Henriette Mogogo, Lem's Lomami, Napoléon Mogogo et les autres.

A tous nos neveux et nièces, cousins et cousines.

A tous ceux qui militent pour la bonne gouvernance en République Démocratique du Congo et dans le monde.

AVANT – PROPOS

Qu'il nous soit permis, au début de cette dissertation de D.E.S qui marque le couronnement de nos études supérieures en sociologie, de rendre grâce à Dieu notre créateur grâce à qui nous avons le souffle de vie.

Nous resterons infiniment reconnaissant à l'égard du Professeur Pascal Payanzo Ntsomo, notre Directeur qui, comme un bon maître, nous a transmis sa sagesse tant scientifique que pratique pour le meilleur aboutissement de ce travail. Il en est de même des Professeurs Jacques Epee Gambwa et André Lubanza Mukendi, nos co-directeurs, qui nous ont assuré un encadrement scientifique responsable dans la rédaction de ce mémoire.

Nos sentiments de profonde gratitude s'adressent au Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA) pour avoir accepté de subventionner nos études post-universitaires en général et cette recherche en particulier. Que Monsieur le secrétaire exécutif, ADEBAYO OLUKOSHI, à travers lui tout le personnel du CODESRIA, se félicite de ce travail dont il aura été l'un des principaux artisans.

Notre profonde gratitude à tout le personnel du Secrétariat Général à l'Enseignement Supérieur et Universitaire en général et au Directeur chargé de la Coopération Monsieur Justin Litoma en particulier, pour son soutien et ses encouragements à notre entreprise académique.

Notre particulière reconnaissance s'adresse au Doyen de la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques de l'Université de Kinshasa, le Professeur Sylvain Shomba Kinyamba, son mandat aura été de celui de la révolution scientifique dans notre Faculté.

Nos sentiments de gratitude s'adressent au Chef de Département de Sociologie et Anthropologie, le Professeur Evariste Tshishimbi Katumumonyi, et au Secrétaire du Département chargé de la Recherche le Professeur Ntumba Lukunga, pour leur soutien et encouragement.

Nous remercions de tout cœur tous les leaders politiques de la Province-Orientale, les membres de la société civile, etc. qui ont accepté de collaborer et de nous livrer les informations en rapport avec ce travail ;

Nos remerciements s'adressent également à nos collègues et compagnons de lutte pour leur soutien moral. Il s'agit de : Assistant Alain Pero, Assistant Placide Mumbembele, C.T. Oscar Mudiandambu, C.T. Victor Yaaya, C.T. Serge Kabuya, C.T. Jean-Marie Kinkela, C.T. David Lubo , C.T. Théophile Bukele, C.T. Léon Tsambu, C.T. Willy Kalala, C.T. Jacques Tshibwabwa, Joseph Mpita, King Mabanza, Alain Badjoko, etc.

Que notre informaticien Albert Yakusu trouve ici l'expression de notre profonde gratitude, pour sa disponibilité, son savoir-faire et son dévouement.

Joël LISENGA BOLILA
Chef de travaux

INTRODUCTION

I. Etat de la question

L'état de la question, comme l'affirme Shomba Kinyamba, n'est pas à confondre avec un simple alignement des opinions des auteurs sur un sujet donné, mais il constitue une synthèse critique des idées existantes ⁽¹⁾

Notre étude porte sur l'élite politique de la province orientale. Elle se propose d'analyser, à partir d'un certain nombre de faits saillants de l'histoire socio-politico-économique de cette province, les véritables enjeux qui concourent à la lutte acharnée pour le leadership au sein de l'élite politique depuis l'accession du pays à l'indépendance en 1960, jusqu'à la première phase de la transition 1997.

En effet, nombre d'études ont déjà été menées sur les élites en République Démocratique du Congo, mais moins nombreuses sont celles qui se sont intéressées directement à l'élite politique de la Province Orientale en dépit du rôle déterminant qu'elle a eu à jouer dans les différents événements qui ont marqué l'histoire socio-politique de notre pays.

Dans cette partie de notre travail, nous allons passer en revue quelques études réalisées antérieurement sur la question des élites en République Démocratique du Congo en général et dans la province orientale en particulier en vue de dégager l'originalité de la présente recherche, mieux de démontrer notre ligne de démarcation par rapport à nos prédécesseurs. Parmi ces études, nous pouvons citer principalement celles de :

¹ Shomba Kinyamba, *Méthodologie de la recherche scientifique. Parcours et les moyens d'y parvenir*, 4^{ème} éd. Revue, Ed. MES, Kinshasa, 2005, p.40.

- Tshishimbi Katumumonyi qui porte sur « une ville et ses élites. Kananga de 1960 à 1990 » (1) ;
- Samba Kaputo qui parle du « phénomène de l'ethnicité et conflits ethno-politiques en Afrique noire post-coloniale (cas de la ville de Bunia et de son hinterland, district de l'Ituri dans la province orientale) »(2) ;
- Madangi Pemaniao qui stigmatise « la problématique de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la Province Orientale, de 1960 à 2000 » (3);
- Kuda Pombwa Lendembu Le Bagbe qui analyse « le nationalisme à l'épreuve de la géopolitique des ethnies. De 1956 à 2005 à Kisangani » (4) ;
- Alphonse MAINDO Monga Ngonga intitulée : « Voter en temps de guerre : Kisangani/RDCongo. Quête de légitimité et (con) quête de l'espace politique » (5) ;
- ainsi que celle de Ngumbi Kitete qui démontre « l'impact de la colonisation sur la gestion du pouvoir par les élites politiques congolaises après l'indépendance. Etude appliquée aux capacités du système politique (1885-1965) » (6)

Concernant la première étude réalisée par Tshishimbi, elle stigmatise l'action des élites dans la perte de l'élan du développement qu'a connu la ville de Kananga durant la période post coloniale. Ainsi, écrit l'auteur : « Notre objectif dans cette étude n'est pas d'éveiller le passé ni de condamner servilement l'action des élites mais d'aider à

¹ Tshishimbi, K., *Une ville et ses élites. Kananga de 1960 à 1997. Analyse sociologique*, Thèse de doctorat en sociologie, inédit, FSSAP, Unikin, 2000.

² Samba K., *Phénomènes d'ethnicité et conflits ethno-politiques en Afrique noire post-coloniale*, PUZ, Kinshasa, 1982.

³ Madangi, P., *Problématique de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politiques de la province Orientale. De 1960 à 2000*, Mémoire de Licence en Sciences Politiques et Administratives, inédit, FSSAP, Unikin, 1999-2000.

⁴ Kuda Pombwa Lendembu Le Bagbe, *Le nationalisme à l'épreuve de la géopolitique des ethnies. De 1956 à 2005 à Kisangani. Essai de clarification et de théorisation*, Mémoire de DEA en Sciences Politiques et Administratives, Inédit, FSSAP, Unikis, 2005-2006.

⁵ A. Maindo, M.N., *Voter en temps de guerre : Kisangani /Congo 1997. Quête de légitimité et (con)quête de l'espace politique*, L'Harmattan, Paris, 2001.

⁶ C.Ngumbi Kitete, *Impact de la colonisation sur la gestion du pouvoir par les élites politiques congolaises après l'indépendance. Etude appliquée aux capacités du système politique (1885-1965)*, Mémoire de DEA en sciences Politiques et Administratives, Inédit, FSSAP, Unikis, 2005-2006.

mieux comprendre le comportement des hommes engagés dans leur histoire, car un coup d'œil sur l'histoire de cette ville signale un certain nombre des constatations. Dans la naissance, le développement et l'édification de cette ville, l'histoire nous montre que dès le départ, le colonisateur avait misé sur plusieurs facteurs. En plus de l'action religieuse, il avait misé sur les nombreuses ressources du milieu et de ses environs. De nos jours, c'est-à-dire à l'époque post-coloniale, toutes ses ressources s'y trouvent encore mais au lieu de progresser, la ville stagne et piétine sur elle-même, car de nombreux problèmes sans solution l'accablent.

Nous voulons savoir, poursuit t-il, pourquoi la ville de Kananga ne progresse plus alors qu'elle dispose des ressources possibles, lesquelles avaient été à la base du progrès qu'elle avait connu à l'époque coloniale ? Quelle en est la cause et comment y remédier ?

A l'issue des ses interrogations, l'auteur trouve que le développement de la ville de Kananga est contrarié par l'action de ses élites. Ces dernières se préoccupent plus de leurs intérêts que ceux de l'ensemble de la population urbaine. Cette recherche effrénée des intérêts égoïstes a privé la ville d'un véritable élan du développement » (1).

De ce qui précède, l'étude réalisée par cet auteur sur la ville de Kananga et ses élites, en dépit du fait qu'elle ne touche pas directement à notre champ d'investigation, est d'une portée scientifique importante. Elle constitue non seulement l'une des sources d'inspiration fondamentale sur la question des élites en RDC, mais aussi relève les réalités qui transcendent l'environnement social dans lequel elle est circonscrite. Néanmoins, cette étude accuse la faiblesse de rester plus ou moins évasive sur la notion d'élite. Autrement dit, en indexant celle-ci comme la cause première du sous-développement de Kananga, Tshishimbi reste imprécis sur le degré de

¹ Tshishimbi, K., *Op cit*, p.10.

responsabilité de chaque catégorie d'élites que compte cette ville. Or, pensons nous, la responsabilité première revient à l'élite politique qui de façon générale détient certaines qualités lui permettant de prendre et/ou de participer à des grandes décisions susceptibles de contribuer au progrès de la communauté locale. C'est ainsi que dans notre travail, nous analysons de façon spécifique le cas de l'élite politique de la Province Orientale qui est engagée dans une lutte acharnée pour le leadership. Cette précision constitue la principale ligne de démarcation entre notre étude et celle menée par cet auteur.

Quant à l'étude de Samba Kaputo, elle cherche à appréhender les causes des affrontements entre les différents groupes sociaux qui habitent les centres urbains et partagent les mêmes délimitations politiques après la période coloniale dans la province orientale en général et la ville de Bunia et son hinterland en particulier. Après analyse, il conclut en réaffirmant son hypothèse de départ selon laquelle : « l'absence de concordance entre les clivages culturels ou ethniques ou les clivages sociaux sont des sources des conflits aigus et un stimulant pour la révolution dans la mesure où l'élite africaine occidentalisation est écartée de l'exercice du pouvoir. Autrement dit, poursuit-il, si le clivage ethnique correspond à un clivage socio-économique, la situation devient hautement explosive. Si par contre, les groupes opposés ont des démarcations autres qu'ethniques, le conflit sera socio-économique et prendra un caractère réellement politique » (1).

De ce qui précède, il y a lieu de dire que le contenu profond de cette étude dont le champ d'investigation se trouve être l'un des quatre districts que compte la province orientale, laisse voir nombre d'aspects importants qui fustigent la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de cette province à l'aube de l'indépendance de la RDC. Nous pouvons citer à cet effet, la prise de position des députés de l'Ituri en 1960 vis-à-vis de la politique provinciale, et principalement de leurs collègues de Stanleyville (district du Haut-

¹ Samba Kaputo, *Op cit*, p.382.

Congo, l'actuel district de la Tshopo). Il écrit à ce sujet : « qu'après la session d'octobre 1961, les députés de l'Ituri rentrèrent dans leurs régions respectives. Là, ils furent contactés par les intellectuels qui voulaient profiter de la dissension au sein du MCN/L pour les amener à partager leur point de vue. Leurs argumentations tournaient autour de deux thèmes : « la domination politique du district de Stanleyville (les gens de Stanleyville, disaient ils, veulent coloniser l'Ituri) qu'il fallait combattre et la détérioration économique du district (...) » (1).

Par ailleurs, en dépit de nombreux mérites qu'elle comporte, cette étude présente la faiblesse de s'être limitée à la seule ville de Bunia et de son hinterland pour analyser un phénomène aussi complexe qu'est l'ethnicité. SAMBA KAPUTO aurait pu tenir compte du fait que cette entité fait partie intégrante d'un grand ensemble qu'est la province orientale et dans la quelle, les districts sont en interdépendance. Il en est de même de l'analyse superflue qu'elle présente sur la question de la lutte pour le leadership entre les élites pendant qu'elle constitue l'un des indicateurs importants de l'exacerbation de l'ethnicité non seulement dans la ville de Bunia (Province Orientale) mais aussi dans plusieurs villes de l'Afrique Noire.

L'une des premières tentatives d'analyse spécifique sur la question de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la Province Orientale est faite par Madangi Pemaniao. Ce dernier, se préoccupe essentiellement à chercher les facteurs d'émergence ou d'inhibition des acteurs politiques de cette province pendant la période post coloniale.

S'appuyant sur la thèse de Benoît Verhaegen (2) selon laquelle, la remise en cause de l'ensemble des règles de promotion sociale après l'indépendance serait à l'origine de la lutte observée au sein de l'élite politique congolaise (...), il aboutit à la conclusion selon laquelle : « plusieurs facteurs concourent à l'émergence ou à

¹ Samba Kaputo, *Op cit*, p.382.

²B. Verhaegen, *Rébellion au Congo*, Tome 1, CRISP, Bruxelles, 1966, p.31.

l'inhibition des acteurs et/ou élites politiques de la Province Orientale pendant la période post-coloniale, mais les plus déterminants sont :

Les problèmes d'ordre culturel, linguistique, géopolitique, scolaire, les frustrations, et les conflits de génération. La lutte pour le leadership ajoute-t-il, est aussi un facteur permanent mais secondaire qui engendre les conflits intertribaux, interdistricts, fratricides, etc.» (1).

L'étude réalisée par cet auteur, nous l'avons déjà démontré dans l'une de nos publications (2), est très limitée, car contrairement à ce qu'elle prétend pompeusement dans son intitulé, elle présente partiellement des informations sur la question ayant trait à la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de cette province et s'attarde exagérément sur la recherche des facteurs d'émergence et d'inhibition des acteurs politiques. Aussi, Madangi ne semble pas maîtriser toute la vérité sur la question qu'il analyse lorsqu'il renvoi l'aspect lié à la lutte pour le leadership au second plan ; alors qu'elle paraît être, au regard de tous les indicateurs d'analyse que nous avons trouvés lors de nos enquêtes sur le terrain, le principal facteur ». C'est l'un des aspects que nous aborderons dans ce travail.

Face à l'absence des recherches fouillées sur la question de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la Province Orientale, l'étude de Kuda Pombwa Lendembu Le Bagbe, sur le nationalisme à l'épreuve de la géopolitique des ethnies. De 1956 à 2005 à Kisangani, apparaît également comme l'une des contributions scientifiques capitales dans ce domaine.

En effet, dans son étude, il cherche à répondre à la question de savoir : si le nationalisme prôné de 1960 à 1990 à Kisangani n'était pas un vernis qui maquille une géopolitique des ethnies solidement encrée au sein de toutes les communautés ethniques en présence à Kisangani. Autrement dit, il s'agit de vérifier si

¹ Madangi Pemaniao, *Op. cit* p.4.

² J.Lisenga Bolila. , *Elite politique de la province orientale. Evolution et la lutte pour le leadership. De 1960 à nos jours*, in *Mouvements et enjeux sociaux (MES)*, Numéro spécial, Kinshasa, Août 2004, pp.21-39.

le nationalisme de Kisangani a réussi à inhiber la géopolitique des ethnies. Parallèlement à cette interrogation spécifique, ajoute t-il, nous devons nous poser les sous questions ci-après :

- la géopolitique des ethnies est-elle l'antinomie du nationalisme ?
- pourquoi la géopolitique des ethnies a-t-elle résisté au nationalisme anti-tribal prôné pendant trois décennies au Congo ?
- avec l'émergence de la géopolitique des ethnies « Kisangani, berceau du nationalisme » n'est-il pas devenu aujourd'hui un slogan creux ? ⁽¹⁾

A partir de ces questions, l'auteur formule les hypothèses selon lesquelles :

- la géopolitique des ethnies, expression d'affirmation et d'attachement à la nation, ne s'opposerait pas fondamentalement au nationalisme ;
- fruit de l'aliénation, le nationalisme anti-tribal ne peut éliminer la géopolitique des ethnies, un phénomène naturel et incontournable dans un Congo Kaléidoscopique ;
- Kisangani garde son sens élevé du nationalisme.

Ainsi, s'appuyant sur le concept de « la géopolitique des ethnies », Kuda arrive à la conclusion selon laquelle : « en dépit de la fronde consécutive en nombre des cas décevants, une analyse objective permet de conclure que Kisangani n'a pas perdu son sens élevé de nationalisme, un nationalisme non plus d'irresponsabilité, mais de responsabilité réclamant la participation équitable des représentants de la Province Orientale à toutes les instances nationales et la priorité ou la préséance à accorder aux ethnies locales dans l'occupation des postes politiques de leurs milieux d'origine. Beaucoup, sont ceux qui méprisent malignement ou inconsciemment cette vision des choses (...) » ⁽²⁾.

¹ Kuda Pombwa Lendembu Le Bagbe, *Op. cit.*, p.15.

² *Idem*, p.184.

De ce qui précède, l'étude de cet auteur dégage, certes, comme nous l'avons souligné précédemment, nombre d'aspects qui nous permettent de mieux cerner la question de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la Province Orientale, car le phénomène de la géopolitique des ethnies qu'elle analyse trouve primordialement son soubassement, ses ramifications, ses manifestations voire son détonement au sein de l'élite politique locale.

Néanmoins, cette étude semble développer une vision partisane et/ou parcellaire lorsqu'elle prend position et étiquette dans plusieurs extraits d'analyses, les élites politiques ressortissantes du district de la Tshopo comme étant « l'une des principales cause » de la résurgence du phénomène géopolitique des ethnies et de la perte de l'élan nationaliste observée dans la ville de Kisangani depuis 1990.

Notre étude, se passera certes, de cette façon de faire pour analyser véritablement les enjeux majeurs qui expliquent la lutte pour le leadership entre les élites politiques des différents districts qui composent la Province Orientale. En clair, il sera question d'analyser la lutte pour le leadership qui oppose entre d'une part, les élites politiques du district de la Tshopo et d'autres part celles des districts du Bas-Uélé, du Haut-Uélé et de l'Ituri.

Nous essayerons de rechercher les causes de cette lutte, la période et le contexte du déclenchement, l'enjeu, les types des stratégies « qu'utilisent les uns et les autres pour asseoir leur domination dans le « champ politique » (1), les capitaux » visés, etc. (2)

L'ouvrage de A. Maindo Monga Ngonga constitue également une source d'inspiration intéressante sur la question de la lutte pour

¹ Champ politique : Concept façonné par P. Bourdieu. Sommairement, on peut le définir comme étant un espace politique caractérisé par les contradictions, les luttes et/ou les conflits (...). Nous y reviendrons avec forces détail dans la partie théorique de notre travail.

² Capital : Concept d'origine marxiste mais récupéré par Pierre Bourdieu dans sa théorie du champ politique. Il désigne de manière lapidaire, l'ensemble des ressources matérielles et immatérielles. Nous donnerons des amples explications sur ce terme dans la partie consacrée à la présentation de la théorie du champ politique.

le leadership au sein de l'élite politique de la province orientale et mérite d'être passé en revue dans cette étude.

Dans cet ouvrage, l'auteur cherche à savoir, les enjeux qui ont présidé à l'organisation, au déroulement et surtout au choix à 40% des dirigeants non originaires de la province orientale lors des élections organisées par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL)¹, après la chute de la ville de Kisangani, en 1997, alors que cette ville traversait d'énormes tensions opposant la majeure partie de l'élite politique locale contre les dirigeants allogènes.

Après analyse, Maindo fait remarquer que : « ces élections intervenues sans incidents et à travers lesquelles on a choisi près de 40% des élus municipaux non originaires de la Province Orientale, avaient comme principaux enjeux : la consolidation du pouvoir d'un côté, l'appropriation et le contrôle du pouvoir de l'autre. Pour l'AFDL, il s'agissait plutôt d'un souci de rétablissement d'un ordre politique nouveau, de légitimation politique et de contrôle de l'administration dans les territoires libérés que d'une réelle volonté de démocratisation. Bien que se proclamât « démocratique », poursuit-il, l'AFDL aurait probablement préféré la voie des nominations à celle des urnes pour consolider son pouvoir (...). Tandis que dans l'esprit des électeurs, il s'est agi simplement de choisir, parmi ceux qui sollicitaient leurs voix, les plus proches, les plus connus et les mieux réputés. Il n'était pas question ici de réduire le choix aux seuls facteurs ethniques ou régionaux » (2)

L'ouvrage de cet auteur, comme on peut le remarquer, en dépit des multiples informations qu'il apporte sur l'élite politique de la province orientale, n'aborde pas directement la question relative à la lutte pour le leadership au sein de cette élite politique, mais s'attarde sur les élections du type « Agora » et/ou les élections aux mains levées

¹ Mouvement rebelle fondé par Laurent Désiré Kabila en 1996 à Lemera (Nord Kivu) et ses alliés Rwandais dans le but de renverser le régime du pouvoir du président Mobutu et conquérir le pouvoir en République Démocratique du Congo.

² A. Maindo, M.N., *Op. cit.*, p p.15-16.

organisées par l'AFDL à Kisangani dans le contexte de la guerre qui a envahit, en 1997, l'ensemble de la province orientale et le climat de méfiance développé contre les dirigeants allogènes en cette même période.

A. Maindo, en démontrant les différents enjeux qui ont concourus au choix à 40% des bourgmestres non originaires à ces élections face aux candidats autochtones, laisse passer sous silence un facteur important qu'est la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique locale, car pensons nous et nous le démontrerons amplement dans l'un des points de notre étude, l'émiettement et les dissensions internes qui caractérisent l'élite politique de la Province Orientale depuis l'indépendance ont souvent constitué une opportunité pour l'élite allogène de s'imposer d'une façon ou d'une autre dans cette arène politique.

Enfin, l'étude réalisée par Ngumbi Kitete sur « l'impact de la colonisation sur la gestion du pouvoir par les élites après l'indépendance », mérite également d'être considéré comme l'un des jalons importants sur la question des élites politiques en R.D Congo. En effet, elle cherche à déceler l'influence qu'a exercée la colonisation sur la gestion du pouvoir par les élites politiques congolaises après l'indépendance. Autrement dit, il s'agit de démontrer, du point de vue de l'analyse systémique, l'apparition des capacités du système politique et les causes explicatives afin de mieux comprendre le comportement des acteurs socio-politiques.

L'auteur s'interroge sur le fait que : « Eu égard aux activités socio-politiques menées de l'Etat indépendant du Congo à l'auto prise en charge, en passant par la gestion belge du Congo, quel est impact de la colonisation sur la gestion du pouvoir par les élites politiques congolaises après l'indépendance, et quels sont les types de capacité du système politique restés les plus visibles et pour quelles raisons fondamentalement ? » En d'autres termes, y a-t-il eu un effet de contagion en termes de capacités du système politique dans notre

pays lorsqu'on est passé du système politique colonial au système politique congolais autonome ? Si oui, quels sont les facteurs explicatifs ? Si non, pourquoi ? Face aux crises observées dans la gestion du pouvoir par les élites politiques congolaises, quels sont les préjudices causés et les avantages observés, et quelles solutions faut-il envisager pour l'avenir ? (1)

De l'ensemble de ces questions, il émet quelques hypothèses et qu'il confirme après analyse notamment : « l'influence dit-il, de la colonisation sur la gestion du pouvoir par les élites politiques congolaises après l'indépendance réside dans la gestion patrimonialiste de la colonie par Léopold II qui a bénéficié du soutien des puissances étrangères alors que la Belgique n'a pas été à mesure de former une élite politique congolaise capable de se prendre en charge après l'indépendance. La formation ne l'a été que superficiellement et orientée vers les buts assignés à la colonisation. Faute d'une véritable institutionnalisation du pouvoir, celui-ci est approprié directement par ses détenteurs comme s'il s'agissait d'un bien privé. Chaque titulaire d'une parcelle d'autorité publique la privatise à son profit et au profit de ses proches. C'est ce qu'on qualifie de patrimonialisme ou du néopatrimonialisme (...)»(2)

Comme on peut bien l'apercevoir, l'étude de cet auteur, nous l'avons souligné précédemment, présente une importance capitale sur la question des élites politiques en R.D. Congo, car elle a l'avantage d'établir un parallélisme entre le type d'élite politique que le pays a hérité du système colonial et la gestion chaotique constatée après l'indépendance. Néanmoins, cette étude accuse la faiblesse par rapport à sa délimitation spatiale (R.D. Congo) qui demeure trop vaste et qui semble entamer le caractère objectif de ses analyses. En parlant du Congo en général, Ngumbi semble ignorer le dynamisme des faits sociaux. La colonisation belge et le processus de la formation des élites politiques, en dépit du fait qu'ils relevaient d'un programme

¹ C.Ngumbi K, *Op. cit*, p.12.

² Idem.

d'émancipation des nègres préétabli, ne pouvaient nullement produire les effets similaires dans toutes les provinces. D'où, nombre des faits évoqués s'accrochent avec les réalités dans la province orientale et ne peuvent guère faire l'objet d'une déduction.

Notre étude fait la différence et conserve son originalité par le fait qu'elle s'attèle à analyser spécifiquement les enjeux et perspectives de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la province orientale

2. Problématique

Analyser aujourd'hui la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la Province Orientale apparaît comme l'une des voies pour pallier non seulement à la question du sous-développement de cette entité administrative, mais aussi et surtout, contribuer à raviver l'élan nationaliste que la République Démocratique du Congo recherche pour sa promotion socio-économico-politique.

En effet, on a cessé de dire : « La Province Orientale est le berceau du nationalisme congolais » (1). C'est de là que P.E. Lumumba enclencha la lutte pour l'indépendance alors qu'il n'est pas originaire de cette province mais bien de Katako Kombe dans le Kasai oriental. C'est de là que A. Gizenga installa son gouvernement alors que lui non plus n'est pas ressortissant de cette province mais de Bandundu. La révolte de Bafulero et l'insurrection de Mulele en 1964, ont vu leur consolidation dans la Province Orientale sous la direction de G. Soumialot et N. Olenga. C. Gbenye est l'unique fils de cette province engagé dans ces événements.

La Province Orientale passe également pour une « province martyre » (2) en raison des événements tragiques qui s'y sont succédés depuis la décolonisation du pays. Parmi les plus marquants, citons, la

¹ J. Lisenga .B, *Op cit*, p.21.

² *Idem*.

guerre de l'indépendance en 1960, la rébellion « muleliste » en 1964, la tentative de la prise du pouvoir par les mercenaires Bob Denard et Jean Schrame en 1966, les diabos, les ex-gendarmes katangais ont investi la Province Orientale en 1969, la guerre de « libération » menée par L.D. Kabila, l'A.F.D.L et ses alliés rwandais et ougandais avaient comme étape déterminante la ville de Kisangani en 1997, la guerre d'agression menée par les rwandais et les ougandais en 1998, les affrontements entre les troupes rwandaises et ougandaises dans la ville de Kisangani en 2000, les massacres du 14 mai 2002 avec comme cible la population civile de la ville de Kisangani qui tentait de protester contre la présence des troupes rwandaises⁽¹⁾, le conflit inter ethnique qui sévit dans le district de l'Ituri entre les ethnies hema et lendu⁽²⁾, etc.

Comme on peut s'en rendre compte tous ces événements ont contribué à l'arrêt de l'élan du développement de cette province.

Par ailleurs, il appert de ce qui précède que l'entreprise pour le développement de cette importante entité politico-économique est loin de l'être et/ou stagne par le fait que son élite politique vit, en dépit des apparences affichées et de quelques actions opportunistes, dans une lutte pour le leadership caractérisée par un climat de désunion et des conflits engagés entre les leaders de quatre différents districts qui la composent divisés en deux blocs antagonistes. D'une part, on trouve les leaders du district de la Tshopo et de l'autre ceux de trois autres districts (Bas-Uélé, Haut-Uélé et Ituri) qui s'affrontent au détriment de l'intérêt supérieur de la province et partant de la nation.

Depuis le début de la décolonisation du pays (1960) jusqu'à ce jour, en passant par la période qui nous intéresse dans cette recherche (1960-1997), nombre de faits politiques saillants illustrent cette lutte pendant laquelle les élites politiques de ces deux groupes

¹ J.Migabo Kalere, *Génocide au Congo ? Analyse des massacres de populations civiles*, Broederlijk Delen, Bruxelles, 2002, p.209.

² Oga Ukelo, *Le conflit interethnique entre Hema et Lendu en Ituri : Pour une solution pacifique et durable*, in *Laboratoire d'Analyses Sociales (LASK)*, volume IX, Numéro unique, janvier-Décembre, Kinshasa, 2004, p.81.

utilisent plusieurs formes des stratégies pour imposer leur domination dans le champ politique provincial. Nous pouvons citer les faits suivants, qui ne sont pas exhaustifs, mais qui ont été posé dans la logique de la lutte pour le leadership :

- Entre les années 1960-1965, un conflit éclate au sein de l'administration provinciale et de l'espace politique opposant d'une part, les élites politiques de l'Ituri, du Bas Uélé et du Haut Uélé (anciens élèves de l'école moyenne de Buta) et d'autres part celles de district du Haut Congo (Tshopo). A l'origine de ce conflit, les élites politiques de l'Ituri et des Uélés reprochaient à leurs collègues le comportement hégémonique par lequel, ils s'accaparent de tous les postes de commandement au niveau de l'administration provinciale et de la politique, en excluant les autres qu'ils traitaient « des originaires lointains » et des campagnards ;
- en 1960, à la table ronde de Bruxelles, V. Nendaka s'étant brouillé avec son chef du parti P.E. Lumumba, se désolidarisa de celui-ci et créa une aile dissidente(MNC/Nendaka) qui n'a pas fait long feu, et qui a largement échoué aux élections de 1960, parce que sérieusement combattu par d'autres leaders lumumbistes de la province, principalement les ressortissants du district du Haut- Congo (Tshopo) qui accordaient un soutien inconditionnel à Lumumba à travers la solidarité mécanique des ethnies de la souche « Anamongo »⁽¹⁾ de cette province (Topoke, lokele, mbole, turumbu, etc.) ;
- le 1^{er} octobre 1960 quelques députés et sénateurs de la province orientale se sont désolidarisés de leur chef de file, le premier Ministre P.E. Lumumba et dès leurs arrivés à Stanleyville, ils furent arrêtés et tués à « Osio » ⁽²⁾ par d'autres leaders originaires de cette province sur ordre de C. Gbenye (originaire de Bas-Uélé et leader incontesté dans le bloc de trois districts opposés à la Tshopo) et A. Gizenga ⁽³⁾;

¹ E.Banyaku Luape, E, *La Pléiade des Anamongo : Mythe ou Réalité. Essai d'une approche socio-ethnique*, Cahier du Ciedos, PUK, Kinshasa, 2004, p.1.

² Prison célèbre de la Province Orientale, située à 30 kilomètres de la ville de Kisangani.

³B.Verhaegen, « La prise de position des parlementaires du MNC/L », in *Congo 1960*, p.996.

- en 1961, une dissension née au sein du MNC/L entre les députés de l'intérieur (originaires des districts de l'Ituri et des Uélés) d'une part et leurs collègues de Stanleyville et/ou du Haut-Congo d'autre part, au sujet de la succession de Jean Pierre Finat. Les députés de l'intérieur proposaient la confirmation de J.F. Manzikala au poste du Président provincial, tandis que ceux du Haut-Congo souhaitaient voir A. Eleo (un kusu du Maniema) garder ce poste, car disaient-ils, ils ne pouvaient guère se laisser diriger par un originaire lointain qui, d'ores et déjà, serait d'origine douteuse (ougandais). Les députés de l'Ituri et des Uélés l'emportèrent car, le 10 avril 1961, F. Manzikala fut installé comme Président provincial MNC/L ;
- l'existence dans la Province Orientale, durant toute la deuxième république, de deux grands blocs représentés d'une part par les « patriarches » V. Nendaka Bika qui incarnait les aspirations des ressortissants de district des Uélés et de l'Ituri et d'autre part, par Lengema Dulia qui représentait les intérêts des ressortissants de district de la Tshopo (y compris la ville de Kisangani) ;
- la demande permanente de élites politiques de l'Ituri de se détacher de la Province Orientale à cause de la guéguerre au sein de la classe politique et devenir une province autonome ⁽¹⁾ ;
- en 1991, le club de la Tshopo, une association des intellectuels ressortissants de district de la Tshopo, adresse une pétition au gouverneur (non originaire) et aux autorités politico-administratives ressortissantes de trois autres districts pour exiger la part du lion dans le partage des postes administratifs et politiques au niveau provincial ;
- pendant la même période, beaucoup de tracts anti-ressortissants de la Tshopo et vice versa ont circulé dans la province orientale en général et la ville de Kisangani en particulier ;
- en 1993, le Gouverneur Lombeya Bosongo s'était fait remarquer par son slogan : « **kila mamba na kivuko yake** », une expression swahili qui signifie littéralement, « **à chaque crocodile sa rive** ».

¹ Lobho Lwa Djugu Djugu, Interview du 15 juillet 2004, à son Bureau du PIFOR à l'Université de Kinshasa.

cela veut dire en clair que la gestion politique de chaque coin doit revenir à ses autochtones, et non aux non originaires de la province.

- quelque temps seulement après, la logique profonde de cette philosophie du Gouverneur Lombeya se retourne contre la province, sème la division parmi les élites politiques et provoque la résurgence du phénomène: « **les originaires lointains (élites ressortissantes de trois districts et les originaires proches élites ressortissantes du district de la Tshopo) » ;**
- en mai 1994, un conflit ouvert de leadership éclate entre le Commissaire urbain de la ville de Kisangani Bulu Bobina Bogila (originaire de district de la Tshopo) et le Président du comité urbain Urwodi (originaire de district de l'Ituri). Les étudiants membres « d'Isonga Songa » ⁽¹⁾ adressèrent une lettre de menace et de mise en garde au Président du comité urbain dans laquelle ils lui signifiaient que « la ville de Kisangani appartient d'abord et avant tout aux fils et aux filles de district de la Tshopo avant d'être une propriété de toute la province. La réaction des étudiants ressortissants de l'Ituri n'a pas tardé à venir. La tension fut vive entre les deux parties dans la ville au point que ce sont les instances judiciaires et le comité des sages qui sont intervenus pour calmer la situation ;
- en 1997, après la prise de la ville de Kisangani par les troupes de l'AFDL et leurs alliés ruandais et ougandais, un conflit de leadership surgit entre le premier président provincial de l'AFDL Wale Lufungola (originaire de la Tshopo) et le premier Gouverneur élu par acclamation au stade Lumumba Yaggi Sitolo (originaire du Bas-Uélé). Les deux personnalités se disputaient la préséance pendant les manifestations officielles et la gestion politico-administrative de la province. Cette situation s'est soldée par une bagarre généralisée entre les partisans de ces deux autorités regroupés en associations tribales ;

¹ Association tribale de l'ethnie Topoké, très connue par ses prises de position politique dans la Province Orientale et surtout par le soutien tous azimuts qu'elle a accordé à P.E Lumumba lors du mouvement de la lutte pour l'indépendance, en 1958.

- le 25 juillet 2006 (pendant la campagne électorale législative et présidentielle), lors de nos enquêtes sur terrain, un leader politique originaire du district de Haut-Uélé qui a requis l'anonymat, nous a donné cette métaphore : « **une poule ne se fera jamais représenter par un aigle quelque soit l'habilité ou le savoir-faire de celui-ci. La poule se fera toujours représenter par le poussin, car c'est celui-ci qui a l'archétype de la poule et qui comprend et sait mieux que quiconque de la culture de poule** ».

Partant de toutes ces réalités et de beaucoup d'autres que nous n'avons pas évoqué ici, nous pouvons bien constater qu'une lutte pour le leadership manifeste et ardue existe au sein de l'élite politique de la province orientale, soit pour l'occupation des postes politico-administratifs, soit pour d'autres enjeux. Et comme on peut le remarquer, dans cette lutte, les uns et les autres recourent à plusieurs sortes des stratégies pour asseoir leur domination et tenter de gagner ainsi le leadership politique provincial.

Parlant de cette lutte, Samba Kaputo affirme que : « dans la Province orientale, il existe des patriarches et quelques grands leaders dans chacun de districts. Il faut réussir à se faire coopter par les patriarches pour pénétrer dans le cercle restreint des dirigeants (...) »⁽¹⁾.

Dans le même ordre d'idées, Kuda Pombwa Lendembu Le Bagbe renchérit : « certes, la vie au sein de l'élite politique de la province orientale est conflictuelle. L'agressivité positive ou négative des acteurs politiques, dans leur course au plaisir, au pouvoir et à la gloire aboutissent au conflit permanent, à la crise sans cesse recommencée (...). Le conflit ici est de trois ordres :-la lutte pour le contrôle des ressources provinciales,- la lutte pour le contrôle des

¹ Interview accordée à Madangi, *Op.cit.*, p.63.

espaces géographiques et la lutte pour la domination idéologique ou la lutte pour le contrôle du leadership politique » (1)

Dans cette étude, notre préoccupation consiste à la fois à chercher les principaux enjeux qui expliquent l'existence et la perpétuation de cette lutte acharnée pour le leadership au sein de cette élite politique de 1960 à 1997 et aussi, d'appréhender les différents types des stratégies qu'utilisent les deux blocs d'élites politiques protagonistes (la Tshopo d'une part, le Haut-uélé, le Bas uélé et l' Ituri de l'autre) afin de s'imposer dans le champ politique. Ainsi, nos analyses graviteront autour des questions suivantes :

- Quelles sont les causes de la lutte acharnée pour le leadership au sein de l'élite politique de la province orientale ?
- Quels sont les principaux enjeux qui expliquent l'existence et la perpétuation de cette lutte acharnée pour le leadership de 1960 à 1997 ?
- Quelles sont les stratégies qu'utilisent les deux blocs en lutte pour asseoir leur domination dans le champ politique provincial ?
- Quelles sont les perspectives ?

3. Hypothèse de travail

Les faits sociaux, écrit E. Tshishimbi, sont complexes et menacent constamment d'égarer le chercheur. Pour éviter un pareil piège, il est de bonne mise d'aborder la recherche avec quelques idées conductrices préalablement établies, mais aussi positionnelles appelées à être vérifiées sur le terrain pour être infirmées ou confirmées. Ces idées qui sont exprimées sous forme des propositions, sont les hypothèses (2).

M. Grawitz et R. Pinto de leur côté précisent que l'hypothèse tend à formuler une relation entre les faits significatifs.

¹ Kuda Pombwa, L, *Op.cit.*, p.11.

² Tshishimbi, K, *Op.cit.*, p.9.

Même plus ou moins précise, elle permet d'interpréter, de donner une signification qui, vérifiée constituera un élément possible de la théorie (1).

Corrélativement aux questions posées ci-haut, nous pensons à titre d'hypothèses que :

- Plusieurs causes sont à la base de cette lutte acharnée pour le leadership observée au sein de l'élite politique de la Province Orientale, mais les plus déterminants seraient :
- la tendance à la monopolisation du leadership politique par les élites politiques du district de la Tshopo qui profiteraient de l'implantation du chef-lieu de province (ville de Kisangani) dans leur district et de la supériorité numérique de leurs populations (ethnies) dans la ville de Kisangani pour tenter de s'imposer et d'exclure les autres en les considérant comme des originaires lointains;
- le mode de construction et d'évolution de la classe élitiste avant et après l'indépendance teintée d'irrationalité et de germes de tribalité qui, prédisposerait les élites politiques à la division ;
- Le régime dictatorial de la deuxième République qui aurait privilégié la politique de diviser pour régner entre les leaders politiques de différents districts que compte cette province en instaurant le système de patriarce par district pour contrôler l'ensemble du champ politique ;
- L'influence historique de l'élite allogène et/ou externe qui trouverait sa place dans la désunion de l'élite politique locale ;
- La pauvreté qui aurait miné la conscience de la population en général et des élites politiques en particulier qui penseraient trouver un salut (pour s'enrichir) dans l'exclusion et la guégère;
- Le principal enjeu qui explique l'existence et la perpétuation de cette lutte pour le leadership serait la quête du contrôle de l'espace politique par les uns et les autres afin d'en tirer les dividendes liés au pouvoir politique;

¹ Grawitz, M et Pinto, R, *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, Paris, 1986, p.42.

- Nombre des stratégies sont mises en exergue par ces deux blocs d'élites protagonistes pour asseoir leur domination et/ou avoir le contrôle du champ politique provincial ;
- Les perspectives d'avenir face à cette situation s'orientent de manière à ce que la Province Orientale se présenterait comme un champ politique sans maître, elle serait à la solde de tous les acteurs politiques opportunistes du pays.

4. Intérêt de l'étude

Une recherche scientifique dépourvue d'intérêts ne vaut pas la peine d'être réalisée. La présente étude revêt à la fois un intérêt pratique et théorique.

4.1. Intérêt pratique

L'importance des études sur l'élite en Afrique a déjà été soulignée par P.F. Gonidec quand il affirmait que : « le problème capital des Etats africains est, en effet, de réaliser le développement culturel, social, économique et politique. Or, la solution de ce problème dépend de la voie choisie et ce choix est lui-même lié à la nature de la classe ou de catégorie dirigeante, à leur influence sur les masses » ⁽¹⁾.

Au niveau pratique, il y a lieu de dire avant tout que la lutte pour le leadership constitue aujourd'hui l'une des causes majeures du sous-développement des provinces de la R.D. Congo en général et de la Province Orientale en particulier, car elle favorise la division, l'égoïsme et le manque de collégialité entre les leaders politiques appelés plutôt à se coaliser et à unir les efforts pour le développement de leur milieu.

Cette étude constitue une sonnette d'alarme à l'égard des élites politiques de la Province Orientale sur un phénomène générateur des conflits et du sous-développement de leur entité administrative.

¹ P.F.Gonidec, *Les systèmes politiques africains*, 1^{ère} partie, Librairie Générale de droit et jurisprudence, 1971, p.164.

Elle constitue également un éveil de conscience pour les élites sur le rôle qu'elles ont à jouer en tant qu'agents du développement de cette entité administrative victimisée par les rébellions et autres tragédies depuis l'accession du pays à la souveraineté internationale.

4.2. Intérêt théorique

Le passage en revue des études antérieures réalisées sur la Province Orientale révèle que la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique est l'un des thèmes qui ont fait le moins l'objet de leur préoccupation centrale. Certains travaux n'ont fait qu'effleurer ce thème. Nombre de chercheurs se sont penchés sur d'autres aspects liés à l'organisation politico-administrative de cette province, notamment la question de la décentralisation, le découpage provincial, etc.

Ainsi, notre travail a le mérite d'être l'une des rares et premières recherches profondes à analyser, dans une approche sociologique, les enjeux et perspectives de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique congolaise en général et de la Province Orientale en particulier. Cette étude jette donc l'un des premiers jalons sur ce thème pour les recherches futures.

Elle a également l'avantage de fournir un effort de conceptualisation sur les termes : Leadership, Elite politique, champ politique et capital.

Enfin, le présent travail est une contribution importante pour la compréhension de l'histoire politique de la RD Congo à partir de la Province Orientale en tant que l'une des provinces stratégiques depuis la période coloniale.

5. Méthodologie

Dans cette partie consacrée à la méthodologie, nous allons présenter successivement la méthode que nous avons utilisée dans cette étude ainsi que les différentes techniques qui nous ont permis de collecter les données et/ou les informations nécessaires.

5.1. Méthode

Pour mener à bien cette étude, nous avons eu recours à la méthode dialectique. Le choix de cette méthode a été dicté par le fait que la lutte pour le leadership reste un thème qui sommairement fustige les contradictions sociales ; d'où l'approche dialectique est la mieux indiquée.

K. Marx et Engels (1), ont donné à la méthode dialectique matérialiste des caractéristiques qui en ce vingtième siècle sont arrivées à formuler quatre lois essentielles :

1. La dialectique Marxiste considère que *tout est en relation et en interaction*. Le monde matériel forme un tout unique et cohérent. Ses éléments n'évoluent pas isolément, ils sont en relations les uns avec les autres, et subissent leur action en retour. Ainsi, on peut dire que les faits et les choses du monde sont en connexion et en interdépendance. Les marxistes de nos jours voient qu'une des tâches importantes de la dialectique marxiste et l'étude du monde entant qu'un tout unique et cohérent, est l'analyse des connections générales des choses et des faits ;
2. La dialectique Marxiste considère que tout est en mouvement et tout est en devenir, en changement et en transformation. La nature est en état de mouvement perpétuel, de changement et de renouvellement. Il arrive toujours, que quelque chose nait et se développe et quelque chose meurt et périt. Tout évolue. C'est la

K.Marx et Engels cité par¹ Payanzo Ntsomo, *Notes du cours de Systématique des théories sociologiques e tanthropologiques*, destinées aux étudiants de deuxième année de graduat en sociologie et anthropologie, inédit, FSSAP, Unikin, 2005-2006, p.44.

loi de *l'évolution universelle perpétuelle et incessante*. La réalité est unité et tout ; mais elle est aussi mouvement dans son sens plus général, comme mode d'existence de la matière et comme propriété inhérente à la matière. tous les changements et tous les processus qui se produisent dans le monde, du simple changement d'un espace au changement de la pensée ;

3. La dialectique Marxiste voit que *le changement quantitatif se transforme en changement qualitatif*. Marx et Engels et d'autres marxistes contemporains croient que le passage du quantitatif au qualitatif est une loi générale de l'évolution matérielle ;
4. La dialectique Marxiste voit que la *lutte des contraires* est le moteur de tout changement. Marx et Engels ont insisté sur cette loi, car ils croyaient que la loi de l'unité et de la lutte des contraires révèlent les origines et les forces motrices de l'évolution. Les contraires sont des aspects internes, tendance, des forces, de l'objet qui s'excluent à même temps s'impliquent l'un et l'autre. L'interconnexion indissoluble de ses aspects constitue l'unité des contraires.

Partant de ces principes, nous considérons l'élite politique de la Province Orientale comme un groupe dans lequel non seulement les acteurs interagissent, mais aussi traversent de nombreuses contradictions qui fondent la lutte pour le leadership observée dans le champ politique composé des leaders politiques de différents districts.

L'un de grands marxistes, Lénine, disait qu'ignorer l'histoire, c'est ignorer l'abc du matérialisme historique. Le principe du primat de l'histoire insiste sur la compréhension d'un fait social, de le saisir dès sa genèse (sa naissance) et dans son évolution.

Ce principe nous permettra de partir de la genèse de l'évolution de l'élite politique de cette province à travers ses différentes périodes historiques et les différents événements qui ont marqué son histoire. Ainsi, nous pouvons détecter les principaux enjeux qui

expliquent la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de 1990 à 1997.

La loi de la lutte de contraire sera d'application dans l'analyse des rapports entre les élites politiques de cinq districts que comptent la Province Orientale afin de saisir l'efficacité des stratégies des uns et des autres dans la lutte pour le contrôle de l'espace politique tant au niveau provincial que national. Notre analyse s'effectue au sein d'une couche sociale, catégorie sociale qui « fait penser à un étagement stabilisé, tandis que celui de la classe sociale, avec sa coloration marxiste invite à mettre beaucoup plus d'accent sur les conflits et les transformations sociales » (1).

C'est de cette action réciproque entre les élites politiques des différents districts que résulteront nombre d'événements qui ont marqué négativement l'histoire politique de cette province, mieux son développement.

Quant au changement quantitatif au changement qualitatif, nous présumons que dans cette lutte pour le leadership on arrivera à une coexistence pacifique et harmonieuse des leaders des différents districts pour le développement durable de cette province. Ce qui n'est pas encore le cas.

5.2. Techniques

Pour collecter les données de notre étude, nous avons utilisé quatre techniques : L'échantillonnage, l'observation directe, l'interview et la technique documentaire.

5.2.1. La technique d'échantillonnage

L'apport de la technique d'échantillonnage, écrit Shomba Kinyamba, ne se discute plus. Grâce à elle, on s'autorise de mener par

¹ J.Cazeneuve, *Dix grandes notions de sociologie*, Paris, Seuil, 1976, p.152.

exemple, une investigation sur l'ensemble de la population congolaise (environs 50 millions d'âmes). C'est presque la magie ⁽¹⁾.

Face à la difficulté relative de construire un échantillon statistiquement représentatif, le caractère hyper- parsemé et hyper-dynamique de notre population d'enquête, l'indisponibilité mieux l'inaccessibilité à outrance de la plus part nos enquêtés, etc. nous ont contraint à faire recours à deux types d'échantillonnage : « *la boule de neige* » ou l'échantillon basé sur le répondant (en anglais snowball sampling) et occasionnel.

Le premier (l'échantillonnage boule de neige), consiste à prendre contact avec les enquêtés à partir d'autres enquêtés, en demandant à chaque enquêtés de faire rencontrer le chercheur avec les personnes répondant aux mêmes critères ou aux mêmes références identitaires. Cette technique, nous a permis, non seulement d'identifier nos enquêtés (nos informateurs privilégiés), mais aussi et surtout d'entrer en contact avec eux par vague, grâce aux informations reçues de leurs homologues.

L'échantillonnage occasionnel, nous a permis de parer à l'éventualité liée au problème d'indisponibilité de la majeure partie de nos enquêtés, de leur caractère hyper-parsemé et hyper-dynamique durant notre période d'enquête en nous fixant comme critère : *de n'interroger que les enquêtés disponibles au moment de l'enquête*, la difficulté de les situer.

Ainsi, l'utilisation combinée de ces deux types d'échantillonnage nous a conduit à dégager, comme nous les verrons plus loin (dans la partie consacrée à l'organisation de l'enquête), un échantillon de 20 personnes que nous avons considérés comme des informateurs privilégiés.

¹ Shomba Kinyamba, S. *Op.cit*, p.78.

5.2.2. La technique d'observation directe

Cette technique nous a permis de nous transformer en acteur politique en postulant comme Candidat député National lors des élections législatives 2006, dans le territoire d'Isangi(district de la Tshopo) afin d'observer le comportement et les rapports que développent les élites politiques de cette province entre elles ; surtout lorsqu'il s'agit de discuter sur les grands enjeux socio-politiques sensibles notamment, le partage des responsabilités au niveau provincial, la représentation des élites politiques au niveau national (ministres, mandataires publics, les candidats aux différentes échéances, etc.), la gestion administrative de la province, les élections, etc.

Ainsi, entant qu'originaire de cette province, nous avons eu le privilège de descendre sur terrain, de participer à plusieurs réunions des acteurs politiques de différents districts et différentes formations politiques pour découvrir les prises de position des uns et des autres sur les diverses questions liées à la lutte pour le leadership.

5.2.3. La technique d'interview

Grâce à l'interview, nous avons eu à nous entretenir de façon approfondie avec les élites politiques des différents districts. Et, pour mener à bien nos interviews et dénicher certaines vérités, nous avons classé les élites politiques selon les différentes périodes de leur évolution, leur obédience politique ainsi que leur district d'origine. Nous avons également associé à ces interviews, certaines personnalités faisant partie des forces vives de la province, certaines élites non originaires de la province orientale mais dont l'influence n'est pas de moindre sur la vie politique au niveau provincial.

5.2.4. Technique documentaire

La technique documentaire nous a permis de consulter :

- des ouvrages théoriques et pratiques sur les élites politiques ;
- des ouvrages sur la question de leadership dans les sociétés modernes ;
- des journaux paraissant dans la ville de Kisangani (Boyoma, Gazette de l'orient, Okapi, etc.) ainsi que certains journaux publiés à Kinshasa (Référence plus, Elima, Potentiel, etc.) qui s'intéressent à l'actualité socio-politique de la Province Orientale depuis plusieurs décennies ;
- des annuaires biographiques pour distinguer les différentes générations des élites politiques ;
- des archives parlementaires pour dénicher les différentes représentations des leaders politiques des différents districts depuis l'accession du pays à l'indépendance et certaines prises de position des députés de cette province ;
- les documents contenant les résolutions, les accords et les désaccords entre les acteurs politiques de quatre districts ainsi que les participants à ses rencontres, etc.

6. Délimitation spatio-temporelle

En ce qui concerne l'espace, notre travail s'étend sur l'ensemble de la province orientale tant qu'entité administrative composée de quatre districts plus le chef lieu de province qu'est la ville de Kisangani. Nous pouvons citer : le district de la Tshopo (qui dans son extension intègre la ville de Kisangani), Ituri, Haut-Uélé et Bas-Uélé.

Au niveau temporel, il couvre la période allant de 1960 à 1997. Le choix de cette période est dû au fait qu'elle renferme le chronogramme de grands événements socio-politiques de cette province qui ont concouru à l'exacerbation de la lutte pour le

leadership au sein de l'élite politique. C'est l'espace temporel qui comprend la première République gérée par une élite politique (mal préparée) fruit de la colonisation, la seconde République et le système politique dictatorial qui l'a caractérisé, le déclenchement du processus démocratique, mieux le début et la fin de la première phase de la transition qui a vu la lutte exacerbée entre les leaders politiques des différents districts.

7. Difficultés rencontrées

Comme dans toute recherche scientifique, nombre d'obstacles se sont érigés sur notre chemin. Il s'agit entre autres :

- Du climat politique morose au pays qui a créé la méfiance dans le chef des opérateurs politiques de la province orientale et certaines personnes qui devaient nous fournir des informations à travers les interviews et les entretiens ;
- l'indifférence de certains acteurs politiques à notre égard par le fait que nous sommes originaire de cette province et qu'il se pourrait, disaient-ils, que nous soyons au service de tel ou tel autre leader. Ainsi ils semblaient douter de notre impartialité pour mener une telle étude et se réservaient de nous fournir certaines informations sensibles ;
- le caractère lacunaire des annuaires biographiques des acteurs politiques de la République Démocratique du Congo en général et de la province orientale en particulier ;
- l'accès difficile aux archives dans certains ministères et dans d'autres services publics de l'Etat (gouvernorat de la province orientale, parlement, assemblée provinciale,...), etc.

Grâce à notre persévérance, nous avons convaincu certains acteurs politiques du caractère essentiellement scientifique de notre étude. Et ils ont accepté de collaborer.

Nous avons contourné la difficulté ayant trait au manque de sincérité par le regroupement de plusieurs déclarations et en comparant les actes aux déclarations.

Malgré le caractère lacunaire des annuaires biographiques, les données étaient suffisantes pour faire aboutir notre travail.

8. Contenu du travail

Pour sa perméabilité, la présente étude est subdivisée, hormis l'introduction et la conclusion en quatre chapitres :

- Le premier porte sur le cadre théorique conceptuel ;
- le second s'attellera sur la construction l'évolution de l'élite politique de la province orientale;
- le troisième présentera la chronologie et analysera les principaux faits-indicateurs de la lutte pour le leadership;
- et enfin le quatrième analysera les enjeux et perspectives de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique ;
- nous clôturerons notre étude par une conclusion générale qui fera la synthèse de nos analyses.

CHAPITRE PREMIER : CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL

Dans ce chapitre, il sera question de définir les concepts clés que nous avons utilisés dans ce travail, de présenter et d'expliquer le cadre théorique qui nous a guidé dans nos analyses.

I.1. Cadre conceptuel.

Dans son ouvrage intitulé « éléments des théories et des méthodes sociologiques, Robert King Merton précise qu'« une recherche consciente de ses besoins ne peut passer outre la nécessité de clarifier ses concepts (...). Une des exigences essentielles de la recherche est que les concepts soient définis avec une clarté suffisante pour lui permettre de progresser » (1)

Dans cette étude, nous allons nous atteler à définir les concepts élites, élites politiques et leadership, car leurs portées sémantiques, qui prêtent souvent à confusion, nécessitent une meilleure explication pour une compréhension profonde de nos analyses.

I.1.1. Elites

Selon le Dictionnaire historique de la Suisse, l'expression « Elite » est utilisée en français depuis le 17^{ème} siècle pour désigner des groupes sociaux qui se distinguent par leurs valeurs et leurs activités. Ce terme est repris en allemand « Eliten » au 18^{ème} siècle et en italien « Elite » à la fin du 19^{ème}. Il appartient d'abord à la philosophie sociale et à la sociologie. Son utilisation généralisée remonte au début du 20^{ème} siècle en Europe lors de l'affrontement idéologique entre les partis de gauche et de droite. Le terme désigna dès lors, une catégorie sociale spécifique (2)

¹ Merton, R.K., *Éléments des théories et des méthodes sociologiques*, Plon, Paris, 1965, p.6.

² Albert Tanner, *Dictionnaire historique de la suisse (DHS)*, Hirschengraben 11, Berne, Février, 2006, p.12.

Nombre d'auteurs ont proposé des définitions diverses au concept « élite », mais le sociologue italien Vilfredo Pareto est de ceux qui lui ont véritablement attribué le droit de cité en sociologie.

Selon lui, « l'élite est composée de tous ceux qui manifestent des qualités exceptionnelles ou qui font preuve d'aptitudes éminentes dans leur domaines ou dans quelques activités. Autrement dit, font partie de l'élite ceux qui, par leur travail ou par des dons naturels, connaissent un succès supérieur à la moyenne des autres hommes. L'élite est pour lui composée des membres supérieurs d'une société, ceux à qui des qualités éminentes apportent pouvoir et prestige. ⁽¹⁾

Dans sa théorie de la circulation des élites, Pareto affirme que : « dans toutes les sociétés, il existe une minorité privilégiée, ou élite au sens large, dans laquelle on peut distinguer une élite gouvernante qui, directement ou indirectement joue le rôle notable dans le gouvernement, et l'élite non gouvernante composée des autres membres de l'élite mais capables d'influer dans la prise des décisions politiques et économiques. Toutes les sociétés connues ajoute t-il, jusqu'à nos jours, sont inégalitaires. Il est donc légitime de distinguer une le petit nombre qui occupe les positions meilleures, au point de vue économique ou politique, du grand nombre »⁽²⁾

A l'instar de Pareto, un autre sociologue italien, Gaetano Mosca, aborde également la notion d'élite. Pour lui, « l'élite est composée de la minorité des personnes qui détiennent le pouvoir dans une société. Cette minorité est assimilable à une véritable classe sociale, la classe dirigeante ou dominante ; car ce qui fait sa force et lui permet de se maintenir au pouvoir, c'est son organisation et sa structuration.

¹ Pareto, V, *Traité de sociologie générale*, Paris, Payot, vol .II, 1919, pp.1293-1305.

² Raymond Aron, *Les étapes de la pensée sociologique* (Montesquieu, Comte, Marx, de Tocqueville. Durkheim, Pareto, Weber), Gallimard, Paris, 1967, p.485.

Il existe, poursuit -il, des différents liens qui rattachent entre eux les membres d'une élite dominante : liens de parenté, d'intérêts, de culture, etc. Ces liens assurent à l'élite une suffisante unité de pensée et la cohésion de groupes caractéristiques d'une classe. Dotée des puissants moyens économiques, l'élite s'assure en plus par l'unité, le pouvoir politique et l'influence culturelle sur la majorité mal organisée (1)

Pour sa part, S.F. Nadel, propose certaines caractéristiques par les quelles on peut identifier les élites. Ainsi, écrit il :

- « l'élite telle que nous concevons ici doit :(...) »
- former un corps organisé ;
- présenter les caractères d'un groupe et être exclusive ;
- l'accès au groupe doit être réglementé ;
- les membres d'une élite doivent considérer leur suprématie et ses conséquences comme une prérogative dont ils jouissent collectivement et qui les met à part du reste de la population ; c'est-à-dire qu'ils doivent former au sein de la société en partie conscient de son identité, ayant des privilèges, des devoirs et d'une façon générale, des règles de conduites. Et surtout, il faut que les membres de l'élite aussi bien que le reste de la société, estiment que leur suprématie est due, non pas au hasard, non pas au fait qu'ils ont en commun certains biens matériels, certaines connaissances ou certains intérêts, mais à un véritable droit spécialement dévolu à leur groupe (2)

De son côté, E. Tshishimbi Katumumonyi, cherchant à démontrer l'évolution du concept « élite » en République Démocratique du Congo et l'apport des sociologues congolais à la connaissance scientifique de ce concept, s'écarte de ce point de vue qu'il considère comme étant pérenne, mieux une vieille perception du concept élite dans la société congolaise. A cet effet, il note que : « ceux qui connaissent l'histoire de la République Démocratique du Congo savent

¹ Rocher, G., *Introduction à la sociologie 3. Le changement social*, Paris, HMH, 1968.

² S.F.Nadel, La notion d'élite sociale, in *Bulletin international des sciences sociales*, Vol. VIII, n°3, 1956, p.422.

que le concept « élite » est l'un des concepts les plus évoqués dans l'histoire et même la vie socio politique du pays.(...) quand on employait le concept élite à l'époque coloniale, on se referait surtout aux individus qui étaient censés être proches de la civilisation européenne, soit par leur instruction, soit par tout autre contact empirique. C'est à eux à qui l'on avait donné l'immatriculation et la carte de mérite civique. La conception du concept élite à cette époque était vague, en ce sens qu'on ne pouvait pas le définir objectivement, ni en spécifier le contenu ni même la typologie. C'est grâce aux efforts des sociologues congolais qu'aujourd'hui l'on peut parler du concept élite comme désignant non seulement une classe sociale déterminée mais plutôt *des individus définis par des aptitudes particulières, des charismes, des dons exceptionnels, etc. qui font d'eux l'espoir de leurs sociétés et de leurs groupes*»⁽¹⁾

Dans le même ordre d'idée, G. Kuyunsa Bidum résume la définition du concept élite par les principes de ce qu'il dénomme: « *-la culture élitiste* ». En effet, écrit-il : « Par la culture élitiste, nous entendons celle qui privilégie les productions de l'esprit, qui considère le beau, le vrai, le bien commun, la vie humaine, la science, etc. sont des facteurs qui assurent le progrès et l'épanouissement des nations ; -la culture élitiste conçoit la loi juste comme une source d'équilibre sociétal et non comme un mécanisme d'exploitation institutionnalisée de son ensemble. Les principes d'éthiques connus et acceptés par tous constituent pour elle une force moralisatrice, source d'harmonie et de cohésion sociales :

- l'éducation, entant qu'elle véhicule, transmet et diffuse ces différentes valeurs à un pouvoir à la fois libérateur et intégrateur. Pour la culture élitiste, c'est justement cette même éducation qui à la société de se recréer, de se perpétuer et surtout de s'améliorer. Aussi, l'éducation devait-elle être l'objet de ceux qui ont la lourde charge de conduire les affaires de la cité ;

¹ E. Tshishimbi Katumumonyi, « Evolution du concept élite en République démocratique du Congo : Problème de définition et perspectives sociologiques »(Sous dire Shomba Kinyamba). *Les sciences sociales au congo. Cinquante ans : quel apport ?*, Espace l'Harmattan Kinshasa, Kinshasa, 2007, p.215,226.

- sur le plan politico-économique, la culture élitiste conçoit le gouvernement comme une charge trop lourde qui ne peut être confiée qu'à des citoyens compétents, certes, mais surtout pourvus de probité morale et intellectuelle. Dans cette optique, cette charge, qui est un service à la communauté, ne deviendra jamais une source d'enrichissement ;
- la culture élitiste lie la notion de bien commun à celle de la démocratie, pour considérer, en dernière analyse, qu'il appartient à la majorité des citoyens d'exprimer les aspirations les plus profondes du peuple, l'unanimité demeurant toujours idéal ;
- la culture élitiste plaçant les valeurs éthiques et spirituelles au dessus de tout, l'argent ne sera qu'un moyen et non une fin. Ainsi, l'argent n'étant pas un maître, la culture élitiste ne lui vouera aucun sens particulier. Et comme il n'est pas non plus une valeur référentielle de base, il est inadmissible que la corruption soit érigée en un système de gouvernement. Ces différents principes propres à la culture élitiste ont forgé dans le monde *un type d'homme particulier. On le reconnaît par l'excellence de sa conduite* » (1).

De ce qui précède, chacune de ces définitions présente des éléments pertinents susceptibles de nous aider à bien cerner le contenu sémantique exact du concept « élite », mais les deux dernières c'est-à-dire, celle de E.Tshishimbi et de G.Kuyunsa qui insistent sur *l'excellence et la distinction* (2), nous paraissent plus pratiques et plus intelligibles pour bien cheminer dans nos analyses. Néanmoins, précisons brièvement que la notion d'élite se vérifie dans chaque domaine de la vie sociale. Dans la présente étude nous mettons l'accent de manière spécifique sur *l'élite politique*.

¹ Kuyunsa Bidum, « L'Afrique noire : entre culture populaire et culture élitiste, quel choix pour le développement ? » (Sous dire Shomba Kinyamba), *Les sciences sociales au Congo-Kinshasa. Cinquante ans après : quel apport ?* Espace l'Harmattan-Kinshasa, Kinshasa, 2007, p231, 232.

² Shomba Kinyamba, « Le profil de l'universitaire d'après B.Verhaegen : une interpellation pour l'université congolaise », (Sous dire Shomba Kinyamba), *Les sciences sociales au Congo-kinshasa. Cinquante ans après : Quelques repères*, Espace l'Harmattan -Kinshasa, 2005, p.21.

Ainsi, la littérature sociologique sur les élites présente une typologie assez vaste qui touche à plusieurs aspects et/ou activités sociales. Ainsi, elle parle notamment de l'existence :

- o dans le domaine économique : des élites économiques ; des élites de propriété, etc. ;
- o dans l'armée : des élites militaires ;
- o dans le domaine politique : des élites politiques, des élites idéologiques, etc.
- o dans le domaine religieux : des élites religieuses, des élites traditionnelles ;
- o dans le domaine administratif : des élites technocratiques, les élites charismatiques ; etc. Ces catégories d'élites (dirigeantes) sont présentes dans n'importe quelle société moderne (...) ⁽¹⁾.

Etant donné que notre travail met un accent particulier sur la catégorie des dites élites politiques, il est utile que nous puissions les définir dans le point suivant.

1.1.2 Elites politiques

D'une manière générale le terme « élites politiques » désigne la catégorie d'élites qui relèvent de la vie politique ou des institutions politiques telles que : le gouvernement, le parlement, les partis politiques, etc.

Pour Daniel Gaxie, le concept d'élites politiques qu'il préfère remplacer par celui du « personnel politique » renvoi à un ensemble des agents qui participent à la lutte pour la conquête du pouvoir politique. ⁽²⁾

Dans son ouvrage intitulé « les recrutements des élites en Afrique subsaharienne. Une sociologie du pouvoir au Gabon », Axel Eric Aug soutient que la notion d'élites politiques en Afrique tient à

¹ R.Aron, in *Archives européennes de sociologie*, I, Paris, 1960, p.260-281.

² D.Gaxie, *Les professionnels de la politique*, PUF, Paris, 1983, p.1.

une construction complexe qui combine le cadre social, le capital relationnel disponible et les liens sociaux⁽¹⁾.

Dans cette étude, nous pensons avec Mulumbati Ngasha que le concept d'élites politiques désigne la catégorie des individus ou groupes d'individus qui sont chargés de gérer la chose publique, de prendre des décisions dans les différents domaines de la vie sociale, de donner des ordres et de les faire exécuter⁽²⁾.

Ainsi, le mode d'ascension à cette classe élitiste varie selon les réalités et les circonstances propres à chaque société : Si dans certaines sociétés on y accède par les aptitudes politiques personnelles et les élections, mais dans d'autres, l'accès à cette classe élitiste s'effectue par le putsh, la rébellion ou d'autres formes de révolution.

I.1.3. Leadership

Comme l'affirment Warren Bennis et Burt Nanus, « le mot leadership est sur toutes les lèvres et personne n'en dégage le sens précis (...), mais toutes les définitions semblent graviter autour du leadership transformatif qui mise sur les capacités d'agir des leaders afin de produire le changement »⁽³⁾.

Ce mot, écrit Nkwimi Akol, bien que utilisé en français à cause de son omniprésence dans toute organisation et à tous les niveaux, constitue encore du brouillard aux yeux de ces utilisateurs et de la part de gens profanes en management ⁽⁴⁾.

Pour Bernard Turgeon, étymologiquement, le concept leadership vient du terme d'origine anglais « leader » qui signifie

¹ A.E. Aug, *Le recrutement des élites en Afrique subsaharienne. Une sociologie du pouvoir au Gabon*, éd. L'Harmattan, Paris, 2005, p.1.

² Mulumbati Ngasha, *Sociologie politique*, éd. Africa, Lubumbashi, 1972, p.135.

³ B. Warren et N.Burt. , *Diriger. Les secrets des meilleurs leaders*, éd. Interéditions, Paris, 1985, p.12,17.

⁴ Nkwimi Akol, *Le modèle w : une approche synergique de la combinaison et de l'alternance des styles leadership x et y de Douglas Mc Gregor*, Thèse de doctorat en Sciences politiques et Administratives, FSSAP, UNIKIN, 2000-2001, p.86.

d'abord conducteur, le guide et ensuite, le chef, le porte parole d'un groupe ou d'un mouvement politique, etc.⁽¹⁾.

Jacques Katuala et David Gould définissent le leadership comme « l'acte de diriger » ⁽²⁾.

De son côté, Nkwimi Akol, précise que la tendance qui se dégage actuellement est celle qui consiste à diviser les utilisateurs du concept leadership en deux groupes d'appréhension. Le premier groupe est composé des auteurs défenseurs des travaux (fort critiqués) de Charles Bird, E. Ghisselli et de Ralph Stogdill dont les préoccupations sont centrées sur la question de savoir « qui exerce le leadership? ». Tandis que le second groupe est celui soutenu par Rensis Lirk, Douglas Mc Gregor, Robert Blake, Janes Mouton, Robert House, etc. qui se préoccupent de savoir « comment le leadership est exercé au sein d'une organisation » ⁽³⁾

Au regard de toutes ces approches définitionnelles, nous pensons dans ce travail que le terme leadership désigne l'exercice du pouvoir ou d'autorité dans une entité administrative donnée par un leader ou groupe des leaders. Autrement dit, l'expression « lutte pour le leadership » dont il est question dans cette étude renvoi à une lutte (entre les élites politiques des différents districts) qui a pour finalité la gestion et le contrôle du champ politique au niveau provincial voire national.

I.2. Cadre théorique

Cette section consacrée au cadre théorique se penchera sur deux volets essentiels :

- Le premier volet sera axé sur la lecture critique des différentes approches théoriques du courant élitiste afin de démontrer leurs

¹ T, Bernard. , *La pratique du managment (2^{ème} édition)*, éd. Chrétien, Montréal, 1989, p.309

²Gould, D et Katuala, J, cité par Nkwimi, *Op cit*, p.88.

³ *Idem*.

limites dans la tentative d'explication du sujet que nous abordons ;

- et le second volet portera sur la présentation, l'explication et l'interprétation de l'option théorique adoptée pour ce travail : ***la théorie de champ politique***.

1.2.1. Théories élitistes.

Les littératures des sciences sociales (sociologie et sciences politiques) regroupent aujourd'hui les théories élitistes en cinq grandes tendances ci-après :

- la thèse marxiste des élites politiques ;
- la thèse élitiste ;
- les théories monistes ;
- les théories pluralistes ;
- et la théorie de l'autonomie relative du personnel politique (1).

1.2.1.1. Thèse marxiste

La perception marxiste de la lutte entre les élites politiques est tributaire de l'appréhension du phénomène politique par le matérialisme historique.

« La méthode matérialiste » consiste, comme le souligne toujours Engels (...), à expliquer les conflits politiques par la situation économique et aux luttes d'intérêts entre les classes sociales et les fractions des classes existantes, impliquées par le développement économique, et à montrer que les divers partis politiques sont l'expression politique plus ou moins adéquate de ces mêmes classes et fractions des classes » (2).

Ainsi, pour Marx et Engels, « les conflits qui se présentent comme les conflits des principes et d'idées sont en réalité des conflits de classes indépendamment de la conscience que peuvent avoir les agents sociaux, c'est notamment les personnels politiques qui généralement adhèrent avec conviction à ces principes et à ces idées.

¹ R.G., Schwartzenberg, *La sociologie politique*, éd. Mont-Christien, Paris, 1990, p.563.

² D.Gaxie, *Les professionnels de la politique*, Thémis, PUF, Paris, 1973, pp.7-8.

Pour l'essentiel, la démarche de Marx consiste à trouver les classes et les fractions de classes représentées par les partis et les hommes politiques (1).

D. Gaxie note que : « Marx construit le système des relations objectives entre le personnel politique, d'une part, et le système de rapports entre classes d'autre part. C'est ce système des relations qui est le fondement de l'existence et de l'action du personnel politique et que ce dernier a pour fonction d'occulter. Le personnel politique comme les luttes politiques sont déterminées par la structure des rapports entre les classes, qui est leur principe » (2).

En résumé, la théorie Marxiste, appelée autrement « théorie du reflet », subordonne la politique à l'économie, et la classe politique à la classe dominante.

Cette théorie a été appliquée par K. Marx lui-même quant il a analysé la société française à l'époque de Louis Bonaparte. Dans la lutte entre les loyalistes représentés par le parti de l'ordre et les républicains représentés par les montagnards. Marx montre que le parti de l'ordre qui comprend les bourbons et les Orléanistes est en réalité le reflet d'une part des seigneurs terriens, c'est-à-dire la grande propriété foncière avec ses prêtres et ses laquais, et d'autre part, la haute finance, la grande industrie, le grand commerce, c'est-à-dire le capital avec sa suite d'avocats, de professeurs et de beaux parleurs.

Par ailleurs, une autre application de la théorie du reflet a été réalisée par Henri Claude dans son analyse sur la cinquième république (française). Il aboutit à la conclusion selon laquelle : « le régime gaulliste, expression renforcée du pouvoir des monopoles (...) n'est donc pas une conception politique appliquée artificiellement et arbitrairement par un individu, mais une conception et une pratique de l'Etat qui reflète et exprime des tendances du capitalisme français

¹ D.Gaxie *Op cit*, p.8.

² *Idem*, p.9.

contemporain et le passage du capitalisme de monopole au capitalisme monopoliste d'Etat (...). Le gouvernement direct des monopoles et les institutions de 1978 constituent la superstructure actuelle du capitalisme français, au capitalisme monopoliste d'Etat (1).

Bref, comme nous l'avons souligné précédemment, pour Marx, toute forme de lutte (voir celle qui oppose les élites politiques) trouve son fondement dans les intérêts économiques et/ou matériels (infrastructure). Et comme on peut bien s'en rendre compte, cette thèse marxiste à visée unilinéaire est très limitée pour expliquer les enjeux qui concourent à la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la province Orientale. Car, seul le capital économique ne suffit pas, mais il faut y ajouter d'autres facteurs pour trouver une explication complète. C'est ce qui nous permet de relativiser cette thèse et nous conduit à puiser dans les points de vue des autres théoriciens notamment les élitistes que nous allons présenter dans le point ci-dessous.

1.2.1.2. Thèse élitiste

La thèse élitiste est née en réaction contre l'idéologie et l'idéal socialiste d'une société sans classes. Ce courant théorique développé à la fin du 19^{ème} siècle, est principalement représenté, à sa naissance, par Vilfredo Pareto, Gaetano Mosca et Robert Michels.

Pour les socialistes, en effet, dans la société sans classes, l'Etat disparaît alors qu'il est entre les mains de la bourgeoisie dans la société capitaliste. Mais Raymond Aron a fait remarquer que : « la plupart des sociologues n'aiment guère le concept de classe dirigeante, car pensent-ils, cette notion de classe dirigeante paraît contradictoire avec "l'idéologie, le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple". Les sociologues marxistes moins encore, puis, selon l'idéologie

¹ Cité par JP. Cot et J.P. Mounier, *Pour une sociologie politique*, Paris, Seuil, Tome2, 1974, p. 122.

soviétique, les monopolistes règnent aux Etats-Unis et les prolétaires en Union Soviétique (1).

Tout compte fait, on conviendra que les sociétés démocratiques ne sont exemptées des classes politiques et que la société sans classe est une utopie. C'est le cas de l'Union soviétique qui avait sa classe dirigeante (2).

Ainsi donc, en réaction contre la position subordonnée conférée à la politique par l'interprétation mécaniciste du marxisme, les élitistes recherchent une explication proprement politique et prétendent trouver dans le fonctionnement même du politique, les principes explicatifs de son histoire, de ses enjeux et de ses fonctions, opposant ainsi une position autonomisante à la position hétéronomisante de la tradition marxiste (3).

La meilleure réfutation de la thèse marxiste vient de Raymond Aron pour qui : « ...l'hypothèse marxiste vraie dans certains cas, notamment dans les phases préliminaires du développement industriel, est fautive dans d'autres cas. Les pays où l'on observe cette coïncidence sont surtout ceux où la minorité économiquement dominante est celle des grands propriétaires et de l'aristocratie naturelle. Par contre, dans la démocratie du type occidental : « on constate une dissociation physique entre ceux qui exercent les fonctions politiques et ceux qui exercent les fonctions économiques dirigeantes.

De surcroît, note-t-il, même si l'intermédiaire des groupes de pression, les intérêts économiques réussissent à obtenir les décisions du pouvoir politique qui leurs soient favorables, ils n'influent pas de façon décisive sur l'ensemble des décisions (4).

¹ Lubanza Mukendi, *La nouvelle classe politique de la transition : De la crise identitaire à l'impossible contrôle de l'espace politique*, Mémoire de DEA en Sociologie, Inédit, FSSAP, Unikin, 1998-1999, p.29.

² M. Voslenski, *La Nomenclature, Les privilégiés en URSS*, Belfond, 1980, p.572.

³ Lubanza M, *Op. cit*, p.29.

⁴ D.Gaxie, *Op.cit*, p.13.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En résumé, la thèse élitiste explique tout (voire la lutte politique) par le caractère oligarchique du pouvoir dans la société. C'est-à-dire, le fait que le pouvoir est exercé partout et toujours par une minorité.

Ainsi donc, nous pouvons dire que cette conception élitiste n'est pas appropriée pour expliquer la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la province orientale qui certes, est un fait social qui comporte plusieurs ramifications et nécessitent un aperçu théorique plus globalisant.

1.2.1.3. Thèse moniste

Le courant moniste est représenté aujourd'hui par des sociologues américains comme Wright Mills, Floyd Hunter, etc. D'une façon générale, les théories monistes prônent l'unité ou l'homogénéité des élites au pouvoir et excluent dans une certaine mesure la possibilité d'une lutte étant donné que celles-ci fonctionnent dans une complicité évidente entre-elles.

W. Mills qui a utilisé la méthode institutionnelle pour étudier la société américaine a constaté que : l'essentiel du pouvoir réside aujourd'hui dans les domaines économiques, politiques et militaires qu'il a qualifié du « triangle du pouvoir ». Les relations entre les trois domaines se font de plus en plus nombreuses ; les structures économiques, militaires et politiques s'accroissent, le personnel de trois grandes institutions passe indifféremment de l'une à l'autre, les décisions au sommet sont soit soumises à une coordination, soit confiées à une décision supérieure. On peut donc dire que les chefs de trois ordres tendent à s'unir pour former l'élite au pouvoir en Amérique (1).

¹ D.Gaxie, *Op.cit.*, pp.17-18.

Dans son analyse sur la ville d'Atlanta, Floyd Hunter aboutit à la même conclusion que W. Mills, mais par le biais de la méthode réputationnelle qui consiste à demander aux personnes interrogées quels sont à leur avis, les dirigeants les plus influents.

A cet effet, « il découvre que les dirigeants supérieurs se connaissent entre eux et sont capables de se situer sur une échelle de statuts, qu'ils savent ceux qu'il convient d'inclure et d'exclure dans leur compagnie, ils ont de nombreuses amitiés au sein du congrès et de l'exécutif dont ils connaissent tous les détours, et pensent ainsi pouvoir faire la preuve de l'existence d'une structure du pouvoir aux Etats-Unis (1).

Les écrits de ces deux auteurs n'ont pas laissé indifférent nombre de spécialistes des sciences politiques, notamment Robert Dahl, qui les a vivement critiqué et a proposé la position pluraliste que nous allons présenter.

1.2.1.4. Thèse pluraliste

Les théoriciens, tenant de ce courant, développent la thèse selon laquelle, une classe dirigeante n'existe pas, mais plutôt des catégories dirigeantes. Ces différentes catégories peuvent cependant entrer en relation les unes des autres pour coopérer dans le but de s'emparer de la réalité du pouvoir (2).

Ainsi, « la direction des affaires publiques tend par conséquent à se partager entre un grand nombre de personnes et de groupes, le succès d'un groupe dépendant de la conjoncture politique et étant sans cesse remis » (3).

Parmi les fervents de la thèse pluraliste, nous pouvons citer : Raymond Aron, David Riesman, etc. et bien sûr R. Dahl.

¹ D.Gaxie, *Op.cit.*, p.19.

² LUbanza, M, *Op.cit.*, p.32.

³ D.GAxie, *Op cit.* p.16.

D'après R. Aron, « c'est une erreur d'imaginer que les sociétés sont définies par une classe dirigeante, alors quelles sont caractérisées par la compétition entre les catégories dirigeantes, l'unification étant l'exception plutôt que la règle » (1).

D. Riesman a observé, dans son ouvrage, *La foule solitaire*, un fonctionnement du pouvoir depuis le New Deal, ainsi la classe dirigeante d'avant a été remplacée par des groupes qu'il appelle « Veto groupe » qui se partagent le pouvoir, aucun d'eux ne pouvant s'imposer.

Pour R. Dahl qui a élaboré le modèle polyarchique, il constate qu'il existe une pluralité des centres de décisions. D'où la nécessité de trouver pour chaque décision des compromis (Qui gouverne ?).

M. Giaccobi et J.P Roux (2) ont essayé de présenter de manière synthétique les deux couples des théories qui ne sont pas exclusifs. Pour chacune d'elles, ils font ressortir l'appartenance théorique, ceux qui détiennent le pouvoir, leurs sources de pouvoir et l'auteur de référence.

Ainsi donc, « s'il faut reconnaître aux théoriciens pluralistes les mérites du problème posé sur la différenciation des catégories dirigeantes, on doit cependant constater que, se limitant à la constatation positiviste de la pluralité des catégories dirigeantes et au postulat de la transparence des institutions et du personnel politique, et voulant prouver tout à la fois l'autonomie des différentes catégories dirigeantes les unes par rapport aux autres et l'hétéronomie du personnel politique, point focal de pression et reflet du plus grand dénominateur commun des demandes de différents groupes sociaux, ils omettent de construire le système des relations (nécessairement différencié dans une société hiérarchisée) entre les personnels

¹ R.G. Schwartzberg, *Op.cit.*p.472.

² M. Giaccobi et JP Roux, *Initiation à la sociologie*, Hâtier, Paris, 1990, p.141.

politiques et les différentes classes sociales notamment, le système d'échange des services objectifs entre les personnels politiques et les classes dominantes » (1).

1.2.1.5 L'autonomie relative du personnel politique

La théorie de l'autonomie relative du personnel politique est née suite aux revers et aux extrémismes autonomistes et hétéronomistes des autres théories du courant élitiste notamment celles que nous venons de passer en revue.

J. Schumpeter (2) propose les grands postulats de cette théorie à ces termes : « la différenciation d'un système de relations proprement politique et la professionnalisation de l'activité politique conduise à reconnaître que " la politique devient inévitablement une carrière " et admet l'existence d'intérêts professionnels spécifiques chez le politicien individuel, ainsi que d'intérêts collectifs distincts, propre à la profession politique en tant que telle. " Quand nous disons que les politiciens et les partis politiques sont les représentants des intérêts des classes, ajoute Schumpeter, nous n'énonçons tout au plus que la moitié de la vérité. L'autre moitié, tout aussi importante sinon plus nous apparaît dès lors que nous nous rendons compte que la profession politique développe les intérêts autonomes qui peuvent aussi bien entrer en conflit avec ceux du groupe présenté par l'homme où les partis qui coïncide avec eux ».

Nicos Poulantzas (3), bien que classé par Giaccobi et Roux parmi les marxistes, a le mieux approfondi la thèse de l'autonomie relative du personnel politique. Il explique cette autonomie relative du personnel politique par les divisions de la classe dominante et l'absence de la fraction hégémonique au sein de l'appareil de l'Etat. C'est qu'il qualifie des différentes fractions et/ou des classes au

1. Gaxie, *Op cit*, pp.25-26.

2 .Idem.

3 Nicos Poulantzas, cité par P.Lecomte et B.Denni, *Sociologie politique*, Grenoble, PUG, 1992, p.212.

pouvoir (la fraction hégémonique, la fraction ou classe alliée, la fraction ou classe d'appui, la classe régnante ou la classe tenante de l'Etat)⁽¹⁾

Certes, cette approche de l'autonomie relative du personnel politique présente l'avantage, par rapport aux autres théories élitistes, dans sa prise en compte de l'analyse horizontale qui s'occupe des intérêts propres au personnel politique et de ces luttes concurrentielles pour l'accession au pouvoir d'une part et d'autre part, de l'analyse verticale qui comprend en compte sa fonction sociale de représentation de la société différenciée.

Mais en dépit de ce mérite, la théorie de l'autonomie relative du personnel politique (comme d'autres théories élitistes précitées présente quelques limites notamment, celles liées à la non maîtrise des différentes stratégies qu'utilisent les différents acteurs pour s'assurer la domination dans le champ politique. Aussi, la non maîtrise de différents enjeux qui motivent la lutte politique entre les élites politiques dans une société.

C'est pourquoi, nous faisons recours dans cette étude à la théorie du champ politique de Pierre Bourdieu pour comprendre les principaux facteurs qui expliquent la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la Province Orientale.

1.2.2. Théorie du champ politique.

La théorie du champ politique trouve sa place mieux sa naissance dans la structuration et le contexte existentiel de la théorie générale de champ créée par le sociologue français Pierre Bourdieu. Ce dernier définit le champ comme « une sphère de la vie sociale qui s'est progressivement autonomisée à travers l'histoire autour des relations sociales, d'enjeux et des ressources propres, différents de ceux des autres champs. Les gens poursuit t-il, ne courent ainsi pas pour les

¹ Nicos Poutlanzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, Maspero, paris, 1968, p.272.

même raisons dans le champ économique, dans le champ artistique, dans le champ journalistique, dans le champ politique ou dans le champ sportif. Chaque champ est alors un champ de forces et il est marqué par une distribution inégale des ressources et donc un rapport de forces entre les dominants et les dominés. Le champ constitue un lieu de luttes pendant laquelle les agents sociaux s'y affrontent pour conserver ou transformer ce rapport de forces » (1) Cependant pour émettre les postulats de la théorie du champ politique, P. Bourdieu présente avant tout présente le champ politique comme un lieu des conflits, des luttes et de dominations entre les différents acteurs politiques. Autrement dit, il subordonne le concept du « champ politique » à celui du « champ social et/ou espace social » qu'il décrit autrement comme « un espace multidimensionnel de positions telle que toute position actuelle peut être définie en fonction d'un système multidimensionnel des coordonnées dont les valeurs correspondent aux valeurs de différentes variables pertinentes : les agents s'y distribuent ainsi, dans la première dimension, selon le volume global du capital qu'ils possèdent et, dans la seconde, selon la composition de leur capital, c'est-à-dire, selon les poids relatifs des différentes espèces dans l'ensemble de leurs possession »(2)

P. Bourdieu considère que ce sont les différentes formes des capitaux qui permettent de structurer l'espace social. Il en est de même pour le champ politique où en tant qu'espace des conflits, les différentes sortes des capitaux déterminent et consolident la domination de certains acteurs politiques possesseurs. Cependant, il convient de remarquer la primauté du capital économique sur les autres. C'est pourquoi, toute analyse de la lutte politique, ajoute t-il, doit placer à son fondement les déterminants économiques et sociaux de la division du travail politique, car le champ politique est entendu à la fois comme un champ de forces et comme un champ des luttes visant à transformer le rapport de forces qui confère à ce champ sa

¹ P. Corcuff, *Les nouvelles sociologies*, Nathan, Paris, 1995, p.34.

² P. Bourdieu, *Espace social et genèse des « classes »*, in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52/53, 1984, Paris, p.3,9.

structure à un moment donné. Ce champ, poursuit-t-il, n'est pas un empire dans un empire (...) (1)

Parlant des différentes formes des capitaux, Patrice Bonnewitz, dans son ouvrage : « Premières leçons sur la sociologie de Bourdieu » précise que pour Bourdieu : « la notion de capital relève, en première analyse, de l'approche économique. L'analogie s'explique par les propriétés reconnues au capital (...). Il s'accumule au travers d'opérations d'investissements, il se transmet par le biais de l'héritage, il permet de dégager des profits selon l'opportunité qu'a son détenteur d'opérer les placements les plus rentables. Ces caractéristiques en font un concept heuristique si, comme le fait Pierre Bourdieu, on ne restreint pas son usage au seul domaine économique (2).

En effet, Bourdieu distingue quatre types des capitaux :

- **Le capital économique** : il est constitué par les différents facteurs de production (terres, usines, travail) et l'ensemble des biens économiques (revenu, patrimoine, biens matériels...);
- **Le capital culturel** : il correspond à l'ensemble des qualifications intellectuelles, soit produites par le système scolaire, soit transmises par la famille. Ce capital peut exister sous trois formes : -à l'état incorporé comme disposition durable du corps (par exemple l'aisance d'expression en public) ; -à l'état objectif comme bien culturel (la possession de tableaux, d'ouvrages) ; et - à l'état institutionnalisé, c'est-à-dire socialement sanctionné par des institutions (comme le titre scolaire) ;
- **Le capital social** : il se définit essentiellement comme l'ensemble des relations sociales dont dispose un individu ou groupe d'individus ; la détention de ce capital implique un travail d'instauration des relations, c'est-à-dire un travail de sociabilité : invitations réciproques, loisirs en communs, etc. ;

¹ P. Bourdieu, La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique, In *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°36-37, Mars, 1981, Paris, p.1.

² Bonnewitz., P, *Premières leçons sur la sociologie de P. Bourdieu*, 2^{ème} éd., PUF, Paris, 1998, p.43.

- **Le capital symbolique** : il correspond à l'ensemble des rituels (comme l'étiquette ou le protocole) liés à l'honneur et à la reconnaissance. Il n'est finalement que le crédit et l'autorité que l'on confère à un agent, la reconnaissance et la possession des trois autres formes de capital. Il permet de comprendre que les multiples manifestations du code de l'honneur et des règles de bonne conduite ne sont pas seulement des exigences du contrôle social, mais qu'elles sont constitutives d'avantages sociaux aux conséquences effectives.

Pour P. Bourdieu, la position des agents dans l'espace des classes sociales dépend du volume et de la structure de leur capital. Parmi les formes de capital qui existent, c'est le capital économique et culturel qui fournissent les critères de différenciation les plus pertinents pour construire l'espace social, surtout dans les sociétés développées (1). Ces deux capitaux jouent également un rôle déterminant pour le positionnement des acteurs dans le champ politique mais ici, ajoute-t-il, on aurait tort de sous-estimer l'autonomie de tout ce qui advient dans la politique et de réduire l'histoire proprement politique à une sorte de manifestation épiphénoménale de forces économiques et sociales dont les acteurs seraient en quelque sorte des marionnettes. Outre, ce serait ignorer l'efficacité proprement symbolique de la représentation et de la croyance qu'elle suscite par la vertu de l'objection. Cela reviendrait à oublier le pouvoir proprement politique à l'égard des forces économiques (2).

Parlant de la lutte au sein du champ politique, il note que : « la lutte qui oppose les professionnels politiques (élites politiques) est sans doute la forme par excellence de la lutte symbolique pour la conservation ou la transformation de la vision du monde social et des principes de division de ce monde ; ou, plus précisément, pour la conservation ou la transformation des division

¹ Bonnewitz. , P., *Op.cit*, p.43.

² *Idem*.

établies entre les classes par la transformation ou la conservation des systèmes de classement qui en sont la forme importée et des institutions qui contribuent à perpétuer le classement en vigueur (1). La lutte politique, poursuit-il, trouve ses conditions sociales de possibilité dans la logique spécifique selon laquelle s'organise, en chaque formation, le jeu proprement politique où se jouent d'une part le monopole de l'élaboration et de la diffusion du principe de division légitime du monde social et, par là, de la mobilisation des groupes, d'autre part le monopole de l'utilisation des instruments de pouvoir objectives (capital politique) » (2).

Ainsi, on n'est fondé à comparer la vie politique à un théâtre qu'à la condition de penser vraiment la relation entre le parti et la lutte, entre la lutte des organisations politiques et la lutte des classes, comme une relation proprement symbolique entre un signifiant et un signifié ou mieux, entre des représentants agents des actions et des situations représentées (3).

De tout ce qui précède P. Bourdieu pense que, la théorie du champ politique se résume à dix grands postulats que l'on doit considérer comme étant la clé de voûte pour l'analyse de toute lutte politique. Ces postulats sont les suivants :

« 1° Le champ politique se présente à l'appréhension synchronique comme un espace structuré de position (ou de postes) dont les propriétés dépendent de ses positions dans cet espace et qui peuvent être analysées indépendamment des caractéristiques de leurs occupants (en partie déterminées par elles). Autrement dit, les lois et les caractéristiques du champ politique peuvent être saisies de manières plus ou moins objectives ;

2° le champ politique se définit, entre autres choses en définissant des enjeux et des intérêts politiques spécifiques, qui sont irréductibles aux enjeux et aux intérêts propres à d'autres champs et qui ne sont pas

¹ Bourdieu, P, L'identité et la représentation 2, In *Actes de la recherche en sciences sociales*, Novembre, paris, 1980, pp.63-72.

² Idem.

³ Bourdieu et L.I.D. Wacquant, *Réponses (...) pour une anthropologie réflexive*, Paris, Le seuil, 1992, P..72.

perçus de quelqu'un qui n'a pas été construit pour entrer dans ce champ. Le champ politique est un espace où le seul langage perceptible est celui des enjeux des intérêts, etc. qui opposent les troupes les unes aux autres ;

3° pour que le champ politique marche, il faut qu'il ait des enjeux et des agents prêts à jouer le jeu, dotés de l'habitus (ce que l'on a acquis, mais s'est incarné de façon durable dans le corps sous formes de dispositions permanentes nées des conditionnements historiques de l'individu) impliquant la connaissance et la reconnaissance des lois imminentes du jeu, des enjeux, etc.

4° la structure politique est un état des rapports de force entre les agents ou les institutions engagés dans la lutte ou, si l'on préfère de la distribution du capital spécifique qui, accumulé au cours des luttes antérieures, oriente les stratégies ultérieures. Le pouvoir et l'autorité actuellement en cours sont établis au prix des guerres ;

5° la structure du champ politique, qui est au principe des stratégies destinées à la transformer, est elle-même toujours enjeu : les luttes dont ce champ est le lieu ont pour enjeu de monopole de la violence légitime ;

6° ceux qui monopolisent le capital, fondement du pouvoir ou de l'autorité spécifique, sont enclins à des stratégies de conservation orthodoxie, tandis que les moins pourvus de capital (les nouveaux venus surtout) sont enclins aux stratégies de subversion, celle de l'hérésie ;

7° les engagés dans le champ politique ont en commun un certain nombre d'intérêts fondamentaux, à savoir tout ce qui est lié à l'existence même de ce champ. D'où l'existence d'une complicité objective. La lutte suppose un accord entre antagonistes ;

8° Ceux qui participent à la lutte contribuent à la reproduction du jeu par la perpétuation de la croyance dans la valeur des enjeux (la sélection, la cooptation, la guerre, etc.) ;

9° les révolutions partielles dont le champ politique est continûment le lieu qui ne remet pas en question le fondement du jeu, le socle des croyances ultimes sur lesquelles reposent tous les jeux. Les guerres de

conquête du pouvoir, les compromis, les compromissions en sont les stratégies ;

10° un des facteurs qui met le jeu à l'abri de la révolution totale, c'est l'importance même de l'investissement en temps, en effort, etc. que suppose l'entrée dans le jeu et qui, comme les épreuves, des rites de passage contribuent à rendre impensable la destruction pure et simple du jeu ». (1).

En somme, il y a lieu de dire que la théorie du champ politique présente l'avantage de considérer le champ politique à la fois comme un lieu de forces, de conflits, mieux de compétition, de dominations et de luttes entre les différents acteurs politiques autour d'un certain nombre des capitaux. Il constitue également un champ où s'engendre, dans la concurrence entre les agents qui s'y trouve engagés, des produits politiques, problèmes, programmes, analyses, commentaires, concepts, événements, entre lesquels les citoyens ordinaires réduits au statut de « consommateurs », doivent choisir, avec des chances de malentendu d'autant plus grandes qu'ils sont plus éloignés du lieu de la production (2). Ici, les agents recourent à plusieurs types des stratégies pour s'auto déterminer (dominer) et avoir une position supérieure par rapport aux autres dans le champ.

Cette théorie constitue, pensons nous, l'une des meilleures approches théoriques pour analyser toute question ayant trait à la lutte politique. Et, c'est la raison pour laquelle nous l'avons adoptée pour le meilleur aboutissement de notre étude.

¹ P. Bourdieu cité par Ntumba Lukunga, *Transition et transition(s) ou de la volonté politique face à l'histoire et aux enjeux électoraux*, in Actes du deuxième journée scientifique « comment faire pour réussir les élections en République Démocratique du Congo ? », Les sciences sociales répondent », FSSAP, Unikin, Kinshasa, 2005, pp. 146-147.

² P. Bourdieu, *Propos sur le champ politique*, Presses Universitaires de Lyon, Paris, 2000, p.14-15.

I.3. Option théorique.

La théorie du champ politique est l'option théorique que nous avons choisi pour analyser le fait social mis en exergue dans ce travail, c'est-à-dire : *Enjeux et perspectives de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la Province Orientale.*

Le choix porté sur cette théorie, comme nous l'avons souligné précédemment, se justifie par le fait que d'autres approches théoriques notamment les théories du courant élitiste présentent suffisamment des limites pour nous permettre de bien appréhender tous les aspects liés à la question que nous analysons.

La thèse marxiste par exemple, présente une faiblesse au regard de sa visée unidimensionnelle qui insiste sur le capital économique comme étant le seul facteur susceptible d'expliquer toutes formes de lutte (voire la lutte politique), ignorant ainsi les implications que peuvent avoir d'autres types de capitaux. Il en est de même de toutes les autres approches théoriques du courant élitiste (théorie élitiste, théorie moniste, théorie pluraliste, autonomie relative du personnel politique, etc.) que nous avons passé en revue.

Or la lutte acharnée pour le leadership observée au sein de l'élite politique de la Province Orientale de 1960 en 1997, trouve son fondement dans l'enjeu (capital politique) qui découle et donne lieu à beaucoup d'autres enjeux autres que politique, notamment l'économique, le symbolique, etc. Ainsi, s'appesantir sur le seul capital politique voire économique, serait une façon de limiter nos analyses et faire taire d'autres aspects importants de la réalité.

A Propos du leitmotiv de la lutte, Il convient de dire que, les dirigeants de chaque district utilisent de stratégies pour asseoir leur domination dans le champ politique, s'accaparer du pouvoir politique afin d'en tirer des dividendes matériels et d'estime (capital

symbolique). Ainsi nous dirons avec P. Bourdieu que l'enjeu de la lutte se trouve autour *du capital politique et économique (politico-économique)*, car dans le principe de convertibilité des capitaux l'un engendre l'autre et vice versa. La recherche de ce capital par les élites politiques de ces deux groupes antagonistes, le volume du capital que possède chaque groupe s'avère être l'un des facteurs déterminants qui engendre la lutte et assure la domination des uns sur les autres.

C'est au travers l'analyse systématique du champ politique de toute la Province Orientale et les différentes stratégies qu'utilisent les élites politiques du district de la Tshopo et celles de trois autres (Haut-Uélé, Bas-Uélé et Ituri) qui composent cette province que nous sommes arrivés à affirmer ou infirmer l'une ou l'autre hypothèse.

Ainsi, nous avons considéré la Province Orientale comme un champ où les agents (élites politiques) sont en compétition autour des intérêts (les enjeux). Au cours de cette compétition, les agents (élites politiques) de ces deux blocs antagonistes utilisent des différentes stratégies pour asseoir leur domination et s'approprier de la gestion politique de la province afin d'en tirer les intérêts matériels.

CHAPITRE DEUXIEME : CONSTRUCTION ET EVOLUTION DE L'ELITE POLITIQUE DE LA PROVINCE ORIENTALE.

La connaissance parfaite du cursus politique des élites politiques reste encore l'une des difficultés majeures à laquelle est confrontée la société congolaise depuis l'accession du pays à la souveraineté internationale, en 1960. C'est à juste titre que J.. Omasombo et E. Kennes notent qu' « au Congo/Zaire, les modalités de la succession au pouvoir sont telles que l'opinion publique n'y découvre qu'après coup la biographie de ses dirigeants. On ne savait pas grand-chose des origines et des débuts de Mobutu, des Kabila père et fils, avant qu'ils ne deviennent chefs d'Etat. C'est après coup que chercheurs et journalistes se sont mis à rassembler des témoignages et des données » (1)

A l'instar de l'analyse faite par ces deux auteurs, d'autres chercheurs en sciences sociales ont également souligné, à travers leurs publications, cette faiblesse de la société congolaise en général et de l'élite intellectuelle en particulier à qui revient primordialement la charge d'éclairer l'ensemble de la société. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer : B. Verhaegen et G. Libois (2), P. Artigue (3), Mabi Mulumba(4), Kimbulu Muyanso wa Lokwa (5), J.P. Manzanza Kindulu et J.C. Nlandu Tsasa (6), etc.

Cependant, il convient de relever qu'au de là d'une simple présentation biographique des leaders politiques, la quintessence des

¹ J. Omasombo et E. Kennes, *République démocratique du Congo : Biographies des acteurs de la transition (juin 2003-juin2006)*, CEP-CERDAC-MRAC, Kinshasa-Lubumbashi-Tervuren (Belgique), 2006, p. Avant propos.

² Lire : B. Verhaegen et J. Libois, in *Congo 1960-Annexes et Bibliographies*, Bruxelles, Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP) :1961 (Les dossiers du CRISP), p.133.

³ Lire : P. Artigue, *Qui sont les leaders Congolais ?* Ed.Europe-Afrique, Bruxelles, 1960, p.337.

⁴ Lire : Mabi Mulumba, *Cadres et dirigeants au Zaire qui sont-ils ?* Dictionnaire Bibliographique, Kinshasa, Edition du centre de recherches pédagogiques (CRP) :1986, p.543.

⁵ Lire: Kimbulu Muyanso wa Lokwa, *Who's who in Zaire. Dictionnaire biographique*. Première édition, Kinshasa, Ed. NewFashion Media : 1987, p.278.

⁶ Lire :J.P. Manzanza Kindulu et Nlandu Tsasa, *Les nouveaux cadres congolais : figures d'aujourd'hui et de demain*, Paris, l'Harmattan, 2005, p.274.

idées développées par l'ensemble de ces auteurs démontre que la meilleure appréhension et analyse du champ politique congolais ne peut passer outre la maîtrise, mieux la connaissance du champ politique et des acteurs politiques qu'y sont en « jeu » (1). C'est cette logique qui nous guidera dans ce chapitre.

Autrement dit, nous allons d'abord procéder synoptiquement à la présentation de la Province Orientale en tant qu'espace géographique et ensuite, nous analyserons la construction et l'évolution de son élite politique.

II.1. De la province orientale

Nous allons, dans cette section de notre travail présenter la Province Orientale en misant sur les considérations les considérations géo-historiques, démographiques ainsi qu'administratives.

II.1.1 Considérations Géo-Historiques

La province orientale est l'une des anciennes provinces instituées par le colonisateur belge. Sous le régime coloniale, cette province avait sa personnalité juridique et était entourée d'une espèce de légende grâce a des personnalités de la colonisation Belge au Congo, comme Messieurs Meul Emeester et Moeller de Lallerssons qu'y résidait et qui la gouvernait entre les années 1920 et 1933. Un autre prestige dont jouissait cette province à l'époque coloniale, c'est la réputation qu'on lui attribuait d'être un véritable laboratoire pour l'expérimentation des nouvelles méthodes d'administration (2)

Située au Nord-Est du pays, la Province Orientale s'étend du premier parallèle du sud au cinquième parallèle Nord et 23^{ème} et 31^{ème} méridien à l'Est de Greenwich. Sa superficie est de 503.239 km², soit 1/5 de la superficie du territoire national.

¹ Nous définissons le concept jeu dans la perception de P.Bourdieu comme la pratique (compétition politique)

²C. Young, *Introduction à la politique zaïroise*, PUZ, Kinshasa, 1979, pp 284-286.

Elle est limitée :

- au Nord par la République Centre Africaine (RCA) et le Soudan ;
- au sud par les provinces du Nord Kivu, du Maniema et du Kasaï Oriental ;
- à l'est par l'Ouganda ;
- et à l'ouest par la province de l'équateur.

Notons cependant que, la province orientale est la province la plus vaste et démographiquement la plus peuplée du pays.

II.1.2. Considérations démographiques.

Selon le Service National de Statistiques Agricoles (S.N.S.A) du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage de la R.DC, la population totale de la province orientale était de 5.484.300 habitants en 1994, répartie sur une superficie de 503.239 km², soit une densité de 11 habitants par km². Cette population est composée de 51% de personnes de sexe féminin et de 49% de personnes de sexe masculin (1)

Contrairement à ces données statistiques fournies par le SNSA, la Division Provinciale de L'intérieur et des Affaires Coutumières (DPIAC) souligne qu'en 1994, la population de la province orientale était de 7.096.190 habitants répartie sur l'ensemble des quatre districts(ajouter la ville de Kisangani) que compte cette province(2) .

Le tableau ci-dessous présente la configuration de la population par district, par sexe et par catégorie d'âge pour l'année 1994.

¹ *Monographie de la Province Orientale*, Octobre, 1998, p.17.

² *Idem*.

Tableau n°1 : Configuration de la population de la province en 1994.⁽¹⁾

Subdivision Administrative	Adultes		Enfants		Total	%
	Hommes	Femmes	Garçons	Filles		
V/Kisangani	118.975	128.068	122.340	131.924	501.307	7,1
District Bas-Uélé	215.632	247.593	154.304	165.353	782.882	11,0
District Haut-Uélé	443.689	480.369	297.151	313.149	1.534.358	21,6
District Ituri	706.996	723.034	806.891	836.098	3.073.019	43,3
District Tshopo	279.758	312.507	304.342	308.017	1.204.624	17,0
Total	1.765.050	1.891.571	1.685.028	1.754.454	7.096.190	100,0

Source : Division Provinciale de l'Intérieur et des Affaires Coutumières Province Orientale- ville de Kisangani

De ce tableau, il se dégage qu'en 1994 :

- le District ville de Kisangani était habité, pour la catégorie des personnes adultes, par 118.975 hommes, 128.068 femmes, pour la catégorie des enfants, il était habité par 122.340 garçons et 131.924 filles , soit un total de 501.307 habitants, soit 7,1% d'habitants ;
- le District de Bas-uélé était habité, pour la catégorie des adultes, par 1215.632 hommes, 247.593 femmes, pour la catégorie des enfants, il était habité par 154.304 garçons ; 165.353 filles, soit un total de 782.882 habitants, soit 11,0% d'habitants ;
- le District du Haut -Uélé était habité , pour la catégorie des adultes par 443.689 hommes, 480.389 femmes, pour la catégorie des enfants, il était habité par 297.151 garçons, 313.149 filles , soit un total de 1.534.358 habitants, soit 21,6% d'habitants;
- le District de l'Ituri était habité, pour la catégorie des adultes, par 706.996 hommes, 723034 femmes, pour la catégorie des enfants, il était habité par 806.891 garçons, 836.098 filles, soit un total de 3.073.019 habitants, soit 43,3% d'habitants ;
- le District de la Tshopo était habité, pour la catégorie des adultes, par 279.758 hommes, 312.507 femmes, pour la

¹ Sur le terrain, l'absence des données statistiques actuelles sur l'évolution de la population, nous contraint à nous contenter des éléments du dernier recensement organisé dans cette province en 1994.

catégorie des enfants, il était habité par 304.342 garçons, 308.017 filles, soit un total de 1.204.624 habitants, soit 17% d'habitants .

En somme, il convient de souligner que l'ensemble de ces districts ainsi que la ville de Kisangani présente un résultat un total général selon lequel , la province orientale était habitée en 1994 par 1.765.050 hommes, 1.891.571 femmes, 1.685.028 garçons, 1.754.454 filles, soit 7.096.190 habitants.

II.1.2.1.Principaux groupes ethniques et tribus

Faisant partie de l'Afrique Centrale, la province orientale a bénéficié de la mise en place des peuplements lors des grandes migrations de l'histoire du continent Africain. C'est à ce titre qu'elle demeure l'unique province du pays qui regorge presque toutes les souches des populations africaines.

D'une manière générale, on y trouve cinq grands groupements ethniques ayant chacun ses traditions et sa culture spécifique. Nous pouvons citer :

- Les pygmées ou bambouti dans le territoire de Mambasa, District de l'Ituri ;
- Les soudanais dans le territoire d'Aru (groupes Lugwara et Kaliko), le territoire de Djugu (Babendi et Lendu) ainsi que les Logo dans territoire de Faradje ;
- Les Nilotiques ou les nilothiopides composés des Hémas éparpillés dans le territoire de Djugu, Mahagi et Irumu en Ituri ;
- Les Bantous, constituant la majorité des ethnies de la province⁽¹⁾

Notons que, ces grands groupes ethniques sont subdivisés en plusieurs sous groupes et tribus disséminées sur l'étendue de la province vivant quelques fois en conflit interethnique. Le cas du conflit entre l'ethnie Héma et Lendu dans le District de l'Ituri est le

¹ Monographie, *Op.cit*, p.21.

plus marquant. Oga Ukelo écrit à ce sujet que : « l'Ituri, l'un des quatre districts de la Province Orientale, fait l'objet depuis longtemps d'un conflit interethnique entre les éleveurs Hema et les agriculteurs Lendu. Depuis 1999, ce conflit a pris une autre dimension avec l'occupation de notre pays par les forces armées ougandaises et rwandaises. Plusieurs vies humaines ont été sacrifiées au cours des tueries auxquelles se sont livrées ces deux ethnies rivales (...) » (1).

Dans les grandes agglomérations urbaines, notamment la ville de Kisangani (2) et d'autres (Buta, Isiro, Bunia, etc.) le caractère cosmopolite mieux l'hétérogénéité de la population est très perceptible. C'est à juste titre que Streiffeler, F et Mbaya, M, écrivent que : « La ville de Kisangani s'est constituée grâce à des vagues successives des différents peuples : des orientaux arabes et arabisés, des riverains avoisinants, des ethnies venus de l'Equateur, de L'Est et Nord Est du pays ou du Kassaï. Chacune de ces vagues y a laissé sa marque et ses empreintes. Ce qui fait que la ville est pluriethnique et que la répartition spatiale semble obéir à une logique de regroupement par communauté d'origine et selon les voies d'accès à la ville » (3)

II.1.3. Subdivision administrative

Administrativement, la province orientale est subdivisée en quatre districts qui sont : - Bas-Uélé, Haut-Uélé, Ituri, et Tshopo. Il faut ajouter à ces quatre districts la ville de Kisangani (chef lieu de province) qui souvent, est assimilée au district de la Tshopo avec lequel elle était attachée officiellement durant la période coloniale sous l'appellation : district du Haut Congo. Elle compte vingt quatre zones rurales, six zones urbaines attachées à la ville de Kisangani, plus ou moins seize cités et cent quatorze collectivités.

Le tableau ci-dessous présente de manière synoptique cette structure administrative de façon plus ou moins détaillée.

¹ OGA, *Op cit*, p.81.

² B. Verhaegen et alii, *Kisangani (1876-1976). Histoire d'une ville*, Tome I, PUZ, Kinshasa, 1975, p.18.

³ Streiffeler, F et Mbaya, M, *Zaire : Village, Ville, Campagne*, Paris, l'harmattan, 1986, P.31.

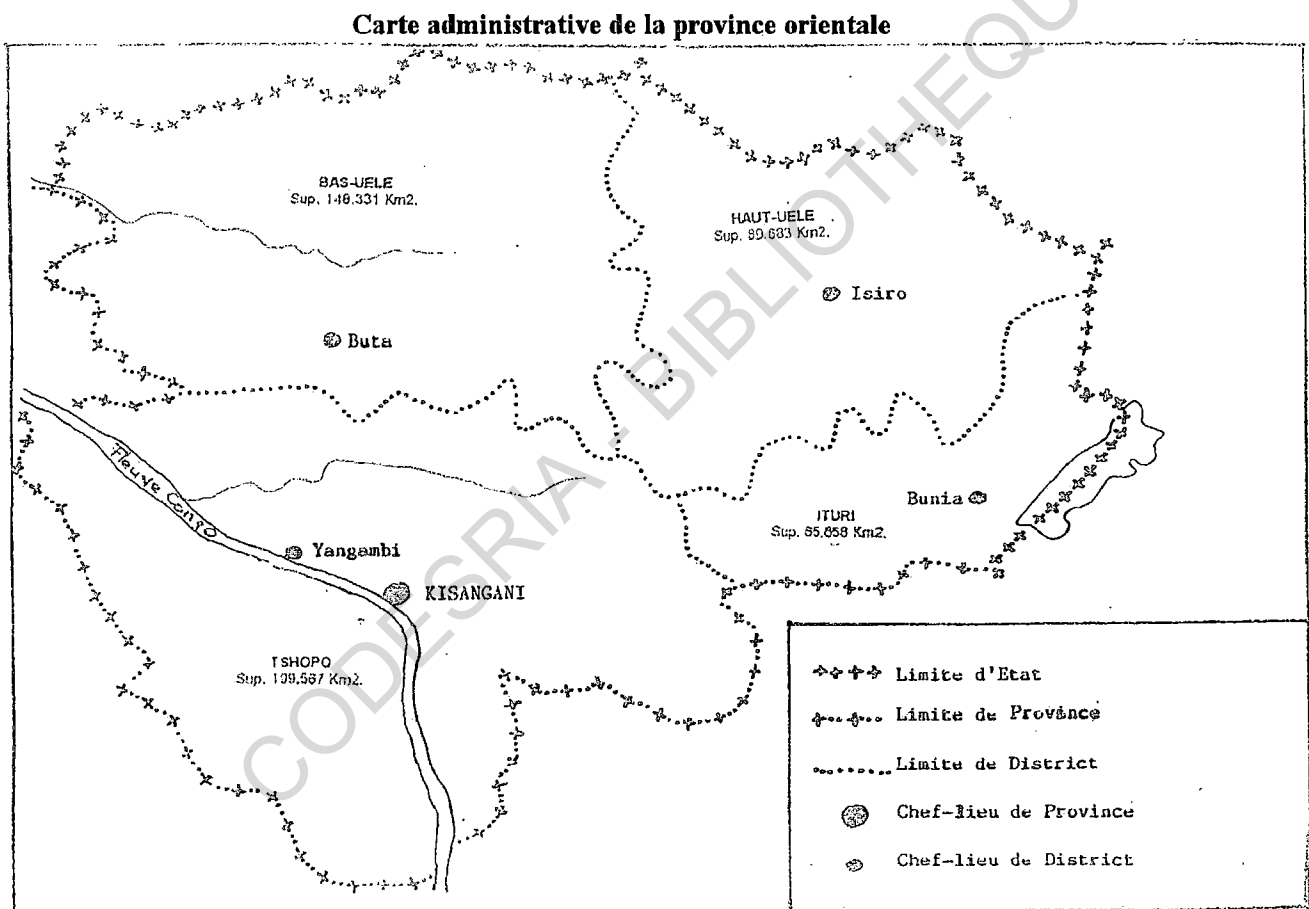
Tableau n°2 : Organisation administrative de la Province Orientale

	District/Territoires/Communes	Cités	Secteurs	Superficie (en Km ²)
I	Ville de Kisangani	-	-	1.910,0
	Kisangani	-	-	230,2
	Makiso	-	-	60,9
	Kabondo	-	-	25,9
	Mangobo	-	-	19,5
	Lubunga	-	-	763,0
	Tshopo	-	-	809,5
II	District			
1	District du Bas-Uélé	3	50	148.331,0
	Buta	1	6	8.098,0
	Bondo	-	10	38.075,0
	Ango	-	4	34.704,0
	Aketi	1	8	25.417,0
	Bambesa	1	9	9.128,0
	Poko	-	13	22.909,0
2	District de la Tshopo	6	58	197.657,0
	Basoko	2	8	22.436,0
	Banalia	-	5	24.430,0
	Bafwasende	-	6	47.087,0
	Opala	-	11	26.665,0
	Yahuma	1	4	19.073,0
	Isangi	2	13	15.770,0
	Ubundu	1	11	42.196,0
3	District du Haut-Uélé	3	45	89.683,0
	Rungu	1	7	8.605,0
	Niangara	-	7	9.204,0
	Dungu	-	3	32.446,0
	Wamba	-	11	10.305,0
	Watsa	1	9	16.015,0
	Faradje	1	8	13.108,0
4	District de l'Ituri	4	45	65.658,0
	Irumu	1	12	8.730,0
	Djugu	1	10	8.184,0
	Aru	1	8	6.740,0
	Mahagi	1	8	5.221,0
	Mambasa	-	7	36.783,0
	Superficie totale de la Province	16	198	503.239,0

Source :- Institut géographique du Congo (I.G Za), Département de la Défense Nationale,
- Direction des Etudes Administratives Décentralisées, Ministère de l'Intérieur et des
Affaires Coutumières (2005).

Comme on peut bien s'en rendre compte, à travers ce tableau, la province orientale est la plus vaste du pays. L'immensité de l'espace qu'elle occupe lui donne l'avantage de partager les frontières communes non seulement avec la majeure partie des provinces du pays, mais aussi avec certains Etats Africains notamment : la République Centre Africaine (RCA), le Soudan, l'Ouganda, etc. C'est ce qui ressort dans la carte géographique que nous présentons ci-dessous.

Carte n°1 : Carte administrative de la province orientale



Source : Cartes des superficies IGC.Déc.1997

II.2. Construction de l'élite politique

Il est difficile d'analyser la construction de l'élite politique de la province orientale et d'aboutir sans au préalable se référer et/ou dégager le contexte général de la formation de l'élite politique au Congo, aux implications de l'Etat colonial dans la formation des élites, les implications des missions et congrégations chrétiennes, les implications des particuliers, l'influence ou aux enjeux de deux guerres mondiales dans le processus de la formation des élites politiques, à la création des associations des évolués, les implications du vent de « la conscience africaine », etc. Autrement dit, il faille avant tout démontrer l'ensemble des contraintes liées au système colonial dans le pays en général et dans cette province en particulier, les périodes d'oppression et de liberté du Congo indépendant, les relations d'allégeance et d'opposition entre les colonisateurs belges et les colonisés.

C'est pourquoi, il y a lieu de dire sommairement que la formation d'une classe d'élite politique dans la province orientale, en dépit de certaines particularités, qu'elle incarne ne s'écarte pas de la logique général des facteurs et/ou d'événements (pré-cités) qui ont occasionnés la naissance d'une classe d'élites politiques sur l'ensemble du territoire national.

II.2.1. Contexte général de la formation des élites politiques au Congo

D'une manière générale, il convient de faire remarquer que la majeure partie d'études menées sur la politique coloniale belge Congo affirment que celle-ci affichait un scepticisme sur la formation des individus qui, plus tard, deviendront élites nègres appelées à assurer la gestion du pays après le départ du colonisateur. Deux citations sont souvent utilisées pour démontrer, mieux déplorer cet état des choses. La première vient de la revue *Times* du 4 janvier 1959 qui écrit : « le gouvernement paternaliste de la colonie visait à faire

bénéficier sa population d'un tas d'avantage économiques pour mieux l'empêcher à penser à l'absence des droits politiques. Un belge a rapproché cette politique de la méthode du père de famille disant à ses enfants : Ne parlez pas avec la bouche pleine » (1). La seconde est issu du journal colonial de Léopoldville, *L'essor du Congo*, du 26 avril 1956 qui écrit à son tour : « On a placé l'économique avant le politique. Je pense à cette réponse de l'ouvrier noir de Léopoldville à son ami de Brazzaville qui ventait l'ampleur de ses droits politiques : voté, représentation à la chambre française : ce n'est pas avec tout ça que je m'achèterai une bicyclette, rétorqua le congolais de Léopoldville » (2).

En effet, la formation des élites est partie des congrégations et missions religieuses (protestantes et catholiques). Aussi, l'administration qui procédait au recrutement ponctuel de certains agents noirs, les faisait bénéficier d'un infime encadrement assuré par les jeunes officiers venus de la Belgique.

En Angleterre, Livingstone suscitait de multiples vocations missionnaires pour le compte de missions protestantes. Quant aux congrégations catholiques, les cordiales relations qu'entretenaient le roi Léopold II avec Mgr. Lavigerie (3) permettront aux pères blancs d'intensifier leur action dans la partie Est du pays. A partir de 1888, les missionnaires de Scheuts remplaceront à des nombreux endroits les pères du Saint-Esprit. Des multiples ordres missionnaires viendront ensuite renforcer les pionniers de Mgr Lavigerie et les pères Scheut. L'action des missionnaires demeurerait simple et bien hiérarchisée.

La diversité des missions protestantes faisait sentir la nécessité de s'épauler mutuellement. Ainsi du 18 au 21 janvier 1902 ont eu lieu, sous la présidence du pasteur Grenfel, la première conférence générale des œuvres missionnaires au Congo, regroupant

¹ E. Tshishimbi K., Op.cit,219,220.

² Benot Y, *La mort de Lumumba ou la tragédie congolaise*, Paris, ED.Chaka, s.d, p.p.28-29.

³ Cornevin, R, *Histoire du Congo Léopold ville Kinshasa, des origines pré-historiques à la République Démocratique du Congo*, Berger-Levrault, Paris, 1966, p.180.

34 missionnaires et 7 missions. Parmi les questions discutées, on relevait : l'éducation, le problème des évangélistes, la polygamie et l'appartenance à l'église, les relations avec l'Etat indépendant du Congo, les femmes missionnaires célibataires, etc.

Subséquentement aux progrès des missions protestantes, en 1906, un accord fut conclu entre le saint siège et l'Etat indépendant du Congo (EIC). Au terme de cet accord les missions catholiques s'engageaient à dispenser un enseignement aux enfants indigènes moyennant des concessions de terres. Cette mesure fut l'objet du décret du 26 mai 1906. Ici « les instructions royales prescrivent de protéger et favoriser par tous les moyens l'œuvre hautement civilisatrice poursuivie par les missions au Congo », car disait le rapport de 1900 : « L'Etat trouve dans leurs (missions) taches évangélisatrice, un précieux concours ».

Isidore Ndaywel è Nziem propose une réponse à la question de savoir quel a été le système éducatif à l'époque de l'EIC voire jusqu'au début de la première guerre mondiale ? La première initiative de scolarisation, dit-il, fut une faible tentative d'éducation d'enfants autochtones en Europe et plus particulièrement en Belgique. Le premier programme du genre fut celui des pères blancs conçu à l'intention des missions du monde entier, dans le but de former les catéchistes-médecins. En 1880, cinq élèves originaires du Congo furent envoyés à l'île de Malte dans ce but.

Une seconde initiative vint des milieux protestants ou pays de galles. Un ex missionnaire baptiste fit démarrer une école en 1888 avec deux congolais.

Dans la même logique l'Abbé Van Impe, Directeur de l'Institut Saint Louis de Gonzague à Gijzegem en Flandres orientale démarre une école en faveur des enfants nègres. L'Etat voulait par contre former les indigènes sur place, une formation essentiellement professionnelle pour disposer des auxiliaires de métier, dont il avait

besoin notamment : les menuisiers, les forgerons, les serruriers, les jardiniers, etc.

Lorsque l'EIC prit officiellement l'initiative de l'instruction des enfants noirs, ce fut pour des raisons militaires, pour constituer une pépinière des jeunes recrues, destinés à devenir suivant la vocation de l'époque des soldats ouvriers, des combattants et instructeurs des postes. La concrétisation de ce projet s'effectua pour la première fois lors de la création des « colonies d'enfants indigènes » le 12 juillet 1880.

Les colonies scolaires créées par l'Etat pour des besoins de recrutement militaire furent dirigées dans un premier temps par des officiers. Suite à l'installation des nombreuses congrégations missionnaires, l'Etat devrait nommer en leur tête des responsables religieux. Plus tard, les religieux ne trouvant pas de compte dans la formation militaire, ont donné en même temps la formation religieuse pour former des catéchistes.

Vers la fin du siècle les besoins militaires se mirent à décroître par rapport aux nécessités de former les ouvriers pour la construction des différents postes. Ceci influença le nouveau système d'instruction, en même temps que le besoin pour l'Etat de recruter des auxiliaires locaux pour son administration. On se rendit alors compte que le rendement de ces auxiliaires formés pouvait être meilleur et qu'il serait utile qu'ils disposent préalablement d'une formation générale en calcul, en dessin et dans d'autres disciplines de base. Ainsi, on aboutit à la nécessité de créer des écoles primaires. Sur l'ensemble du territoire congolais, la première école fut créée à Boma le 16 décembre 1908. Elle fut suivie d'autres créations semblables dans des centres où fonctionnaient des écoles professionnelles, notamment à Buta (l'école moyenne de Buta créée en 1910), à Léopoldville, à Lusambu, Elisabethville et Kabinda. L'école primaire prenait deux ans et préparait à l'accès à l'école professionnelle.

Qu'il s'agisse de l'Etat ou de l'Eglise, les écoles ne furent pas l'aboutissement du souci de « civilisation », mais les résultats d'une certaine quête d'efficience dans l'effort de domination et d'évangélisation. D'où, pour s'en rendre compte, il convient d'évaluer le degré d'implication de l'Etat dans la formation de l'élite (politique).

II.2.2. Les implications de l'Etat colonial dans la formation des élites politiques

L'Etat colonial a réalisé quelques actions plus ou moins importantes pour la formation des élites politiques au Congo. Nous pouvons citer : la création des instituts et des écoles chargés de former les élites qui devraient animer la territoriale.

II.2.2.1. La création de l'institut universitaire du territoire d'Outre-mer (I.N.U.T.O.M)

Il convient de faire remarquer que la formation d'une élite politique congolaise n'a guère été le souci primordial du colonisateur Belge. Mais, en dépit de ce désintéressement volontaire, quelques initiatives ont été prises dans ce sens.

En effet, peu après son attribution à la Belgique (15 novembre 1908), le Congo entra dans la guerre au côté de la Belgique occupée par des allemands dès le début des hostilités. Cette situation constitua un alibi pour la Belgique de ne pas couvrir une école dans la colonie. Néanmoins, elle s'arrangea pour inscrire rapidement quelques jeunes cadres à l'I.N.U.T.O.M. Jusqu'alors la nécessité d'un recrutement rapide ne permettait d'offrir à ces futurs agents et fonctionnaires, que quelques rudiments d'organisation administrative, des langues indigènes, d'ethnographie, d'hygiène corporelle et de comptabilité.

Créée par l'arrêté royal du 11 février 1920, l'école coloniale supérieure fut dotée de la personnalité civile le 8 mars 1920 et commença à fonctionner le 20 octobre de la même année. Le Ministre

Louis Franck lui donna le nom d'Université coloniale de la Belgique (par l'arrêté du 8 mars 1923). Au lendemain de la 2^{ème} guerre mondiale, cette école devint l'I.N.U.T.O.M

En quatre années d'études, les étudiants de cette institution recevaient une formation solide. C'est ainsi qu'elle a été congratulée et/ou honorée en 1952 par la visite du Roi Baudouin 1^{er}.

Il convient donc de dire qu'en dépit de sa renommée, cette institution n'a pas produit un impact réel dans la formation des élites politiques congolaises. Sa contribution est restée superficielle, car pensons-nous, la philosophie du colonisateur belge « pas d'élite, pas d'ennuis » continuait à garder efficacement son droit de citer.

II.2.2.2. Création d'une école de la territoriale

Parlant de la territoriale, l'autorité coloniale Pierre Rickmans, défend avec ténacité cette thèse qui sous-tend l'implication de la Belgique dans la formation des territoriaux: « Sur toutes les fonctions coloniales que réclament les élites, le service territorial, lui, doit fournir le compte sur l'élite des élites ». Il démontre ensuite ce qui fut l'action Bula matari (briseur de pierres, nom donné à Stanley, puis aux représentants de l'administration)

Après quatre années d'études à l'I.N.U.T.O.M, les jeunes territoriaux belges formés partent au Congo, animés par un grand espoir d'aventure et par un idéal solidement forgé : Servir sa patrie et enseigner la civilisation aux peuples indigènes à partir de la matière apprise. Ainsi, les jeunes belges sont armés d'une forte conviction de la supériorité définitive de la civilisation occidentale.

Dès leur arrivée dans la colonie, la plus part de ces jeunes se sont montrés inefficaces pour répercuter la formation apprise sur la territoriale auprès des futures élites congolaises. Ils passèrent ainsi leur temps à rééditer les exploits de sévices de l'époque léopoldienne.

D'où, l'inefficacité d'une formation requises sur la territoriale dans la colonie.

II.2.2.3. Les implications des missions et congrégations chrétiennes

Dans le cadre de la convention entre le Saint Siège (Vatican) et l'Etat Indépendant du Congo, le régime colonial s'engageait à accorder de large privilège aux missionnaires appelés à s'installer au Congo. En retour, le Saint Siège promet de favoriser l'envoi des missionnaires d'origine belge. En outre, les missionnaires catholiques s'engagent à ouvrir des écoles où les autochtones recevront une instruction dont le programme comprendra notamment un enseignement pratique des métiers manuels. Cependant, ce programme d'études et de cours sera soumis à l'appréciation du Gouverneur Général et les branches à enseigner seront fixées de commun accord.

Entre 1906 et 1948, l'essentiel de l'enseignement du congolais sera ainsi assuré par les missionnaires catholiques subsidiés par l'EIC et ensuite par la Belgique, qui traduiront dans la pratique les principes ainsi que les objectifs fixés par la Belgique à l'enseignement colonial. En principe, la brochure des instructions officielles relatives à l'enseignement indique à ce sujet que : « le Congo appelle une organisation scolaire spéciale, l'école est surtout appelée à instruire. Au Congo, elle devra avant tout éduquer (...). L'objectif principal de l'éducateur doit être l'amélioration graduelle des moeurs indigènes ; celles-ci importe plus que la diffusion de l'instruction proprement dit »⁽¹⁾.

L'objectif de l'enseignement des noirs du Congo est d'arriver à donner aux élèves le goût de travail manuel et l'habitude de l'effort. Autrement dit, il faut amener les colonisés à reconnaître les bienfaits de l'intervention du colonisateur dans son environnement naturel, à

¹ Kita Kyankenoc, *Colonisation et enseignement. Le cas du Zaïre avant 1960*, Ed. Kinshasa, 1982, p.102.

apprécier les avantages de la présence du colonisateur, à soutenir l'action de la colonisation et à adopter les valeurs de la civilisation du colonisateur. La réussite de l'enseignement serait de provoquer chez les colonisés la naissance d'un « moi nouveau » soumis, obéissant et reconnaissant envers son bienfaiteur colonisateur. Le travail portera donc moins sur l'accumulation des connaissances et plus sur le changement de la mentalité chez les colonisés.

Sur le plan stratégique, pour assurer la réalisation de cet objectif, il convient de donner au noir les rudiments du savoir qui lui permettront de tenir le rôle que le colonisateur lui assigne dans chaque phase de l'exploitation économique de la colonie. Il faut éviter de lui en donner plus qu'il n'en a besoin, pour effectuer des tâches précises dans un contexte déterminé au service de la colonie ; éviter qu'un surplus des connaissances ou d'instructions dans le chef de noir nécessite des aspirations sans rapport avec la réalité objective de la condition de colonisé, avec tout le risque de dérapage que cette éventualité comporte. En d'autres termes, le colonisateur, estime qu'il faut former un colonisé gouvernable et maniable. C'est le sens qu'il convient d'attribuer à la devise : « pas d'élite, pas de problème ou d'ennuis ».

Au sujet de l'organisation de ce système d'enseignement proprement dit, on trouvait dans la majeure partie des villages congolais une école primaire du degré inférieur (trois ans primaires). Par contre, seules les grandes agglomérations disposaient du cycle complet de l'école primaire. Chacune de ces écoles disposait d'un quota d'élèves (proportionnée à l'importance de la mission) qu'elle pouvait envoyer.

II.2.2.4. Les implications des particuliers

Quelques particuliers de l'époque coloniale méritent une attention soutenue pour leurs tentatives de contribution dans la formation des élites.

En 1925, la générosité d'un mécène, homme d'affaires Edouard Bunge, permet d'instaurer une fondation qui avait pour objectif de subventionner un enseignement pratique destiné à des jeunes étudiants souhaitant se créer une situation dans le monde des affaires de la colonie.

Notons cependant que cette expérience n'a pas connu du succès, car la colonie représentait pour la quasi-totalité des jeunes belges qu'y arrivait, plus un champ d'exploitation facile que d'investissement des capitaux.

II.2.2.5. Impact positif de « l'effort de guerre » de 1914 à 1918 dans la formation des élites

La participation des soldats congolais à la première guerre mondiale qui a opposée la Belgique à ses ennemis a largement influé, mieux contribué à la production d'une nouvelle vision (plus ou moins positive) du congolais vis-à-vis de ses maîtres (colonisateurs belges). Ceci grâce aux valeurs intrinsèques des congolais ; lesquelles valeurs ont démontré leur supériorité (endurance, résistance, etc.) sur les blancs colonisateurs dans le champ de batailles.

La déclaration de guerre du 2 août trouvait une colonie en plein essor. Malgré la rupture de la neutralité belge par l'agression allemande en Europe, les belges, juristes patients, respectent l'acte de Berlin sur la neutralité du bassin du Congo et demeure sur la défensive.

Cependant, dès le 15 août 1914, des commandos allemands attaquent la rive orientale du Kivu et celle du Tanganyika si bien que le 28 août 1914, le Ministre Renkin adresse au Gouverneur Général du Congo un télégramme ordonna « de prendre des mesures militaires pour défendre le territoire belge (...) prendre avec les belges seuls ou en coopération avec troupes alliées toutes défensives même en territoire allemand si cela est nécessaire pour la défense et l'intégrité du territoire belge ». Dans cette guerre, de petits effectifs, les 18.000 hommes des troupes bien entraînées dont les belges disposent au Congo constituent un atout sérieux. Il faut ajouter à cela les 20.000 porteurs qui sont réquisitionnés pour cette campagne.

Un détachement belge participe à la conquête alliée du Cameroun au mois d'octobre 1914, le long de la Sangha et jusqu'à la chute de Yaoundé en janvier 1918. L'autre extrémité, deux compagnies congolaises ont en septembre 1914 secouru les forces anglaises de Rhodésie (Zimbabwe) pour défendre Abercon et livré combat sur la saisie. La victoire au Cameroun va permettre aux forces belgo-congolaises d'entreprendre une très bruyante campagne contre les forces de l'Afrique orientale allemande. Les 18 mois d'inaction imposée aux forces stationnées dans l'Est étaient très mal supportés par les forces militaires belges qui voyaient leur pays envahi et souffraient de la perte du prestige chez les congolais.

Cette inquiétude s'est vérifiée dès la fin de la guerre, car les combattants congolais, une fois rentrés au pays, n'avaient tardé de donner un déclic si faible soit-il pour un début d'éveil de conscience du peuple congolais colonisé. Ainsi, plusieurs années plus tard, la même forme d'opération « d'opération d'effort de guerre » conduira le colonisateur belge à attribuer à un groupe d'« indigènes » le statut spécial d'« évolué ». C'est ce statut, comme nous le verrons au point suivant, qui constituera un pas décisif vers la formation d'une classe d'élite politique au Congo en général et dans la province orientale en particulier.

II.2.2.6. Des participants à « l'Effort de Guerre » de 1940 à 1945 au statut spécial d'« évolués »

La participation tous azimuts des populations congolaises à « l'effort de guerre » de 1940 à 1945 (deuxième guerre mondiale) au côté de la Belgique, reste l'un des événements marquants de l'histoire politique de la République Démocratique du Congo en général et de la Province Orientale en particulier, car elle constitue non seulement l'une des premières tentatives de complicité directe entre le colonisateur belge et les « Orientaux » ⁽¹⁾ mais aussi, l'un des premiers jalons jetés pour la formation de la nouvelle élite politique de cette province. C'est à juste titre que B. Verhaegen écrit : *« la création en octobre 1944 de l'Association des Evolués de Stanleyville ⁽²⁾ est une conséquence de « l'effort de guerre ». L'élite congolaise de cette province, pris part active dans la mobilisation de toutes les forces productives de la colonie en vue de soutenir la guerre des alliés. Cette participation était allée de paire avec une certaine promotion professionnelle et matérielle et avait déclenché des aspirations à la reconnaissance d'un statut propre à cette élite. L'AES est à la fois une première réponse à ses aspirations et une tentative d'encadrement et de contrôle de cette catégorie montante que constituaient les évolués ⁽³⁾. »*

En effet, après l'échec des troupes belges métropolitaines face à l'armée allemande d'Adolphe Hitler, la mobilisation fut décrétée sur toute l'étendue de la province pour le recrutement des jeunes jusqu'à l'âge de 35 ans. L'ordonnance législative n°112/F.P du 11 juin 1940 présentée par le Gouverneur Général de la colonie, Pierre Rickmans, engage le Congo-belge dans la guerre et prescrit des réquisitions des populations civiles en vue de servir comme guides, porteurs ou payageurs, des moyens de transport, des vivres et denrées alimentaires. Plus tard, cette haute personnalité de la colonie autorise

¹ Nous utilisons cette expression pour désigner les habitants de la Province Orientale.

² Ancienne appellation de la ville de Kisangani, chef lieu de la Province Orientale.

³ Verhaegen, B., *L'Association des Evolués de Stanleyville et les débuts politiques de Patrice Lumumba (1944-1958)*, in *Notes, Travaux et documents de CRIDE*, Série : Connaissance du Haut-Zaïre et de Kisangani, Unikis, décembre, 1982, p.102.

dans cette province, comme dans toutes les autres la réquisition de tous les indigènes, immatriculés ou non pour les affecter aux activités économiques dont le fonctionnement était indispensable pour l'effort de guerre (1).

Sur le plan militaire, le recrutement forcé était organisé dans tous les coins et recoins de la province, mais certains peuples jugés guerriers mieux moins dociles et/ou agressifs notamment, les Topoke, les Zande, les Turumbu, les Mbole, etc. étaient particulièrement ciblés (2). Et, le recrutement massif des combattants à travers toute l'étendue de la province contribua à l'augmentation très sensible des effectifs des militaires dans l'armée coloniale. J.M Mutamba écrit à ce sujet que : « Le nombre des congolais engagés dans la Force Publique (noms enregistrés dans l'armée coloniale) est passé de 14.730 en mai 1940, à plus de 40.000 en 1943, y compris les porteurs, les serviteurs des européens et des conducteurs des véhicules automobiles accompagnant les troupes (...) » (3).

Ainsi, des nombreuses victoires remportées par l'armée belge sur les différents champs de bataille (Assossa, Gambela, Mahenge,...) grâce aux bravoures des troupes alliées du Congo-belge permit aux indigènes de se décomplexer et de produire un véritable éveil de conscience dans le chef des combattants noirs, dès leur retour au pays.

Sur l'ensemble de la Province Orientale en général et à Stanleyville en particulier, après la guerre, le colonisateur décide de procurer une gratification psychologique et sociale à cette nouvelle élite en gestation, constituée en majeure partie, des combattants ainsi que d'une frange d'agents (commis, infirmiers, postiers, instituteurs, etc.) de l'administration publique. Il construit pour cette nouvelle

¹ JM Mutamba, M.K, *Du Congo-belge au Congo indépendant. 1940 – 1960. Emergence des évolués et genèse du nationalisme*, IFEP, Kinshasa, 1998, p.19.

² Walle Sombo, B., *L'histoire politique de Topoke à Kisangani (Haut-Zaïre). Des origines à 1964*, in *Cahier du CEDAF*, n°3, Série 2, Histoire, 1981, p.12.

³ J.M, Mutamba, *Op cit*, p.19.

classe sociale, des nouvelles cités en briques cuites et les baptisa sous le nom des territoires conquis par les combattants noirs lors de la guerre. Nous pouvons citer : la cité de Saïo, la cité de Gambela, la cité de Mahenge, etc.

Confortée par ce nouveau statut social, cette élite à l'état embryonnaire cherche à consolider sa position vis-à-vis de ses « maîtres » belges et à s'assumer politiquement. On assista ainsi à la création des certaines associations des noirs dont l'Association des Evolués de Stanleyville (AES). Cette dernière reste la plus importante de toutes les associations des « indigènes » créées à cette époque, car elle est considérée comme le « berceau » de la construction de l'élite politique de cette province.

C'est dans cette association qui, dès les premières années de sa création jusqu'à l'indépendance demeurait sous l'ombre caché du colonisateur belge, qu'on observa les premières tendances patentes de la lutte pour le leadership entre les membres. B. Verhaegen illustre cette réalité en ces termes : « de 1944 à 1958, l'AES connu sept Présidents. Le plus célèbre fut P. Lumumba, mais tous étaient des personnalités marquant des Centres Extra-Coutumiers de Stanleyville (...)» (1).

De ce qui précède, il y a lieu de faire remarquer que, « l'effort de guerre » (de la seconde guerre mondiale) reste l'un des événements importants qui a concouru à la construction de l'élite politique de la Province Orientale. Il en est de même pour le mouvement panafricaniste qui du reste a fortement contribué à l'éveil de conscience pour le même objectif. C'est ce que nous allons démontrer au point suivant.

¹ B. Verhaegen, *Op cit*, p.1.

II.2.2.7 Impact du courant « panafricaniste »

La construction d'une classe d'élites politiques dans la Province Orientale ne s'écarte pas de la vague et/ou du courant général du « panafricanisme » qui a soufflé sur l'ensemble du continent africain et qui a éveillé la conscience d'une catégorie sociale de la population africaine pour revendiquer une émancipation socio-politique plus profonde auprès des pays colonisateurs.

Sur l'ensemble du territoire congolais, le gouvernement belge retardait toujours sa déclaration (relative au discours attendu du Ministre Petillon portant sur la nouvelle politique gouvernementale belge au Congo : abolition des peines corporelles et de corvées, séparation des pouvoirs,...). Trois leaders congolais (P. Lumumba, Diomi et Ngalula) membres du mouvement national congolais (MNC) étaient déjà en contact avec d'autres panafricanistes du continent noirs notamment Kwamé Nkrumah et Sékou Touré, qu'ils finirent par rencontrer à la conférence panafricaine d'Accra (du 5 au 13 décembre 1958). Là, ils découvrent l'Afrique indépendante et prennent conscience de la solidarité africaine et aussi de ce que sera pour les nationalistes africains la tribune des Nations Unies. Le 28 décembre 1958, sur la place de la cité de Kalamu à Léopoldville, Lumumba fait un compte rendu passionné des assises d'Accra. La phrase finale de son exposé aura une résonance profonde : « L'indépendance n'est un cadeau de la Belgique, mais un droit fondamental du peuple congolais »

Dans la province orientale, hormis P.E. Lumumba dont la notoriété était devenue nationale, on voit d'autres leaders tels que V. Nendaka (proche de Lumumba) échanger les idées avec le monde panafricain (anglophone et francophone). Il figure dans la délégation des classes moyennes et indépendantes du conseil de gouvernement de 1957 à 1959. Il est septième suppléant pour la même catégorie à la députation (1957-1959). Il fait partie de la commission pour la

protection des indigènes de 1954 à 1960, de la commission d'administration de l'imforcongo et du conseil de Léopoldville (1).

Lors de la création des partis politiques, V. Nendaka sera vice président du Mouvement National Congolais (MNC) en 1958. Aux élections communales de 1959, le MNC gagne les élections dans l'ensemble de la province en défaveur du Parti National du progrès (PNP) qui du reste était diabolisé.

II.2.2.8.. Des Evolués aux élites politiques

L'élite politique de la Province Orientale, nous l'avions souligné précédemment, tire sa naissance de la création et du fonctionnement à Stanleyville (durant la période coloniale) de l'une des grandes associations des «indigènes» qu'est l'association des évolués de Stanleyville (AES). Cette dernière, écrit B.Verhaegen, *«apparaît comme la première tentative d'encadrement et de contrôle de cette catégorie montante que constituaient les évolués »* (2)

En effet, dès le début de cette organisation, on observait les premiers malaises qui provenaient du souci des évolués de se soustraire de l'autorité ancestrale tenue par les chefs coutumiers qui exerçaient une suprématie incontestée sur l'ensemble des populations des « Centres Extra-Coutumiers (CEC) ». On a vu, poursuit B. Verhaegen, César Lengema qui était chef du CEC de Stanleyville, être considéré par les évolués comme un inculte. Ceux-ci ne voulaient point le reconnaître comme chef (...). Ils réclamaient le droit de pouvoir présenter, sans intermédiaire, aux autorités leurs suggestions et de plaider pour l'amélioration de la situation générale des habitants du Centre Extra Coutumier (3).

Ce refus des évolués de se soumettre à l'autorité traditionnelle peut, certes, être interprété comme un indicateur fort de

¹ Mabi Mulumba et Mutamba, M, opcit, pp388-389.

² B.Verhaegen, *Rebellions au Congo*, Tome 1, CRISP, Bruxelles, 1966, p.1.

³ Idem, p.31.

la manifestation de la conscience des mandatés du peuple et une volonté d'affirmer le principe démocratique dont la légitimité devait remplacer la légitimité monarchique des chefs coutumiers. En d'autres termes, cette revendication avait comme objectif principal d'évincer la hiérarchie coutumière ou semi-coutumière qui s'était enracinée grâce au soutien dont elle bénéficiait de la part du pouvoir colonial. Mais, pour Kabuya Lumuna, « les objectifs que visait cette revendication étaient encore strictement les intérêts des évolués : leur statut, leur lutte en tant que classe montante et élus par les blancs » (1)

En 1954, sous la présidence de Lumumba, les évolués ont réussi à échanger directement, pour la première fois, avec l'autorité coloniale et à lui faire part de leurs préoccupations. La délégation, sous la conduite de P.E. Lumumba, fut reçut également par le ministre (libéral) des colonies A. Buisseret avant de rencontrer le roi Baudouin Ier en 1955. Ce fut sans doute, la reconnaissance mieux une consécration officielle de cette catégorie sociale privilégiée que constituaient les évolués.

Pourtant, note B. Verhaegen, « les colonisateurs en étaient encore à se demander si les évolués représentaient la classe sociale évoluée, la masse indigène ou la population de la province »

Cependant, la dualité du pouvoir, comme le note Kabuya Lumuna, se caractérise entre deux tendances. Il y avait d'abord les évolués qui avaient cheminé dans la mentalité « assimilationniste » (repoussée par les colonisateurs), dans le rejet de la représentativité du pouvoir ; ensuite, ceux qui tenaient à la légitimité historique des nationalistes tribaux (2). Ceux-là, écrit P.E. Lumumba en 1956, plutôt que l'indépendance, réclamèrent « le principe fondamental de l'émancipation progressive et individuelle basée sur les mérites individuelles ». Il nous semble, ajoute-t-il, le moment est venu

¹ Kabuya Lumuna Sando, *La conquête des libertés en Afrique. Essai de sociologie politique*, Noraf-SECCO, Kinshasa, 1995, p.193.

² *Idem*, pp.73-74.

d'octroyer aux élites congolaises qui le désirent et qui le méritent, en l'occurrence les immatriculés, le droit complet de citoyenneté (1).

A la fin de l'année 1954, le comité de l'équipe P.E. Lumumba réclame au Ministre Buisseret, cette fois, le droit de consultation de nature politique. De ce fait, souligne Kabuya Lumona, « il est devenu évident que l'association des évolués devait laisser la place aux partis politiques et la légalité à la rébellion. C'est plus ou moins une grande ouverture : le droit de consultation allait devoir faire face au droit de décision. La maturité des évolués a ainsi progressé entre 1954 et 1955 dans une espèce de docilité devant la loi et dans les limites légales imparties aux associations » (2).

Le chef de centre extra-coutumier (CEC) J. Alamazani, représentant du pouvoir et de droit coutumier s'était fait indexer comme traître parce qu'il a osé déclarer, lors d'une réunion de l'AES, en présence de P.E. Lumumba, Président de l'association que : « l'AES n'est certainement pas qualifiée pour représenter la masse, car un fossé s'est creusé. Quoiqu'ils prétendent, ils n'ont pas la confiance de cette dernière » (3). En réalité, cette masse n'était pas non plus dupe (comme semblait le croire nombre d'évolués). Elle ne pouvait pas ne pas avoir conscience du fossé social et de la cassure idéologique qui la séparait de ses représentants imposés et qui, se considérant comme le centre de l'univers, la traitait comme « primitive et inculte ». Autrement dit, les évolués n'avaient besoin que de leurs mérites personnelles et de l'estime des blancs pour jouir de certains privilèges.

C'est en 1958 que l'association des évolués de Stanleyville (AES) qui était déjà dans une impasse, sera remplacée par les partis politiques. Cet avènement des partis politiques intensifiera les activités politiques et suscitera plusieurs ambitions dans le chef des évolués d'hier devenus élites politiques.

¹ Kabuya Lumona, *Op cit*, pp.73-74.

² *Idem*.

³ B. Verhaegen, *Op cit*, p.81.

A Léopoldville, le 10 octobre 1958, le Mouvement national Congolais (MNC) fut fondé. P.E. Lumumba en est le Président et V. Nendaka, le Vice-président (1).

La reconnaissance officielle des partis politiques par le gouvernement belge (grâce à la déclaration du 13 janvier 1959) provoqua la prolifération des partis politiques. Au début, c'était à un rythme moins accéléré, mais au milieu de l'année 1959, le rythme de la création des organisations politiques sur toute l'étendue du territoire national s'est accru.

A Stanleyville, Lanza, alors bourgmestre, soutient le discours de Bolikango, et après le départ de celui-ci, il crée son propre parti dénommé le Parti de l'Uélé présidé par le chef Kupa. Aux jours qui suivirent, C. Yangala fera une descente à Paulis (2) pour barrer la route aux partis progressistes. Il implantera à cet effet, le Mouvement National Congolais (MNC/L). Pendant ce temps, pour enraciner l'idéologie nationaliste prônée par le MNC/L, à son tour, V. Nendaka viendra pour tenter de persuader la même population sur les méfaits de la colonisation et de l'idéologie soutenue par les progressistes du Parti National du progrès (PNP).

Nombre d'organisations politiques sous la direction des évolués, virent alors le jour dans la Province Orientale. Il s'agit notamment de : l'Union Congolaise de Stanleyville (UCS), Mouvement pour le Développement Economique et Social au Congo (MESCO), Parti Economique Agraire Congolais (PEAC), Mouvement des Minorités de Stanleyville (MISTAN), Parti pour l'Avancement de la démocratie en Ituri (PADI), Parti Populaire de l'Uélé (PPU), Union Rurale Congolaise (URUCO), etc.

¹ Les dossiers du CRISP, *Congo 1959*, Documents belges et africains, CRISP, Bruxelles, 1961, p.280.

² Ancienne appellation de la ville d'Isiro.

Il fallait attendre les travaux du Congrès constitutif tenu à Coquilatville ⁽¹⁾ du 11 au 14 novembre 1959, pour voir l'ensemble de ces partis (précités) se fédérer et/ou se muer au Parti National du Progrès (PNP) qui était de l'obédience belge. Mais, fort malheureusement, pendant ce temps, le MNC/L était déjà confortablement installé sur la quasi-totalité de l'étendu de la Province. Il devenait ainsi très difficile au PNP de se faire accepter par la population, car qualifié du parti oeuvrant pour la continuité de la colonisation et par conséquent, opposé à l'indépendance.

De tout ce qui précède, il convient de dire que l'acquisition du statut d'élites politiques par les évolués reste la conséquence logique de l'avènement des partis politiques en République Démocratique du Congo en général et dans la province orientale en particulier, vers la fin des années 1958 et le début de l'année 1959. L'acquisition de ce nouveau statut social peut être également considérée comme le couronnement d'un ensemble des revendications (sur la gestion de la cité) exprimées par les évolués. Cependant, c'est cette catégorie sociale (évolués) qui, déjà divisée dès le départ en deux blocs (les nationalistes du MNC/L et les progressistes ou modérés du PNP), qui animera l'arène politique de cette province dès l'accession du pays à l'indépendance en 1960. C'est encore elle qui mettra en exergue, sous la première République, les spectres d'une lutte acharnée pour le leadership qui fera des nombreuses victimes lors de la rébellion de 1964.

Au point suivant, nous allons nous atteler à présenter et à connaître ces élites politiques de la première ère de l'indépendance à la première phase de la transition.

¹ Ancienne appellation de la ville de Mbandaka.

II.3. Evolution de l'élite politique de la Province Orientale

En ce qui concerne l'évolution de l'élite de la province orientale, nous allons parcourir les périodes allant de : 1960 à 1965, 1965 à 1990 et 1990 à 1997.

Notre approche consistera à identifier les différents individus qui ont fait partie de cette élite politique à travers les mandats qu'ils ont brigüés dans les différentes institutions politiques (parlements, gouvernements, etc.) tant nationales que provinciales. Aussi, nous allons tirer des leçons ayant trait à la lutte pour le leadership pour chaque période. Autrement dit, nous tenterons d'établir un parallélisme entre l'évolution de cette élite politique et la lutte pour le leadership qui prévaut à son sein depuis l'accession du pays à l'indépendance.

II.3.1. De 1960 à 1965

L'élite politique de la Province Orientale a pris une part active au processus qui a conduit le pays à accéder à la souveraineté internationale. C'est ainsi qu'elle a été présente à toutes les négociations et à toutes les institutions issues de l'indépendance notamment, le gouvernement, le parlement, le Sénat, etc. Néanmoins, il y a lieu de noter que son évolution durant la période allant de 1960 à 1965 (qui coïncide avec la décolonisation et la première République), s'est réalisée sous l'impulsion de l'idéologie lumumbiste qui s'était cristallisée sur l'ensemble de la province à cause du soutien tout azimut dont bénéficiait P.E. Lumumba auprès de la population locale (principalement de Stanleyville). Ainsi, il était sans surprise de constater que la majeure partie des acteurs politiques qui émergeaient était de l'obédience lumumbiste au détriment des progressistes qui étaient minorisés.

Cependant, il faut distinguer durant cette période les élites politiques au niveau provincial et national. Pour une meilleure appréhension de cette évolution, nous allons les présenter différemment.

II.3.1.1. Au niveau provincial

Au niveau local ou provincial, durant la période de 1960 à 1965, la Province Orientale comptait plusieurs individus qui faisaient partie de l'élite politique et qui animaient l'arène politique provinciale à travers les différentes fonctions qu'ils occupaient. Il s'agissait principalement des anciens « évolués » qui, après l'indépendance, ont intégré officiellement le champ politique.

Dans le tableau ci-dessous, nous allons présenter les quelques individus qui ont joué un rôle politique déterminant au niveau provincial pendant cette période.

Tableau n°3 : Elites politiques au niveau provincial (1960-1965) ⁽¹⁾

	Noms	Fonctions politiques occupées	Districts
1	BABADET	Président de l'assemblée provinciale	Bas-Uélé
2	J.P. FINAT	Président du gouvernement provincial	Bas-Uélé
3	C. BADJOKO	Président Intérimaire du gouvernement provincial	Tshopo
4	SALUMU	Premier bourgmestre de stanleyville	Maniema
5	C. YANGALA	Commissaire de district du Haut-Uélé	Haut-Uélé
6	TABALO	Secrétaire provincial	Bas-Uélé
7	C.DANGA	Député provincial	Haut-Uélé
8	P. GOMO	Administrateur adjoint du territoire de Wamba	Haut-Uélé
9	A.G. AZANGA	Député national	Haut-Uélé
10	KAISALA	Ministre du gouvernement provincial	Tshopo
11	SOGBE	Ministre du gouvernement provincial	Bas-Uélé
12	YALEKO	Ministre du gouvernement provincial	Tshopo
13	P.YAMBUYA	Président du gouvernement provincial de l'Uélé	Tshopo

Sources : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

¹ La liste présentée par ce tableau n'est pas exhaustive, car beaucoup d'autres personnalités politiques qui ont joué un rôle important au niveau provincial n'y figurent pas faute des insuffisances qu'accusent les documents d'archives disponibles que nous avons consultés, ainsi que la faiblesse de la mémoire de l'histoire que présentaient la majeure partie de nos enquêtés.

Il se dégage de ce tableau qu'au niveau provincial, les personnalités suivantes ont marqué l'arène politique de la Province Orientale (entant qu'élites politiques) de par les fonctions politiques qu'elles ont occupées durant la période allant de 1960 à 1965. Il s'agit de : Babadet qui occupait la fonction du Président de l'assemblée provinciale, J.P Finat qui occupait la fonction du Président du gouvernement provincial, C. Badjoko qui avait occupé la fonction du Président intérimaire du gouvernement provincial après le départ du J.P Finat, Salumu qui occupait la fonction du premier bourgmestre de Stanleyville, C. Yangala qui occupait la fonction du commissaire de district du Haut-Uélé, Tabalo qui occupait la fonction du secrétaire provincial, C. Danga qui était député national très célèbre au niveau provincial, P. Gomo qui occupait la fonction d'administrateur adjoint du territoire de Wamba, A.G. Azanga qui était député national très célèbre au niveau provincial, Kaisala qui occupait la fonction de Ministre du gouvernement provincial, Sogbe qui occupait la fonction de Ministre du gouvernement provincial, Yaleko qui occupait la fonction de Ministre du gouvernement provincial, Yambuya qui occupait la fonction du Président du gouvernement provincial de Uélé.

II.3.1.2 Au niveau national

Au niveau national, nous subdivisons cette élite politique en deux catégories : la première est constituée des élites issues de la première législature de la première république, soit de la période allant du 20 juin 1960 au 30 juin 1964. Tandis que la deuxième catégorie comprend des élites qui ont fait partie du gouvernement central durant la période de 1960 à 1965. Signalons cependant que, dans la présentation des différents tableaux, nous nous efforcerons de garder l'ordre de classement (des élites) tels qu'établit dans le répertoire et d'autres différents documents d'archives. C'est-à-dire, en tenant compte de nombre des suffrages obtenus ainsi que d'autres critères.

II.3.1.2.1 Première législature de la première République

Cette élite comprend les acteurs politiques faisant partie du Sénat et de la chambre des Représentants.

a) Sénat

Tableau n°4 : Elites politiques au niveau du Sénat

N°	Noms	Partis politiques
1	ASUMANI SENGLIRE	MNC/Lumumba
2	BANTU PAUL	MNC/Lumumba
3	FATAKI Gilbert	MNC/Lumumba
4	FELE Josias	MNC/Lumumba
5	AMADI MBIDA	MNC/Lumumba
6	ILOKO Victor	MNC/Lumumba
7	KIDITCHO Léon	MNC/Lumumba
8	KIWEWA Antoine	MNC/Lumumba
9	KAMANDA Jean Léonard	MNC/Lumumba
10	LIMETE François	MNC/Lumumba
11	LENGEMA Marcel	MNC/Lumumba
12	MANDIONGWE Maurice	MNC/Lumumba
13	NGBADUA André Benjamin	PNP
14	OLOBA Albert	MNC/Lumumba
	Total	14 sénateurs

Source : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

De ce tableau, il se dégage que l'élite politique de la province orientale, lors de la première législature de la première République, avait bénéficié de quatorze sièges au sénat qui étaient occupés par les personnalités politiques (élus) ci-après : Assumani Sanglire (membre du Mouvement National Congolais aile Lumumba), Bantu Paul (membre du Mouvement National Congolais aile Lumumba), Fataki Gilbert (membre du Mouvement National Congolais aile Lumumba), Fele Josias (Membre du Mouvement National Congolais aile Lumumba), Amadi Mbida, Iloko Victor (membre du Mouvement National Congolais aile Lumumba), Kiditcho Léon (membre

du mouvement National Congolais aile Lumumba), kiwewa Antoine(membre du Mouvement National Congolais aile Lumumba), Kamanda Jean Léonard(Membre du Mouvement National Congolais aile Lumumba), Limete François(membre du Mouvement National Congolais aile Lumumba), Lengema Marcel(membre du Mouvement National Congolais aile Lumumba), Mandiongwe Maurice(membre du Mouvement National Congolais aile Lumumba), Ngbadua André Benjamin(membre du Parti National du progrès), Oloba Albert

b) Chambre des Représentants

Tableau n°5 : Ville de Stanleyville et district du Haut-Congo

N°	Noms	Partis politiques	Tribus
1	LUMUMBA Patrice	MNC/Lumumba	Tetela
2	BONDHE Théodore	MNC/Lumumba	Ngelema
3	GRENPELL Georges	MNC/Lumumba	Lokele
4	SONGOLO Alphonse	MNC/Lumumba	Lokele
5	KASONGO Joseph	MNC/Lumumba	Kusu
6	BAELONGANDI Victor	MNC/Lumumba	Lokele
7	OTITA Jean-Hervé	MNC/Lumumba	Topoke
	Total	7 membres	

Source : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

Il se dégage de ce tableau que l'élite politique de la province orientale, pour la ville de Kisangani et/ou district du Haut-Congo, lors de la première législature de la première république, avait bénéficié de sept sièges au niveau de la chambre des représentants qui étaient occupés par les personnes(élues) ci-après : Lumumba Patrice (président du Mouvement National Congolais), Bondhe Théodore (membre du Mouvement National Congolais), Grenfell Georges (membre du Mouvement National Congolais), Songolo Alphonse(membre du Mouvement National Congolais), Kasongo Joseph(membre du Mouvement National Congolais), Baelongandi Victor(membre du Mouvement National Congolais), Otita Jean Hervé(membre du Mouvement National Congolais).

Tableau n°6 : District du Bas-Uélé

N°	Noms	Partis politiques	Tribus
1	FINAT Jean-Pierre	MNC/Lumumba	Zande
2	BABADET Alphonse	MNC/Lumumba	Boa
3	GBENYE Christophe	MNC/Lumumba	Boa
4	DERICOYARD Jean-Pierre	PNP	Boa
5	BOCHELEY Egide	MNC/Lumumba	Mbudja
	Total	5 membres	

Source : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa

Il se dégage de ce tableau que l'élite politique de la province orientale, lors de la première législature de la première république, pour le district du Bas Uélé, avait bénéficié de cinq sièges au niveau de la chambre des représentants occupés par les personnes (élues) ci-après : Finat Jean Pierre (membre du Mouvement National Congolais), Babadet Alphonse (membre du Mouvement National Congolais), Gbenye Christophe (membre du Mouvement National Congolais), Dericoyard Jean pierre (membre du parti National du progrès), Bocheley Egide (membre mouvement National Congolais)

Tableau n°7 : District du Haut-Uélé

N°	Noms	Partis politiques	Tribus
1	AFULUTA Hubert	MNC/Lumumba	Zande
2	LOTIMBA HEMEDI	MNC/Lumumba	Zande
3	AZANGA André-Gervais	MNC/Lumumba	Zande
4	NGBANGALA	PNP	Yogo
5	KUPA François	PNP	Yogo
6	DANGA Cyriaque	Indépendant	Yogo
	Total	6 membres	

Source : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa

De ce tableau, il se dégage que l'élite politique de la province orientale, lors de la première législature de la première République, pour le district du Haut Uélé, avait bénéficié de six sièges au niveau de la chambre des représentants occupés par les personnes (élues) ci-après : Afuluta Hubert (membre du Mouvement National

Congolais), Lotimba Hemedi (membre du Mouvement National Congolais), Azanga André Gervais (membre du Mouvement National Congolais), Ngbangala (membre du Mouvement National du progrès), Kupa François (membre du Parti National du Progrès), Danga Cyriaque(indépendant)

Tableau n°8 : District de Kibali-Ituri

N°	Noms	Partis politiques	Tribus
1	BHONDE Joseph	MNC/Lumumba	Ngelema
2	AMANI Maici	MNC/Lumumba	Hema
3	BAKITO Paul	MNC/Lumumba	Hema
4	HAMULA Victor	MNC/Lumumba	Logo
5	UDAR Augustin	MNC/Lumumba	Logo
6	NGUNDRY Rémy	MNC/Lumumba	Lugwara
7	UKWETENGO Désiré	MNC/Lumumba	Logo
	Total	7 membres	

Source : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

De ce tableau il se dégage que l'élite politique de la province orientale, lors de la première législature de la première République, pour le district du Haut-Uélé, avait bénéficié de sept sièges, au niveau de la chambre des représentants, occupés par les personnes (élues) ci-après :Bondhe Joseph (membre du Mouvement National Congolais), Amani Maici (membres du Mouvement National Congolais), Bakito paul (membre du Mouvement National Congolais), Hamuli Victor (membre du Mouvement National Congolais),Udar Augustin (membre du Mouvement National Congolais), Gundry Remy (membre du Mouvement National Congolais), Ukwetengo Désiré (membre du Mouvement National Congolais),

11.3.1.2.2.. Gouvernements de la première République

Comme nous l'avions souligné précédemment, l'élite politique de la province orientale était représentée dans l'ensemble des institutions politique qui ont vu le jour après l'accession du pays à la

souveraineté internationale. Dans cette partie de notre travail, nous allons présenter les différents opérateurs politiques (élites politiques) de cette province qui ont fait partie de sept équipes gouvernementales qui se sont succédées entre 1960-1965.

1. Le gouvernement du Premier Ministre P.E Lumumba (du 21 juin au 04 septembre 1960)

Dans cette équipe, l'élite politique de la Province Orientale avait bénéficié de trois postes dont celui de Ministre de la communication dirigé par A. Songolo (MNC/L), le Ministère de l'intérieur dirigé par C. Gbenye (MNC/L) et le poste de secrétaire d'Etat au Commerce Intérieur occupé par G. Grenfel.

2. Le premier gouvernement du Premier Ministre, J. Ileo Songo Amba

Au sein de gouvernement, on attribua à l'élite politique de la Province Orientale, le Ministère de la Communication occupé toujours par A. Songolo (MNC/L) et le poste de secrétaire au Commerce Extérieur sous la direction de A. Kiwewa (MNC/L).

3. Le deuxième gouvernement du Premier Ministre J. Ileo Songo Amba (du 13 au 20 septembre 1960)

Comme Ministres ressortissants de la Province Orientale dans cette équipe, on trouvera A. Songolo (MNC/L) au Ministère des Communications et J.P. Dericoyard (PNP) au Ministère des Travaux Publics.

4. Le gouvernement des Commissaires Généraux (du 29 septembre 1960 au 08 février 1961)

Ici, seul M. Cardoso (MNC/L) était nommé Commissaire Général et représentait à ce titre l'élite politique de la Province Orientale.

5. Troisième gouvernement du Premier Ministre J. Ileo Songo Amba (du 06 février au 1^{er} août 1961)

Dans cette équipe, l'élite politique de la Province Orientale bénéficia d'un Ministère, celui des Affaires Economiques et des classes moyennes dirigé par J.P. Dericoyard (PNP).

6. Premier gouvernement du premier Ministre C. Adoula (du 02 août 1961 au 07 juillet 1961)

Dans ce gouvernement, l'élite politique de la Province Orientale avait bénéficié du Ministère de l'Intérieur occupé par C. Gbenye (MNC/L), du Ministère des Affaires Sociales dirigé par A. Assumani (MNC/L), secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères dirigé par M. Lengema (MNC/L), secrétariat d'Etat à la Fonction Publique dirigé par D. Oketwengu (MNC/L).

7. Deuxième gouvernement du premier Ministre C. Adoula (du 11 juillet 1962 au 09 juillet 1964)

Dans cette équipe gouvernementale, on attribua à l'élite politique de la Province Orientale le Ministère des Affaires Economiques dirigé par J.P Dericoyard (PNP), Ministère des Affaires Sociales, Jeunesse et Sports dirigé par Oketwengu (MNC/L), le secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères dirigé par M. Lengema, et le secrétariat d'Etat aux Finances dirigé par F. Kupa (PNP).

De ce qui précède, il y a lieu d'affirmer que l'élite politique de la Province Orientale était très active sur la scène politique tant provinciale que nationale au lendemain de l'indépendance. Et, l'idéologie lumumbiste semblait y constituer non seulement une source d'unité de plusieurs élites politiques, mais aussi une grande école d'apprentissage politique et de propulsion de celles-ci, mais cela ne contribua pas efficacement à l'éradication de la lutte pour le leadership.

Cependant, la mort de P.E. Lumumba, le 17 janvier 1961 et l'avènement du régime du Président Mobutu ont constitué une entrave sérieuse au processus de l'évolution normale de cette élite politique, car ils cautionnèrent la division et contribuèrent d'une certaine manière à l'extermination physique de la majeure partie des leaders politiques, soit parce qu'ils faisaient partie du Mouvement National Congolais (MNC/L), soit parce qu'ils étaient membres du Parti National Progressiste (PNP).

II.3.2. De 1965 à 1990

Cette période coïncide non seulement avec le début, l'apogée et le déclin de la deuxième République, mais aussi le déclenchement du processus de démocratisation au pays.

En effet, à la fin de l'année 1964, la rébellion pratiquement matée, la boulimie de diriger le pays au plus haut sommet s'empare de plus en plus du Général Mobutu. « Ce dernier, prétextant de prendre une décision politique importante pour sauver le pays dont la vie politique se dégradait par les conflits entretenus par J. Kasavubu et son Premier Ministre M. Tshombé »⁽¹⁾, le 24 novembre 1965, à 5h30'⁽²⁾, il annonça la prise du pouvoir le Haut Commandement militaire. Ce régime engendra le Mouvement Populaire de la Révolution (MPR, Parti-Etat), le Bureau politique, le Comité Central, etc. C'est dans ces nouvelles institutions que les ressortissants de la Province Orientale essayeront de reconstituer une nouvelle classe d'élite politique, après avoir perdu la majeure partie de leurs leaders pendant la rébellion de 1964 et lors des événements liés à la mort de P.E. Lumumba.

Néanmoins, il convient de noter le rôle déterminant qu'ont eu à jouer les « patriarches » V. Nendaka (dès l'installation de ce régime), puis M. Lengema (quelques années après) dans le processus de sélection (par système de cooptation) des leaders qui devraient faire partie de la nouvelle élite politique de cette province, mieux ceux qui devraient connaître l'ascension politique tant au niveau provincial que

¹ Document de Conseil de Sécurité des Nations Unies, cité par J. Gérard Libois et B. Verhaegen, in *Congo 1960*, CRISP, Bruxelles, 1961, p.996.

² CRISP/INEP, Congo 1965, CRISP (Bruxelles)/INEP (Kinshasa), p.410.

national. Aussi, il y a lieu de faire remarquer la réticence qu'avaient au début, les pionniers de ce régime, à l'égard des ressortissants du district de la Tshopo accusés d'avoir un passé politique très lié à l'idéologie lumumbiste.

Dans les tableaux ci-dessous, nous allons (à travers les différentes législatures) identifier nominalement les individus qui ont été élus comme députés et à ce titre ont émergé comme élites politiques (de 1965 à 1990), au niveau des différentes institutions politiques du pays (Parlement, Gouvernement, Bureau politique, Comité Central du parti, etc.).

II.3.2.1. Première législature de la deuxième République ⁽¹⁾

Durant ces élections soixante et six ⁽²⁾ personnes ont été élues député national et à ce titre, elles ont intégré le circuit des élites politiques de la Province Orientale.

Les tableaux ci-dessous présentent l'ensemble de ces députés (élus) dans les cinq districts (représentant chacun une circonscription électorale).

• **Tableau n°9 : Elus de la circonscription électorale, ville de Kisangani**

N°	Noms des élus	Fonctions
1	Alamazani Ignace Michel	Député National
2	Beveya Stanislas	Député National
3	Cardoso Maurice	Député National
4	Elebe Philippe	Député National
5	Lengema Marcel	Député National
	Total	5 députés
	Pourcentage	7,6%

Sources : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

¹ Ces élections étaient organisées à la date du 14 au 15 Novembre 1970 et les élus avaient bénéficié d'un mandat de cinq ans allant de 1970 à 1975.

² Ce chiffre varie souvent à cause de certaines contradictions observées dans les différents documents d'archives existants et de manque de constance dans le chef de la plupart de nos enquêtés. Nous avons procédé au recouplement des chiffres présentés pour dégager un quotas plus ou moins exact.

De ce tableau, il se dégage qu'au cours de la première législature de la seconde république, pour la circonscription électorale, ville de Kisangani, les individus suivants ont été élus et ont accédé à cet effet au rang d'élites politiques de la Province Orientale : Elebe Philippe (Député National), Lengema M. (Député National), Cardoso M. (Député national), Baveya Stanislas (Député national), Alamazani I.M. (Député national). Autrement dit, un total de cinq députés nationaux élus, soit 7,6%.

• **Tableau n°10 : Elus de la circonscription électorale, district du bas-Uélé**

N°	Noms des élus	Fonctions
1	Lutula Eugène Fortuné	Député National
2	Alves Jean-Baptiste	Député National
3	Bambule Philippe	Député National
4	Tusse Marcelin	Député National
5	Mazagba Jacques E.	Député National
6	Dericoyard Jean-Pierre	Député National
7	Lopez Antoine	Député National
8	Asale Prosper	Député National
9	Tenabo François	Député national
10	Ebosini Jean Constat	Député national
11	Evalula Cyrille	Député national
12	Gininongiko Antoine	Député national
	Total	12 députés
	Pourcentage	18,2%

Sources : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

Il se dégage de ce tableau qu'au cours de la première législative de la deuxième République, pour la circonscription électorale (district) du Bas-Uélé, les personnes ci-après ont été élues comme député national et ont, à ce titre, été ascensées au rand d'élites politiques de la Province Orientale : Lutula Eugène Fortuné (Député national), Alves Jean-Baptiste (Député national), Bambule Philippe (Député national), Tusse Marcelin (Député National), Mozagba Jacques E. (Député national), Dericoyard Jean-Pierre (Député National), Lopez

Antoine (Député national), Asale Prosper (Député National), Tenabo François (Député National), Ebosini Jean Constat (Député national), Evalula Cyrille (Député National), Geninongiko Antoine (Député National). Autrement dit, un total de douze députés nationaux élus, soit 18,2%.

• **Tableau n°11 : Elus de la circonscription électorale, (district) du Haut-Uélé**

N°	Noms des élus	Fonctions
1	Udiaka Kamayi	Député National
2	Kupa François	Député National
3	Asobee Daniel	Député National
4	Asibu Alphonse	Député National
5	Sirika Vincent	Député National
6	Gazimba jacques	Député National
7	Gbangala gervais	Député National
8	Kparagume Alexandre	Député National
9	Mupanda Gbadi Louis	Député National
10	Amumwabo Ferdinand	Député National
11	Badi François	Député national
12	Payitiyo Emmanuel	Député National
13	Nembuzu Dominique	Député National
14	Motsikana Ariesi Albertine	Député National
15	Dewide Charles	Député National
16	Nangi Dominique	Député National
	Total	16 députés nationaux
	Pourcentage	24,2%

Sources : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

De ce tableau, il se dégage que lors de la première législature de la deuxième république, pour la circonscription électorale (district) du Haut-Uélé, les individus ci-après ont été élus comme député national et ont, à ce titre acquis le statut d'élites politiques : Udiaka Kamayi (Député national), Kupa François (Député National), Asibu Alphonse (Député national), Sirika Vincent (Député national), Gazimba jacques (Député national), Gbangala Gervais

(Député national), Kparagume Alexandre (Député national), Mupanda Gbadi Louis (Député national), Payitiyo Emmanuel (Député national), Nembuzu Dominique (Député national), Motsikana Ariesi Albertine (Député national), Dewilde Charles (Député National), Nambi Dominique (Député national). Autrement dit, un total de seize députés nationaux élus, soit 24,2%.

• **Tableau n°12 : Elus de la circonscription électorale, (district) du Haut-Congo (Tshopo)**

N°	Noms des élus	Fonctions
1	Minga Bengele Emile	Député National
2	Koy Augustin	Député National
3	Bondjele Gaspard	Député National
4	Nangole	Député National
5	Milengo Pierre	Député National
6	Likata Emmanuel césar	Député National
7	Mandika François	Député National
8	Botangala Bernard	Député national
9	Assangu Albert	Député National
10	Bosongo Samuel	Député National
11	Lisako Mbongo Simon	Député National
12	Kirongozi Louis	Député National
13	Isiya Amundala André	Député national
	Total	13 députés nationaux
	Pourcentage	19,7%

Sources : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

De ce tableau, il se dégage que lors de la première législature de la deuxième République, pour la circonscription électorale (district) du Haut-Congo (Tshopo), les personnes suivantes ont été élues député national et à ce titre, elles ont été ascensées au rand d'élites politiques : Minga Mbengelo Emile (Député national), Koyi Augustin (Député National), Bondjele Gaspard (Député National), Nangole, Milengo Pierre (Député National), Assangu Albert (Député National), Bosongo Samuel (Député National), Lisako Mbongo Simon (Député National), Kirongozi Louis (Député National), Isia Amundala

André (Député National). Autrement dit, un total de treize députés nationaux élus, soit 19,7%.

• **Tableau n° 13 : Elus de la circonscription électorale (district) de l'Ituri**

N°	Noms des élus	Fonctions
1	Kapwasa André	Député National
2	Agoyo Honoré	Député National
3	Bumba Frédéric	Député National
4	Ngity Nestor	Député National
5	Ahei Polepole Michel	Député National
6	Umondi Valentin	Député National
7	Schombe Timothé	Député National
8	Bune Nazaire	Député National
9	Lobi Hyacinthe	Député National
10	Uthera Arsène	Député National
11	Kasuma Blaise	Député National
12	Agamile Raphaël	Député National
13	Buhu Léandre A. Musafiri	Député National
14	Bura Joseph	Député National
15	Bach Michel	Député National
16	Bunapeyi Pius	Député National
17	Bwanalanga Boniface	Député National
18	Angwandia Bernard	Député National
19	Udjuro Schorter	Député National
20	Avoedjidra Oka	Député National
	Total	20 députés nationaux
	Pourcentage	30,3%

Sources : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

De ce tableau il se dégage que, lors de la première législature de la deuxième République, pour la circonscription électorale (district) de l'Ituri, les individus ci-après ont été élus comme député national et ont, à ce titre, été élevé au rang d'élites politiques de la Province Orientale : Kapwasa André (Député National), Agoyo Honoré (Député National), Bumba Frédéric (Député National), Ngity Nestor (Député National), Ahei Polepole (Député National), Umondi

valentin (Député National), Schombe Timothé (Député National), Bune Nazaire (Député National), Lobi Hyancinthe (Député National), Uthera Arsène (Député National), Kasuma Blaise (Député National), Agamile Raphaël (Député National), Buhu Léandre A. Musafiri (Député national), Bura Joseph (Député National), Avoedjidra Oka (Député National), Bach Michel (Député National), Bunapeyi Pius (Député National), Bwanalonga Boniface (Député National), Angwadia Bernard (Député national), Udjuro Schopter (Député National). Autrement dit, un total de vingt députés nationaux élus, soit 30,3%.

II.3.2.2. Deuxième législature de la deuxième République (1)

Au cours de ces élections, trente et trois (2) personnes ont été élues député national et à ce titre, elles ont intégré le cercle des élites politiques de la Province Orientale. Les tableaux ci-dessous présentent les députés qui étaient élus dans les cinq districts (représentant chacun une circonscription électorale).

• **Tableau n°14 : Elus de la circonscription électorale (Ville) de Kisangani.**

N°	Noms des élus	Fonctions
1	Lengema Dulia	Député National
2	Bueta Sombo Iseana	Député National
3	Alamazani Atukwele	Député National
	Total	3 députés nationaux
	Pourcentage	9,1%

Sources : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

Il se dégage de ce tableau que, lors de la deuxième législature de la deuxième République, pour la circonscription

¹ Ces élections ont eu lieu le 02 Novembre 1975 et les élus devaient bénéficier d'un mandat de cinq ans, mais celui-ci était écourté à deux ans (le 01/07/ 1977) sur ordre président (Mobutu) fondateur du MPR-Parti Etat.

² Ce chiffre varie souvent à cause de certaines contradictions observées dans les différents documents d'archives existants et de manque de constance dans le chef de la plupart de nos enquêtés. Nous avons procédé au recoupement des chiffres présentés pour dégager un quotas plus ou moins exact.

électorale (ville) de Kisangani, les personnes ci-après ont été élues député national et à ce titre, elles ont intégré le cercle des élites politiques de la Province Orientale : Lengema Dulia, Bueta Sombo iseana, Alamazani Atukwele. Autrement dit, un total de trois députés nationaux élus, soit 9,1%.

• **Tableau n°15 : Elus de la circonscription électorale (district) de la Tshopo**

N°	Noms des élus	Fonctions
1	Kambiti Abasa Adumanzi	Député National
2	Isia Amundala	Député National
3	Kirongozi Faïda	Député National
4	Mokili Bitilasi	Député National
5	Isamene Kapuluta	Député National
6	Kimengele Kimode	Député National
7	Honokoko Loala Olanga	Député National
	Total	7 députés nationaux
	Pourcentage	21,2%

Sources : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

De ce tableau, il se dégage qu'au cours de la deuxième législature de la deuxième République, pour la circonscription électorale (district) de la Tshopo, les personnes ci-après ont été élues comme député national et ont à ce titre intégré le circuit des élites politiques de la Province Orientale : Kambiti Abasa Adumanzi, Isia Amundala, Kirongozi Faïda, Mokili Bitilasi, Isamene Kapuluta, Kimengele Kimode, Honokoko Loala Olanga. Autrement dit, un total de sept députés nationaux élus, soit 21,2%.

• **Tableau n°16 : Elus de la circonscription électorale (district) du Bas-Uélé.**

N°	Noms des élus	Fonctions
1	Asale Biti	Député National
2	Balebula Kakwe Nayima	Député National
3	Djona Mbitima	Député National
4	Derikoye Tita Avungara	Député National
5	Mozagba Ngbuka	Député National
6	Singa Boyenge Mosambayi	Député National
	Total	6 députés nationaux
	Pourcentage	18,2%

Sources : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

De ce tableau, il se dégage qu'au cours de la deuxième législature de la deuxième République, pour la circonscription électorale (district) du Bas-Uélé, les personnes ci-après ont été élues comme député national et ont à ce titre intégré le circuit des élites politiques de la Province Orientale : Asale Biti, Balebula Kakwe Nayima, Djona Mbitima, Derikoye Tita Avungara, Mozagba Ngbuka, Singa Boyenge Mosambayi. Autrement dit, un total de six députés nationaux élus, soit 18,2%.

• **Tableau n°17 : Elus de la circonscription électorale (district) du Haut-Uélé**

N°	Noms des élus	Fonctions
1	Mapenda Gmadi	Député National
2	Drabwa Tanzi	Député National
3	Nembuzu ZezeKule	Député National
4	Payitiyo Wili Gbadi	Député National
5	Kupa Madugala	Député National
6	Bagura Mukoko	Député National
7	Amegindra Aseka Mangaki	Député Nationa
	Total	7 députés
	Pourcentage	21,2%

Sources : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

Il se dégage de ce tableau, qu'au cours de la deuxième législature de la deuxième République, pour la circonscription électorale (district) du Haut-Uélé, les personnes ci-après ont élues comme député national et ont à ce titre intégré le circuit des élites politiques de la Province Orientale : Mapenda Gmadi, Drabwa Tanzi, Nembuzu ZezeKule, Payitiyo Wili Gbadi, Kupa Madugala, Bagura Mukoko, Amegindra Aseka Mangaki. Autrement dit, un total de sept députés nationaux élus, soit 21,2%.

• **Tableau n°18 : Elus de la circonscription électorale (district) de l'Ituri**

N°	Noms des élus	Fonctions
1	Avo Omele Dema Liya	Député National
2	Abbé Udaga Ketha	Député National
3	Basamongo Mabianga	Député National
4	Bwanalonga Wo Tsatsi	Député National
5	Mansubi Ngumba	Député National
6	Ukoko Upidhikie	Député National
7	Ngiti Byarufu	Député National
8	Schatchu Bele Dytsi	Député National
9	Pay Deba	Député National
10	Dirokpa	Député National
	Total	10 députés nationaux
	Pourcentage	30,3%

Sources : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

Il se dégage de ce tableau, qu'au cours de la deuxième législature de la deuxième République, pour la circonscription électorale (district) de l'Ituri, les personnes ci-après ont été élues comme député national et ont à ce titre intégré le circuit des élites politiques de la Province Orientale : Bwanalonga Wo Tsatsi, Bwanalonga Wo Tsatsi, Avo Omele Dema Liya, Mansubi Ngumba, Pay Deba, Schatchu Bele Dytsi. Autrement dit, un total de six députés nationaux élus, soit 30,3%.

II.3.2.3. Troisième législature de la deuxième République ⁽¹⁾

Au cours de ces élections, trente et trois personnes ont été élues député national et elles ont intégré le cercle des élites politiques de la province orientale.

¹ Ces élections ont eu lieu le 15 au 16 Octobre 1977 et les élus avaient bénéficié d'un mandat de cinq ans allant de 1977 à 1982.

Les tableaux ci-dessous présentent l'ensemble des élus dans leurs différentes circonscriptions électorales.

▪ **Tableau n° 19 : Elus de la circonscription électorale (ville) de Kisangani**

N°	Noms des élus	Fonctions
1	Lengema Dulia	Député National
2	Kirongozi wa Konyonyo	Député National
3	Duga Kugbe Toro	Député National
4	Yambuya Bandombele	Député National
	Total	4 députés nationaux
	Pourcentage	12,1%

Sources : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

De ce tableau il se dégage, qu'au cours de la troisième législature de la deuxième République, pour la circonscription électorale (ville) de Kisangani, les personnes ci-après ont été élues comme député national et ont à ce titre intégré le circuit des élites politiques de la Province Orientale : Lengema Dulia, Kirongozi wa Konyonyo, Duga Kugbe Toro, Yambuya Bandombele. Autrement dit, un total de quatre députés nationaux élus, soit 12,1%.

▪ **Tableau n°20 : Elus de la circonscription électorale (district) de la Tshopo**

N°	Noms des élus	Fonctions
1	Isia Amundala	Député National
2	Utway Mungamba	Député National
3	Assase Liengo	Député National
4	Bondjaka Mayingolo	Député National
5	Bangala Basila	Député National
6	Bosongo wa Bosongo	Député National
	Total	6 députés nationaux
	Pourcentage	18,2%

Sources : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

De ce tableau il se dégage, qu'au cours de la troisième législature de la deuxième République, pour la circonscription électorale (district) de la Tshopo, les personnes ci-après ont été élues comme député national et ont à ce titre intégré le circuit des élites politiques de la Province Orientale : Isia Amundala, Utway Mungamba, Assase Liengo, Babondjala Mayingolo, Bangala Basila. Autrement dit, un total de cinq députés nationaux élus, soit 18,2%.

▪ **Tableau n°21 : Elus de la circonscription électorale (district) du Bas-Uélé**

N°	Noms des élus	Fonctions
1	Djona Mbitima	Député National
2	Bambele Mazombele	Député National
3	Lekabusia	Député National
4	Matsaga Kezamundu	Député National
	Total	4 députés nationaux
	Pourcentage	12,1%

Sources : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

Il se dégage de ce tableau, qu'au cours de la troisième législature de la deuxième République, pour la circonscription électorale (district) du Bas-Uélé, les personnes ci-après ont été élues comme député national et ont à ce titre intégré le circuit des élites politiques de la Province Orientale : Djona Mbitima, Bambele Mazombele, Lekabusia, Matsaga Kezamundu. Autrement dit, un total de quatre députés nationaux élus, soit 12,1%.

▪ **Tableau n°22: Elus de la circonscription électorale (district) du Haut-Uélé**

N°	Noms des élus	Fonctions
1	Akpokia Dandala	Député National
2	Amegidra Aseka	Député National
3	Drabwa Tanza	Député National
4	Gbelango Wadupayi	Député National
5	Kupa Madugala	Député National
6	Mangbangu M'bedzeka	Député National
7	Sinilili	Député National
8	Visubu Kakomene	Député National
	Total	8 députés nationaux
	Pourcentage	24,3%

Sources : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

De ce tableau il se dégage, qu'au cours de la troisième législature de la deuxième République, pour la circonscription électorale (district) du Haut-Uélé, les personnes ci-après ont été élues comme député national et ont à ce titre intégré le circuit des élites politiques de la Province Orientale : Akpokia Dandala, Amegidra Aseka, Drabwa Tanza, Gbelango Wadupayi, Kupa Madungla, Mangbangu M'bedzeka, Sinilili, Visubu Kakomene. Autrement dit, un total de huit députés nationaux élus, soit 24,3%.

▪ **Tableau n°23 : Elus de la circonscription électorale (district) de l'Ituri**

N°	Noms des élus	Fonctions
1	Amanyio Nzia Laro	Député National
2	Ukumu Nghira	Député National
3	Abbok Mola	Député National
4	Mbidjo Mungengy	Député National
5	Iribi Kokoro	Député National
6.	Obenralo	Député National
7	Bahemuka Rwainda	Député National
8	Mujela Ungeyouwum	Député National
9	Soma Mastaki	Député National
10	Gundza Kamambu	Député National
11	Ondosha Ambele	Député National
	Total	11 députés nationaux
	Pourcentage	33,3%

Sources : Répertoire des membres du bureau politique (1967-1979), de l'exécutif national (1960-1979), du Comité Exécutif National du MPR (1967-1972), Collection Etudes, série IMK/Kinshasa.

Il se dégage de ce tableau, qu'au cours de la troisième législature de la deuxième République, pour la circonscription électorale (district) d'Ituri, les personnes ci-après ont été élues comme député national et ont à ce titre intégré le circuit des élites politiques de la Province Orientale : Soma Mastaki, Ukumu Nghira, Abbok Mola, Mbidjo Mungengy, Iribi Kokoro, Obenralo, Bahemuka Rwainda, Mujela Ungeyouwum, Amanyio Nzia Laro, Gundza Kamambu, Ondosha Ambele. Autrement dit, un total de onze députés nationaux élus, soit 33,3%.

II.3.2.4. Gouvernements, Bureau politique et Comité central de la deuxième République.

Faute d'archives et des témoignages cohérents (des opérateurs politiques et d'autres acteurs sociaux), il n'est pas aisé, nous l'avons souligné précédemment, de prétendre présenter de façon systématique une liste exhaustive des élites politiques de la province orientale qui ont brigué les différents mandats, mieux qui ont

« circulé » (1) dans les différentes institutions de la deuxième République, notamment, les différents Gouvernements, le Bureau politique, le comité central, etc.)

Dans cette partie de notre travail, après nombre d'enquêtes et recoupements d'informations, nous répertorions de façon plus ou moins panoramique, les individus qui ont constitué le noyau d'élites politiques dans cette province au sein du gouvernement, Bureau politique et du comité central). Dit autrement, nous procédons à l'identification des acteurs politiques qui ont occupés les différentes fonctions politiques dans ces institutions influentes de la seconde République.

1. Gouvernements

Au sein des différents gouvernements les individus ci – dessous avaient constitué le noyau d'élite politique et ont représentés de façon successive la province orientale.

a) District du Bas-Uélé :

- | | |
|--------------------------|-------------------------|
| -Bagbeni Adeito | -Mozagba Ngbuka jacques |
| -Epee Gambwa jacques | -Nendaka Bika Victor |
| -Tepatondele | -Edindali |
| -Mokonda Bonza Florentin | -Ebosiri, etc. |

b) District Haut-Uélé :

- Kparagume Atoloyo
- Moduka Joséphine
- Idambituo Bakaato, etc.

¹ Expression tirée de la théorie de la « Circulation des élites » de Vilfredo Pareto, pour désigner la mobilité politique (ascendante ou descendante) des élites dans l'arène politique.

c) District d'Ituri :

- Agoyo Honoré
- Dzubo Kalobi
- Lobho Iwa Djugu Djugu
- Bura Pulunyo
- Zamundu, etc.

d) District de la Tshopo :

- Bangala Basila
- Lombeya Bosongo
- Bosunga Mathieu
- Kasusula Djuma Lokali
- Mendela Kikola
- Kaloni, etc.

2. Membres du Bureau politique

Au niveau du bureau politique, pour l'ensemble de la province, les personnalités de la province orientale ci-après étaient membres :

- Bagbeni Adeito
- Bangala Basila
- Bombula Bo Mombe Enge
- Edindali
- Drabua Tanzi
- Idambituo Bakaato
- Kupa Madugala
- Mozagba ngbuka
- Lengema Dulia
- Mandrandele
- Singa Boyenge Mosambayi
- Nendaka Bika
- Zamundu Agenongha, etc.

3. Membres du comité central

Au niveau du comité central, l'ensemble de la province orientale était représenté par les personnalités ci-après :

Isia Amundala

- Bagbeni Adeito
- Lengema Dulia
- Etitimoto Ekanga Mengo
- Duga Kugbetoro
- Zamundu Agenongha
- Epee Gambwa
- Bombula Bo Mombe Enge
- Kupa Madugala
- Nendaka Bika
- Bambale Mazombele, etc.

II.3.3. De 1990 à 1997

Cette période coïncide avec le début de la première phase de la transition démocratique qui a démarré le 24 Avril 1990 et qui s'est arrêté le 17 Mai 1997, avec l'apogée de la rébellion menée par L.D.Kabila et son mouvement AFDL. Pendant cette période, plus ou moins vingt neuf ressortissants de la province orientale ont émergé politiquement jusqu'à briguer des mandats dans les plus hautes institutions politiques (gouvernements, parlement, etc.) du pays.

Dans le tableau ci-dessous, nous présentons nominalement ces élites politiques qui ont brigué le mandant au sein du gouvernement de la première phase de la transition.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau n° 24 : Elites politiques de la Province Orientale dans les gouvernements de la 1^{ère} phase de la transition (1990-1997)

N°	Noms	Fonctions
1	Agbiano	Ministre
2	Alino	Ministre
3	Atale	Ministre
4	Assey	Ministre
5	Epee Gambwa	Ministre
6	Bandobasue	Ministre
7	Birungu	Ministre
8	Bokongolia	Ministre
9	Bangala Basila	Ministre
10	Bosunga Mathieu	Ministre
11	Bura Pulunyo	Ministre
12	Bagbeni	Ministre important
13	Boughento	Vice-Ministre
14	Babudaa	Ministre
15	Idambituo Bakaoto	Ministre important
16	Irumu Agozia	Vice-Ministre
17	Kasusula Djuma Lokali	Ministre important
18	Koloni	Ministre
19	Lombeya Bosongo	Ministre
20	Lifaefi	Ministre
21	Lionga Akafomo	Vice-Ministre
22	Likulua Bolongo	1 ^{er} Ministre
23	Moduka Iyanza	Ministre
24	Mozagba Ngbuka	Ministre important
25	Mendela Kikola	Vice-Ministre
26	Mwinyi Hamza	Vice-Ministre
27	Pombolingi	Ministre
28	Potia Opone	Vice-Ministre
29	Ukelo Woking	Ministre
	Total	29

Source : Lubanza Mukendi, *Op Cit.*

De ce tableau, il se dégage qu'à la première phase de la transition démocratique (1990-1997), dans les différents gouvernements, les personnes ci-après avaient représenté la Province Orientale comme élites politiques : Agbiano (Ministre), Alino (Ministre), Atale (Ministre), Assey (ministre), Epee Gambwa (Ministre), Bandobasue (Vice-Ministre), Birungu (Ministre), Bokongolia (Ministre),

Bangala Basila (Ministre), Bosunga Mathieu (Ministre important), Bura Pulunyo (Ministre), Bagbeni (Ministre important), Boughento (Vice-Ministre), Babudaa (Ministre), Idambituo Bakaoto (Ministre important), Irumu Agozia (Vice-Ministre), Kasusula Djuma Lokali (Ministre important), Koloni (Ministre), Lombeya Bosongo (Ministre), Lifaefi (Ministre), Lionga Akafomo (Vice-Ministre), Likulia Bolongo (1^{er} Ministre), Moduka Iyanza (Ministre), Mozagba Ngbuka (Ministre important), Mendela Kikola (Vice-Ministre), Mwinyi Hamza (Vice-Ministre), Pombolingi (Ministre), Potia Opone (Vice-Ministre), Ukelo Woking (Ministre).

De tout ce qui précède, il convient de dire en conclusion de ce chapitre que l'élite politique de la Province Orientale tire les origines de sa construction dans les retombées (positifs) de l'opération dite « Effort de guerre » de 1940 à 1945 (qui a suscité de la part du colonisateur les sentiments de gratitude à l'égard d'une catégorie « d'indigènes » (participants) et de la création de l'Association des évolués de Stanleyville (AES) en octobre 1944. Cette dernière constitue les origines proches et le socle pour la formation d'une classe d'élite politique dans cette province, car c'est d'elle que sortira la première génération d'opérateurs politiques qui ont animé l'arène politique provincial et qui l'ont représenté au niveau national après l'accession du pays à l'indépendance.

En outre, la logique chronologique de cette étude nous amène à affirmer que cette élite politique a connu une évolution qui passe par trois périodes ayant chacune des caractéristiques particulières :

- la première période, celle qui va de 1960 à 1965 (la première République), voit l'émergence d'une élite politique issue de l'AES, divisée en deux grandes tendances : les « modérés » (proches du colonisateur) et les « nationalistes » (partisans de l'idéologie lumumbiste). L'affrontement entre les partisans de ces deux blocs idéologiques entraîna le massacre (en faveur du bloc nationaliste) de nombre de leaders lors de la rébellion de 1964 ;

- la seconde période, qui part de 1965 à 1990 (la deuxième République et le régime dictatorial du Président Mobutu), voit l'ascension d'une élite politique parrainée exclusivement par deux figures de proues de la première République surnommées « patriarches » (Victor Nendaka Bika et Lengema Dulia) qui réussirent à sectionner la province en deux grands pôles au profit du régime dictatorial du président Mobutu. Le premier bloc parrainé par V. Nendaka regroupe les districts du Bas-Uélé, du Haut-Uélé et de l'Ituri. Tandis que le second sous le label de M. Lengema, compte le district de la Tshopo qui inclue la ville de Kisangani (Chef lieu de province). Ici, c'est l'apogée du bloc modéré qui saisit l'opportunité (à travers la belle position qu'elle occupe dans le régime dictatorial) pour régler les comptes aux partisans du bloc « nationalistes » et mettre fin aux ardeurs qu'ils ont acquis sur l'ensemble de la province, grâce à la notoriété de P.E Lumumba et à la terreur semée par les « simbas mulelistes » lors de la rébellion de 1964 ;
- la troisième qui couvre la période allant 1990 à 1997 (la première phase de la transition), voit l'apparition d'une nouvelle génération d'acteurs politiques qui semble échapper au contrôle des « patriarches » et dont les intérêts semblent diverger avec ceux de l'ancienne classe, car c'est le discours de l'opposition à l'ancien régime qui suscite une grande audience. Mais, les aléas de la Conférence Nationale Souveraine (CNS) notamment : le phénomène « géopolitique », le phénomène « originaires proches » et « originaires lointains », etc. contribueront à divergence de vues et à la relance des conflits entre les leaders de différents districts.

Nous nous servirons de ces trois étapes d'évolution et de construction de l'élite politique de la province orientale pour analyser, dans le chapitre suivant, quelques principaux faits indicateurs de la lutte pour le leadership au sein de cette élite politique de 1960 à 1997.

CHAPITRE TROISIEME : ANALYSE DES PRINCIPAUX FAITS INDICATEURS DE LA LUTTE POUR LE LEDERSHIP POLITIQUE

L'histoire socio-politique de la RD. Congo nous renseigne que depuis plusieurs décennies, la province orientale a toujours été aussi bien la cible ou le point de chute que le point de déclenchement de nombre des faits qui ont positivement ou négativement marqué sa propre histoire en particulier ainsi que celle du pays en générale. C'est à juste titre que A. Maindo écrit que : « La province orientale est une agglomération assez importante dans l'histoire politique de la République Démocratique du Congo. Pour mieux comprendre les enjeux stratégiques qui se jouent au pays, par exemple lors des élections, il importe de connaître cet espace politique, sa structuration en terme d'acteurs et d'activités ⁽¹⁾.

Par ailleurs, il convient de souligner que la lutte pour le leadership politique apparaît depuis nombre d'années comme l'une des principales causes internes de la majeure partie d'événements dramatiques qu'a connu cette province depuis l'accession du pays à l'indépendance. Cette situation, comme on peut s'en rendre compte, a constitué un véritable frein de l'élan du développement, mieux du décollage de cette province.

Dans ce chapitre, nous allons analyser, à travers un chronogramme plus ou moins exhaustif, les principaux faits qui découlent de la lutte pour le leadership en misant sur la période coloniale et post-coloniale. Cela nous permettra de cerner les contours diachroniques et synchroniques de ce phénomène avant d'en dégager, dans le dernier chapitre, les enjeux et perspectives.

¹ A. Maindo, M.N, *Op.cit*, p 22.

Cependant, la période post-coloniale dans laquelle nous circonscrivons notre étude (1960-1997) sera stratifiée, pour bonne appréhension des différents faits, en deux sous-périodes : de 1960 à 1965, 1965 à 1990 et 1990 à 1997.

III.1. Période coloniale

La période coloniale peut être considérée comme le point de départ et/ou du déclenchement du phénomène de la lutte pour leadership au sein de l'élite politique de la Province Orientale, car elle renferme les principaux faits qui méritent d'être considérés comme les racines ou les premiers esquisses d'antagonisme entre les individus qui allaient constituer la future classe d'élites politiques après le départ du colonisateur. Parmi ces faits nous pouvons citer principalement: la lutte et scission au sein de l'Association des Evolués de Stanleyville (AES), la guéguerre entre évolués et embûches autour de l'ascension politique de P.E. Lumumba et le conflit entre les anciens élèves de l'Ecole Moyenne de Buta et ceux de Stanleyville.

III.1.1. Lutte et scission au sein de l'Association des Evolués de Stanleyville (AES)

L'Association des Evolués de Stanleyville est l'une de plus importantes associations socio-politiques de la Province Orientale, car c'est d'elle que naîtra la première classe et/ou catégorie d'élites politiques de cette province. Elle a été créée le 28 octobre 1944, après la brillante participation des populations congolaises de cette province à « l'effort de guerre ». Son fondement juridique fut tiré dans le régime des associations congolaises définies en 1944 par l'ordonnance du 11 février 1926 (n°14/contentieux) et celle du 25 août 1937 (n°92 AIMO) ⁽¹⁾. Cependant, l'utilisation du terme « Evolués » par le colonisateur, écrivent J. Omasombo et B.Verhaegen, correspondait à une conception à la fois inégalitaire et assimilationniste des rapports coloniaux et désignait parmi les colonisés, ceux qui étaient le plus rapprochés de la

¹ B.Verhaegen, *Op.cit*, p.1.

culture et mœurs du colonisateur. Certains coloniaux pour bien montrer la distance encore à parcourir par les colonisés, préféraient employer le terme « Evoluant » à la place d'évolué pour désigner la couche des Africains urbanisés et scolarisés (1)

En effet, au début de sa création, l'AES était composée, en majeure partie, des fonctionnaires et d'employés subalternes de l'administration coloniale. C'est cette catégorie sociale qui formera la classe d'élite politique après l'accession du pays à la souveraineté internationale, en 1960.

En dépit du caractère multi ethnique et multi provincial que l'on y trouvait dans la composition de ses membres, dès les premières années de sa création, cette association présentait déjà les esquisses d'une lutte pour le leadership, car la plupart de ses membres et surtout des différents présidents qui se succédaient à sa tête, étaient, non seulement les dirigeants de différents centres Extra Coutumiers, mais aussi les leaders de plusieurs autres associations à caractère ethnique, tribale, régional, etc. A ce titre, ils demeuraient encore attachés à leurs bases et avaient du mal à se départir des spectres de la solidarité mécanique dont faisaient montre ces associations tribales qui, comme Kayembe N'kokesha, « ranimaient les coutumes et les prestiges de leurs tribus en dehors du village et/ou dans les milieux urbains (...) (2). Le cas de P.E. Lumumba, le plus célèbre de tous les présidents qu'a connu cette association, comme l'écrit A. Maindo, est très éloquent. Lumumba, écrit ce dernier, « est très actif, homme à tout faire et aspirant au pouvoir (à l'avant scène), il cumule les fonctions : Président de l'association des anciens de Scheut et à la mutuelle de Batetela, Secrétaire-Trésorier, puis Président de l'Amical des Postiers Indigènes de la Province Orientale, Secrétaire de l'association du personnel de la colonie, du Comité Central des Associations de Stanleyville, du groupement culturel belgo-congolais,

¹ J.Omasombo et B.Verhaegen, *Patrice Lumumba: Jeunesse et Apprentissage Politique (1925-1956)*, Cahiers Africains, CEDAF, n° 33-34, L' Harmattan, Paris, 1998, p.200.

² S.Kayembe N'Kokesha, *Le défi de l'Ethno-Démocratie : Ethnies, Tribalisme Démocratie au Congo*, Ed. L'Observatoire, Kinshasa 2000, p.32.

Secrétaire, puis Président de l'Association des Evolués de Stanleyville (AES), etc. » (1).

Les indicateurs les plus patents de la lutte pour le leadership au sein de cette nouvelle élite politique réunie au sein de l'AES fut l'éviction injuste de P. Lumumba le 23 décembre 1955 (en tant que président) par ses pairs et surtout, la naissance de deux tendances (les **modérés** et les **nationalistes**) au sein de cette association. A. Maindo le souligne en ces termes: « P.E. Lumumba s'impose comme leader maximo et incontournable des évolués et comme interlocuteur privilégié des autorités coloniales locales. Mais son action est fort critiquée aussi bien par certains blancs que par ses pairs à l'intérieur de sa propre formation, l'AES. Il lui est notamment reproché d'abuser de son pouvoir en ignorant les autres membres du comité, de placer en avant plan ses ambitions personnelles au détriment des intérêts du groupe, de prendre des initiatives imprévisibles, (...). Ses pairs ne lui pardonnent pas son combat pour la laïcité (surtout des écoles). Cette organisation ne veut pas se mettre à dos, à cause de P. Lumumba, les milieux chrétiens et missionnaires, largement majoritaire et très influents non seulement à Stanleyville mais aussi sur l'ensemble de la province(2). Toutes ces protestations antipathiques contre Lumumba contribuèrent à la scission de l'AES en deux tendances (idéologiques) dont les « modérés » ou les « pro-belges » qui considèrent Lumumba, de par ses prises de position (surtout vis-à-vis des blancs) comme un danger et exigeaient son départ, et les « nationalistes » ou les « pro-lumumba » qui trouvaient en lui un courageux, un espoir pour l'indépendance et souhaitaient son maintien.

En réalité, la scission idéologique intervenue au sein de l'AES n'était que le fruit d'une manipulation orchestrée par le colonisateur qui, redoutant le nouvel élan que prenait cette tranche de la population « indigène », craignait qu'elle soit sérieusement instiguée

¹ A. Maindo, *Op cit*, p.30.

² *Idem*.

par P.E.Lumumba dont les ailes nationalistes tendaient vers une radicalisation. D'où, il devenait impérieux pour le colonisateur, d'appliquer la politique « de diviser afin de mieux régner » en remplaçant à la tête de cette association, P.E. Lumumba par un autre évolué du courant « modéré ».

De ce qui précède, il y a lieu de dire que l'AES a largement contribué à la formation d'une classe d'élites politiques dans la Province Orientale. Fonctionnant sous une impulsion idéologiquement manipulée par le colonisateur, en tant que socle, cette association portait déjà en elle, le germe de la lutte pour le leadership qui, dès le départ, a créé un clivage idéologique parmi les membres. C'est ainsi qu'on y trouvait, comme nous l'avons souligné précédemment, d'une part les « nationalistes » attachés à un Lumumba dont certains actes portaient déjà les stigmates du début d'un esprit révolutionnaire (en gestation) et de l'insoumission à l'ordre colonial, et d'autres part, les « modérés » proches des blancs. Par ailleurs, l'ascension politique de P.E. Lumumba, en dépit de cette atmosphère mérite également d'être analysé afin de mieux appréhender d'autres aspects historiques et fondamentaux de cette lutte. C'est ce que nous allons démontrer au point ci-dessous.

III.1.2. Guéguerre et embûches entre évolués autour de l'ascension politique de P.E. Lumumba

L'ascension de P.E. Lumumba dans le champ politique de la province orientale constitue une trajectoire historique importante par laquelle on peut appréhender les premières tentatives d'émiettement et de lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de cette province dès la veille même de l'indépendance.

En effet, « Lumumba commence son premier apprentissage politique à Stanleyville (dans la province orientale) où il arrive au second semestre de l'année 1944 (en pleine période de l'effort de

guerre) après un court passage à Kalima ⁽¹⁾. Ici, il veut récupérer son retard scolaire, il se fait inscrire à l'école des frères maristes de Stanleyville où il obtiendra son certificat d'études primaires complètes. Ce nouveau titre scolaire lui permit de connaître une mobilité sociale et de se faire remarquer par ses supérieurs qui lui confient la fonction de percepteur adjoint de poste à Yangambi à 80 km de Stanleyville. Après son passage en 1947, à l'école postale de Léopoldville, revenu à Stanleyville, il se consacre à d'intenses activités extra-professionnelles notamment, l'engagement dans de nombreuses associations, lectures, publications d'articles bien appréciés par les lecteurs dans les journaux indigènes (la croix du Congo, la voix du Congolais, etc.).

En 1954, après que l'autorité coloniale ait refusé plusieurs fois les années précédentes, lui accorde le statut social d'«immatriculé» ; c'est-à-dire qu'il pouvait accéder à certains privilèges non reconnus aux simples « indigènes » notamment, le droit de circuler la nuit, d'acheter des boissons alcoolisées, de bénéficier d'un régime pénitentiaire amélioré, d'accéder à des pavillons spéciaux dans les hôpitaux, etc.

Sur le plan purement politique, c'est dans l'AES que Lumumba affute ses premières armes politiques. Il s'impose de ce fait, non seulement comme le leader maximo et incontournable de tous les évolués dans l'arène politique de Stanleyville, mais aussi comme leur interlocuteur attiré auprès des autorités coloniales. Mais, en dépit de son charisme et de ses prouesses, l'administration coloniale ne digère guère complètement son émergence politique qu'elle considère comme une menace, mieux un élément détonateur de l'éveil de conscience dans les milieux des populations « indigènes », car comme le note J.C. Willame « (...) l'administration coloniale réalise dangereusement qu'il est un des seuls leaders congolais à être en contact avec une idéologie repoussoir pour le colonisateur belge : le panafricanisme, qui

¹ J. Omasombo et B. Verhaegen, *Op.cit.*, p.109, 110.

rime avec le communisme »⁽¹⁾. D'où, elle décide de mettre en application des stratégies susceptibles d'aider à l'arrêt de son élan politique (nationaliste) naissant et à travers lui, fragiliser toute la tranche d'« évolués » présentant les esquisses du sentiment nationaliste afin de les remplacer par la catégorie considérée comme étant « modérée ». C'est à juste titre que J. Omasombo et B. Verhaegen notent que : « les adversaires de Lumumba à Stanleyville tiennent leur revanche avec le concours de l'administration locale, qui voit d'un mauvais œil l'ascendant qu'il prend dans les associations d'évolués, et son dédain pour l'administration coloniale. Celle-ci fait surveiller Lumumba dès le début de 1956 : son courrier est ouvert ; les espions ne manquent pas dans son entourage pour noter ses déclarations et les rapporter aux autorités »⁽²⁾

Parmi les stratégies mises en exergue par l'administration coloniale pour diviser et affaiblir cette classe, nous pouvons citer :

- la manipulation des membres de l'AES (par les colonisateurs) pour occasionner l'éviction de P.E.Lumumba à la tête de cette association ;
- son arrestation le 06 juillet 1956 derrière l'alibi du détournement d'argent à la poste;
- la création en 1959 de l'Union Nationale Congolaise (UNACO), un parti pro-belge, dirigé par les notabilités de la province considérées comme les amis des blancs (Charles Badjoko, Sylvestre Bondekwe, Antoine Lopez, Assumani Senghie, etc.). Ces derniers avaient pour mission de stopper les ardeurs politiques de Lumumba et de faire le contrepoids de son parti le MNC/L dans la province orientale.

Ainsi, sous l'impulsion du colonisateur, on assiste au sein de cette nouvelle élite politique de la province orientale à la naissance d'un clivage et à une véritable lutte pour le leadership opposant les

¹ Jean claude Willam, *Patrice Lumumba. La crise congolaise revisitée*, Paris, Karthala, 1990, pp469-470.

² J.Omasombo et B.Verhaegen, *Patrice Lumumba : De la prison aux portes du pouvoir. Juillet 1956-février 1960*, Bruxelles, institut Africain/CEDAF, Paris, L'Harmattan, Cahiers africains, n°68-69-70, 2005, p.21.

élites modérées et/ou pro-belges contre celles dites nationalistes (Lumumbistes). J. Omasombo et B. Verhaegen, en analysant l'éviction de P.E.Lumumba à la tête de l'AES, notent à ce sujet que : « Lopez (le remplaçant de Lumumba) apparaît à ce moment comme le chef de file de la fraction « modérée » des évolués, c'est-à-dire celle qui entend conserver des bonnes relations avec l'autorité coloniale. Il est soutenu non seulement par Songolo et Tabalo (les grands opposants à Lumumba dans l'AES), mais également par Dubuka, Bondekwe, Alamazani et la grande majorité des membres. Lumumba peut compter sur l'appui de deux clercs de l'avocat Marres, Finant et Assumani, de J. Kasongo (adversaire personnel de J. Alamazani et des futurs cadres du MNC/L comme Abikwa et Lupaka). Ce clivage qui se produit, préfigure alors la lutte et l'opposition MNC/L-UNACO (et plus tard PNP) » (1). Cet état des choses perdure jusqu'à l'aube de l'indépendance en 1960 (2), au point que lors de l'éclatement de la rébellion muleliste de 1964, plusieurs cadres politiques membres de l'UNACO, du PNP ont été massacrés par les rebelles sous l'instigation de leurs pairs leaders du MNC/L. Ces derniers, accusaient les leaders pro-belges (UNACO,PNP...) de chercher à occasionner le retour de la colonisation belge, d'hypothéquer la souveraineté des Congolais indépendants face aux belges et aux Américains, de vendre le Congo aux enchères entre les mains des impérialistes, etc.

De ce qui précède, il y a lieu de dire que la guéguerre et les embûches qui ont entourées l'ascension politique de Lumumba dans le champ politique de la province orientale constituent l'une des étapes historique déterminante à travers laquelle, nous pouvons saisir les premiers enjeux (historiques) majeurs de la lutte pour le leadership dans cette province. Il en est de même du conflit entre les anciens élèves de l'école moyenne de Buta et ceux de l'école moyenne de Stanleyville. C'est ce que nous allons voir dans le point ci-dessous.

¹ J. Omasombo et B. Verhaegen, *Op cit*, p.233.

² P.E. Lumumba, *Le Congo terre d'avenir est-il menacé ?*, Bruxelles, 1961, p.17. (traduit de l'anglais par Frederock A. Praeger, Congo my country, Taylors Garnett Evans & Co. Ltd. London and Watford, 1962.)

III.1.3. . Conflit entre les anciens élèves de l'Ecole Moyenne de Buta et ceux de Stanleyville

Ce conflit apparaît comme la principale cause de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la Province Orientale durant cette période.

En effet, les anciens élèves de ces deux écoles (E.M. Buta créée en 1910 par les Frères Maristes et E.M. Kisangani créée en 1934) recrutés au sein de l'administration coloniale entretiendront entre eux un climat de haine et de conflit qui marquera négativement l'histoire de la gestion de l'espace politique de cette province après la décolonisation.

Parmi ces anciens élèves, on peut citer V. Nendaka, Manzikala, M. Lengema, Zamundu Agenonga, Mozagba Ngbuka, Bondekwe, Keleko, Lopez, etc. ces derniers constitueront non seulement la crème intellectuelle de la province mais aussi, la classe des administratifs et des politiciens pendant la période post-coloniale voire celle à cheval entre la colonisation et la décolonisation. C'est dans cette logique que le premier Président de l'Association des Evolués de Stanleyville (AES) Abanga Pokwa, originaire du district de Bas-Uélé, sortira de lot de cette première classe d'élites politiques. Cependant, fort de leurs nouveaux statuts sociaux et s'accrochant à l'idée des origines scolaires différentes qui en réalité soutenaient l'éclosion d'une solidarité des districts (Ituri et les deux Uélés contre la Tshopo), ils se livrèrent réciproquement des combats et coups bas qui ont largement fragilisé et découragé la plupart des mouvements et des actions pilotés par les originaires de cette province après l'accession du pays à l'indépendance. Mozagba Ngbuka ⁽¹⁾ nous a confié lors de nos enquêtes que : « l'implantation aux premières heures de la colonisation de l'E.M. de Buta a permis aux ressortissants des districts des Uélés et l'Ituri d'être plus nombreux à l'école, étant donné que la proximité en constituait un élément de motivation important. Ceux qui terminaient,

¹ Mozagba Ngbuka, interview du 31 janvier 2007 dans sa résidence à Binza/Ma Campagne – Kinshasa.

étaient directement recrutés dans l'administration publique à différents niveaux et faisaient preuve de compétences. Tandis que les ressortissants de la Tshopo étaient minoritaires dans l'administration, mais ils souffraient toujours d'un complexe de supériorité à cause de la présence du siège de l'administration dans leur contrée (Kisangani). Ceci les amenaient à qualifier les autres de « Bakuya kuya, Batoka poro » (1). De son côté, Lombeya Bosongo pense que : « le système éducatif colonial n'avait pas offert les mêmes chances aux ressortissants des différents districts. Les jeunes des Uélés partaient (lors du recrutement au sein de l'administration) favoris n'ont pas à cause de leur compétence, mais suite à leur surnombre. Mais il faut dire qu'ils étaient toujours complexés par rapport à leurs collègues de Kisangani, car la plupart arrivaient en ville pour la première fois » (2).

Comme on peut bien s'en rendre compte, ce bras de fer entre ces deux groupes d'élèves, est l'une de première manifestation importante de la lutte pour le leadership. Il en est de même de l'insuccès du MNC/Nendaka dans la Province Orientale. C'est ce que nous allons démontrer au point suivant.

III.2. Période post-coloniale

Cette période reste la plus riche, mieux la plus fatale dans la recrudescence des cas des conflits dus à la lutte pour le leadership. Cependant, comme nous l'avons souligné précédemment, pour une meilleure perméabilité de cette partie de notre étude, nous la sectionnons en deux sous périodes : De 1960 à 1965 et de 1966 à 1997.

¹ Expression en swahili qui signifie : les venants ou arrivistes, campagnards, villageois ou ressortissants de la brousse, etc.

² E. Lombeya Bosongo Likundelio, interview du 31 janvier 2007 dans son bureau du Sénat/Palais du Peuple/Kinshasa.

III.2.1. De 1960 à 1965

Cette période coïncide avec le début et la fin de la première république. Elle voit naître une classe d'élite politique immature et qui se cherche dans le tas pour s'affirmer dans la gestion du pays (province) après le départ du colonisateur Belge. Durant cette période, les principaux faits ci-après liés à la lutte pour le leadership ont marqué l'arène politique de la province orientale : l'insuccès du MNC/Nendaka, conflits et guéguerre au sein du MNC/Lumumba, l'assassinat des parlementaires dissidents du MNC/L, la rébellion muleliste et les atrocités des élites politiques du courant « nationaliste » contre celles du courant « modéré », ainsi que la vengeance des « modérés »

III.2.1.1 L'insuccès du MNC/Nendaka

A la Table Ronde de Bruxelles en 1960, V. Nendaka s'étend brouiller avec son chef de fil P.E. Lumumba, se désolidarisa de ce dernier et créa une aile dissidence du MNC (Nendaka) qui n'a pas fait long feu et qui a échoué aux élections de 1960 parce que sérieusement combattu par d'autres leaders de la Province Orientale, anciens élèves de l'Ecole Moyenne de Stanleyville. Aussi, par le fait que le MNC/Lumumba s'étant enraciner dans cette province où Lumumba s'était créé une forte base (surtout dans la Tshopo) à cause des affinités tribales « Anamongo » qui englobait les ethnies Topoke, Lokele, Bambole, Bangando, Bakusu, Batetela, les Mongo, etc. vivant dans la Province Orientale en général et à Kisangani en particulier. Pour Mozagba Nguka, « cet échec du MNC Nendaka a constitué une fausse note, après la colonisation, pour l'unité de l'élite politique de la Province Orientale. Ainsi ajoute-t-il, la majorité des élites ressortissants des Uélés et de l'Ituri ont conclu que : le malheur de la Province Orientale, c'est d'avoir son chef-lieu à Kisangani » (1).

¹ Mozagba Nguka, *Op cit.*

III.2.1.2. Conflits et guéguerre au sein du MNL/Lumumba

Les conflits et la guéguerre furent inévitables et visibles à la fin de l'année 1960 au sein de ce parti qui faisait presque l'unanimité au sein de l'élite politique de la Province Orientale. On y trouvait deux grands blocs dont : « les campagnards » composés des élus ressortissants de deux districts des Uélés et de l'Ituri, et les citadins, les élus ressortissants du district du Haut-Congo (Tshopo). Ces derniers détenaient tous les postes de commande au niveau provincial et cherchaient à imposer leurs visions de chose. Tandis que les autres s'appuyaient sur le principe de la majorité démocratique pour la prise de décision dans les assemblées.

Ainsi, l'antagonisme entre les deux blocs devint très manifestes lorsqu'il fallait élire les représentants du parti au niveau de deux institutions provinciales (gouvernorat et assemblée provinciale). Samba Kaputo note que : « la question fut portée à l'ordre du jour de la session d'avril 1961. Au cours de cette session, Babadet fut définitivement écarté du poste du Président de l'Assemblée au profit de Kelekho qui fut confirmé dans ses fonctions. Un problème surgit à propos de la succession de Jean-Pierre Finant. Les députés de l'intérieur et/ou campagnards (Ituri et Uélés) proposaient la confirmation de Manzikala au poste du Président provincial, tandis que ceux du Haut-Congo (Tshopo) souhaitaient voir A. Eleo (un kusu du Maniema) garder ce poste. Cette proposition provoqua des tôlees et une rupture au sein du parti ⁽¹⁾. Les députés de l'Ituri et des Uélés s'en sortirent victorieux, car le 10 avril 1961, Manzikala fut élu Président provincial du MNC/L. Mais, les députés du Haut-Congo (de la Tshopo) refusèrent d'être dirigés par Manzikala qu'ils estiment être étranger (d'origine ougandaise). Comme le souligne Mokonda Bonza, c'est la réforme de 1962 qui est venu apaiser la tension, car cette dernière est venue mettre en place les provincettes, qui ont constitué un motif de soulagement total pour les élites politiques des Uélés et de l'Ituri qui

¹ Samba Kaputo, *Phénomène d'ethnicité et conflits ethno-politiques en Afrique noire post-coloniale*, PUZ, Kinshasa, 1982, p.369.

souhaitaient se débarrasser de leurs collègues de la Tshopo.⁽¹⁾ Mais en réalité, considérer la mise en place des provincettes comme une bouffée d'oxygène, ne serait qu'une illusion d'apaisement du climat de lutte qui prévalait au sein de cette élite politique après l'indépendance. Car, peu avant, d'autres événements macabres notamment le massacre des parlementaires et ministres dissidents du MNC/L l'a prouvé.

III.2.1.3. Assassinat des parlementaires dissidents du MNC/L

Peu après l'installation du 1^{er} gouvernement du Congo indépendant, onze parlementaires et un Ministre du MNC/L expriment leurs ras le bol et leurs désaveux contre leur chef de file le Premier Ministre P.E. Lumumba qu'ils jugent irrationnel dans sa façon de distribuer les postes (quotas du MNC/L) ministériels au niveau du gouvernement central. Presque tous ressortissants du district de la Tshopo et ayant contribué largement au succès du MNC/L dans la Province Orientale, ceux-ci souhaitent voir un des leurs occuper la fonction de Ministre de l'Intérieur en lieu et place de Christophe Gbenye (un ressortissant du district de Bas-Uélé) dont ils redoutaient le degré de dévouement et d'engagement au combat nationaliste.

En effet, ce désaveu coïncide avec la phase culminant de l'instabilité du gouvernement de P.E. Lumumba. Ce dernier sera démis de ses fonctions de Premier Ministre le 5 septembre 1960 par le Président J. Kasavubu sur fond d'un discours méprisant et d'une procédure juridique jugée illégale.

N'ayant pas réussi lui-même à s'échapper au contrôle des Forces Publiques dirigées par le Colonel J.D. Mobutu pour gagner sa bastion principale de Stanleyville (Kisangani), le Premier Ministre doit se complaire de voir l'un de ses « lieutenants » (celui là même qui était son vice dans l'équipe gouvernementale), A. Gizenga arriver à Kisangani le 14 octobre 1960. Sans attendre, ce dernier proclamera

¹ Mokonda Bonza, interview du 23 Février 2007.

l'indépendance ou l'autonomie de la République de l'Est (qui englobait le Kivu et la Province Orientale, avec Kisangani comme capitale) et y installera un gouvernement, qui visiblement, se donnera comme mission principale la traque des anti-lumumbistes (modérés) ainsi d'autres bévues (viols, pillages, etc.). E. Boissonnade, écrit à juste titre que : « Dans une ambiance floklorique, une caricature de gouvernement est installée par A. Gizenga à Stanleyville. Il traite avec les grandes puissances, trafique sur l'ivoire, le café, l'or et assassine ceux qui tentent de s'opposer aux anarchiques décisions de ministres parfaitement incompetents. Peu après, la province sera à feu et à sang (1)

« Ce sont ces bévues, nous confie Zamundu Agenonga, qui suscitent la colère et précipitent le voyage de ces douze dissidents du MNC. Ce groupe était décidé de venir affronter au débat A. Gizenga et d'autres lumumbistes qui semaient la panique et la désolation à Stanleyville. Alors qu'ils étaient, à la veille de leur voyage à Léopoldville, en réunion des stratégies qu'ils devaient utiliser une fois à Kisangani, un espion qui avait réussi à s'y infiltrer (traverse à Brazzaville), averti A. Gizenga par le truchement du Consulat de la République du Ghana à Kisangani. Et, dès leur descente de l'avion, le 17 octobre 1960 à l'aérodrome de Kisangani, ils ont été arrêtés sur ordre de A. Gizenga (alors Président auto proclamé de la République de l'Est) et C. Gbenye, puis acheminés à la prison d'Osio où ils étaient atrocement assassinés » (2). Parmi les victimes, on relevait les noms de Songolo (ministre de la communication du gouvernement Lumumba et l'un des principaux dirigeants du MNC/L dans la province orientale), les parlementaires Fele, Baelongandi, Othita, Afuluta, Azanga, Mandiongwe, Fataki, Afuluta, etc.

Lombeya Bosongo, précise que : « le chef de fil de ce groupe, Songolo (Ministre de communication du gouvernement Lumumba) a eu les deux yeux crevés à l'aérodrome de Kisangani (...). Ce massacre a

¹ Euloge Boissonnade, *Le mal Zaïrois*, Hermé, Paris, 1990, p.167.

² Zamundu Agenonga, Interview du 9 février 2007 à sa résidence de Binza-Pigeon à Kinshasa.

constitué un véritable règlement de compte contre les élites politiques de district de la Tshopo (...) et le vide se fait sentir jusqu'à ces jours » (1).

Pour C. Gbenye, la colère de cette équipe des parlementaires et Ministres de la Tshopo n'était qu'une conséquence logique de la réticence que gardent toujours les élites politiques de la Tshopo contre leurs frères des Uélés depuis l'époque coloniale (...). Elles tiennent toujours à leur principe : le quota politique de la Province Orientale, c'est la Tshopo ou rien. Quant à leur mort, en dépit du fait que j'étais absent, je sais qu'ils ont été victimes du climat de tension qui prévalait à Stanleyville (Kisangani) entre les nationalistes et les modérés » (2).

Ce climat de tension a atteint son paroxysme, et comme on le verra dans le point ci-dessous, lors de la rébellion de 1964, cette province a été dépouillée de plusieurs de ces élites.

III.2.1.4. Rébellion muleliste et atrocités des « nationalistes » contre le bloc « modéré ».

La rébellion muleliste de 1964 reste aujourd'hui l'un des événements gravés dans les annales de l'histoire politique de la province orientale à cause du nombre important des victimes qu'elle a faite parmi les populations civiles en générale et les élites politiques et intellectuelles en particulier. Cette rébellion s'avère être également, de part la ferveur particulière de son déroulement dans cette partie du pays, ses manifestations dramatiques et surtout ses lourdes conséquences dues à la guéguerre et/ou aux règlements de comptes des opérateurs politiques dits « nationalistes » contre les « modérés », l'un des indicateurs historiques importants de la lutte pour le leadership dans le chef de l'élite politique de cette province.

¹ E. Lombeya, *Op cit.*

² C. Gbenye, Interview du 19 janvier 2007 à sa résidence de Binza-Pigeon /Kinshasa.

En effet, considérée comme le principal bastion du « Lumumbisme » et plus loin du « Nationalisme Congolais », la province orientale a vécu de façon « sui generis », à travers nombre des leaders Lumumbistes qu'elle regorgeait après l'indépendance, la rébellion Muleliste de 1964. Cette dernière, écrit B. Verhaegen, avait comme leitmotif : « conquérir tout le Congo, renverser le régime au pouvoir à Kinshasa, sauver la nation Congolaise aux mains des impérialistes, faire une révolution contre la politique du gouvernement central, libérer le pays des PNP qui l'ont vendu aux étrangers et qui refusent l'indépendance, chasser tous ceux qui ont bénéficié de l'argent de Kasavubu, des belges et des impérialistes Américains, installer un gouvernement populaire et/ou un régime du peuple, pour le peuple et par le peuple, etc. Certains rebelles ajoutaient même qu'ils iraient en Amérique et en Belgique pour tuer tous ceux qui aidaient les PNP et tuer les assassins de Lumumba (...) » (1). Seul l'objectif lié à la conquête du territoire national, ajoute Verhaegen, fut partiellement atteint, car en « fin septembre 1964, la moitié du Congo et sept capitales provinciales sur vingt et un, étaient contrôlées par les forces rebelles dénommées Armée Populaire de Libération » (2)

Partant de ces objectifs qui étaient véhiculés (par rumeur) sur l'ensemble du territoire national, en juillet 1964, alors que les villes de Kalemie, Kabalo, Kongolo, Kasongo et Kindu étaient tombées entre les mains des combattants « Simba »⁽³⁾ dirigés par Soumialot, la ville de Stanleyville se trouve sous tension. Ici, les leaders politiques Lumumbistes disent trouver une opportunité pour exterminer, mieux régler les comptes à leurs adversaires politiques (les modérés) jugés « anti-nationalistes ».

« C. Gbenye qui s'était déjà auto-proclamé, depuis le 05 Septembre 1964, président de la République populaire du Congo,

¹ B. Verhaegen, *Rébellion au Congo -Maniema*, Tome II, CRISP, Bruxelles, 1966, p.371, 372.

² J. Venderlinden et alii, *Du Congo au Zaïre : 1960-1980. Essai de bilan*, CRISP, Bruxelles, 1985, p.126.

³ Simba : Dénomination des rebelles mulelistes qui signifie « Lions » en dialecte swahili. Cette appellation représente le caractère invincible et féroce, la force, la bravoure et le pouvoir magique que possédaient ces rebelles.

partageait en fait le pouvoir avec G. Olenga, général et commandant en chef de l'armée rebelle dont le courage et l'ascendance personnel sur les « Simba » étaient indiscutables, et G. Soumialot qui portait le titre de Ministre la Défense nationale, qui bénéficiait du prestige d'avoir été le premier à s'engager à l'Est et d'avoir les forces révolutionnaires d'Uvira jusqu'à Stanleyville »⁽¹⁾. Ainsi, la pénétration des rebelles dans l'étendue de la Province Orientale en général et dans la ville de Kisangani en particulier, inaugure une vaste opération des tueries et/ou de règlements des comptes non seulement entre les élites politiques, mais aussi entre les populations civiles, partisans des différents mouvements politiques installés dans cette province. Cependant, il apparaissait claire que l'avantage sur le terrain fut sans doute du côté des Lumumbistes qui réussirent, grâce à leurs affinités avec la rébellion, à négocier des multiples assassinats de leaders politiques non Lumumbistes auprès du « tribunal » rebelle.

Parmi les leaders tués, nous pouvons citer : Matabo Leopold (Premier bourgmestre Noire dans la ville de Kisangani et membre influent du PNP ⁽²⁾), Bernard Salumu, Kiditcho, Matabalo, Bondekwe Sylver, Kasusula Joseph, Tumilali, Mabe Sabiti, Balepe Anis, Boleba, etc. Ces tueries à grande échelle furent horriblement perpétrées sur toute l'étendue de la province. Alfred Cahen écrit à ce sujet que : « la province orientale fut le bastion des massacres et des événements horribles en 1964(...) » ⁽³⁾. Dans le même registre, F. Mokonda Bonza nous confie que : « la reprise du pouvoir à l'Est par la rébellion muleliste a été une occasion pour les Lumumbistes de pourchasser les modérés (proches des blancs) et les tuer tous dans la province orientale. A cette époque, ajoute t-il, le conflit était ouvert entre les « Nationalistes » et les « modérés » ⁽⁴⁾.

¹ J. Venderlinden, *op.cit.*, p.372.

² Parti National du Progrès. Ce parti très proche du Colonisateur regroupait les partisans de l'indépendance progressistes opposés à l'idéologie Nationaliste telle que prônée par P.E.Lumumba. Le métaphore Lingala que l'on utilisait comme pour jeter de l'opprobre sur ses membres, c'est : « Pene pene na mindele ». ; que l'on peut traduire de façon littéraire par « les compradores, traîtres de la cause nationale, alliées et/ou les amis des blancs ».

³ Alfred Cahen, *Dans Stanleyville*, Ducoulot, Paris, 1993, p.1.

⁴ F.Mokonda Bonza, Interview, *Op.cit.*

Cependant, vers la fin des années 1964, lors de la reconquête de la ville de Kisangani par l'ANC ⁽¹⁾, appuyée par les mercenaires occidentaux et les parachutistes belges, les anti-Lumumbistes reviennent à la charge sous la direction de Victor Nendaka. Ce dernier a joué un mauvais rôle qui a visiblement colmater davantage le feu et réveiller le démon de la division. Vexé par défaite fulgurante aux élections de Mai 1960 face aux candidats du MNC/L, il profitât de son influence dans les milieux de la Sûreté Nationale pour monter un front contre les Lumumbistes et les traquer. Manifestement, son but était d'affaiblir et/ou de phagocyter les « Nationalistes », surtout ceux du district de la Tshopo afin d'exercer, sans concurrence aucune, le leadership sur l'ensemble de la province. Son arme favorite, c'est la délation qui avait pour principal bastion le territoire d'Isangi où il recrute la majorité de ses hommes de main. Jacques Baya, l'un de ses acolytes, affirme que: « Alors que Nendaka était administrateur à la direction de la sécurité nationale, beaucoup d'assassinats des intellectuels de la Tshopo, étaient mis en sa charge lors de la reprise de la ville de Kisangani par les forces gouvernementales à la fin de l'année 1964. Il s'agit, par exemple, des administrateurs provinciaux, des bourgmestres, des agronomes et d'autres administratifs membres du MNC/L notamment, Matabalo, Balepe Gabriel, Anis, Jean, Bondekwe, Sylver Kasusula Joseph, Tumilali, Sabiti etc. Nendaka, aurait poussé, poursuit-il, sa colère très loin jusqu'à proposer qu'on « brûle la ville de Kisangani pour en faire une grande plantation de café » ⁽²⁾, et à la même période, il fait assassiné Radjabu, Bushiri, Mungaza, Sefu, etc. Il fait tuer également certains originaires du Bas-Uélé (son district d'origine) qui n'étaient pas de son obédience, tels que Zambite Bonaventure. Il fait séquestrer pendant trois jours au terrain de football de l'athénée de Kisangani, tous les hommes habitants les communes de la Tshopo et de Mangobo (considérés comme les communes révolutionnaires ayant servi de base

¹ Armée Nationale Congolaise : Ancienne appellation de l'armée de la République Démocratique du Congo.

² Cette philosophie métaphorique est restée très présente jusqu'à ces jours dans le langage des habitants de Kisangani au point qu'elle constitue une anecdote dans le langage courant qui traduit la méchanceté.

arrière et de recrutement des combattants aux Lumumbistes), âgés de 13 ans (sans eaux et sans nourritures), etc. » (1).

Parlant toujours de la vengeance et des atrocités commises par les élites politiques anti-Lumumbistes, la série Congo 1965 écrit que : « V.Nendaka, chef de la sécurité du Congo et à ce titre, un des personnages clés de la politique Congolaise depuis septembre 1960 avait quitté ce poste pour se présenter comme candidat sur liste Conaco aux élections législatives dans l'Uele, sa province d'origine. Choisi par le chef de l'Etat, en juillet (1965), comme successeur de G.Munongo, à l'intérieur, contre le désir personnel du premier Ministre, V.Nendaka joua dès lors un rôle très négatif pour M.Tshombe, à Léopoldville, envers la Conaco, mais également sur le terrain, en province, spécialement là où la rébellion avait fortement marqué la situation » (2)

Comme on peut bien s'en rendre compte, la rébellion muleliste constitue l'un des moments cruciaux pendant lequel on peut bien cerner les enjeux mieux le fondement historique de la lutte pour le leadership sévit au sein de l'élite politique de la province orientale. Ainsi, on n'assiste durant cette période à une élite politique divisée en deux blocs (les « Nationalistes »-Lumumbistes et les Modérées) qui s'affrontent autour d'un certain nombre des capitaux, notamment le capital économique (les privilèges matériels gagnés par les uns convoités par les autres), le capital symbolique (les divergences idéologiques), etc. Par ailleurs, si le bloc « Nationalistes » a pris l'avantage dans les tueries macabres, nous l'avons dit, lors de la rébellion proprement dite, le bloc Modéré fera autant en se livrant à une vengeance lors de la reprise de la ville de Kisangani. C'est ce que nous allons expliciter dans le point ci-dessous.

¹ Jacques Bayaa Mukoko, Interview accordée à Madangi, *Op. cit.*

² CRISP/INEP, Congo 1965, Co édition CRISP/ INEP, Bruxelles 1/Kinshasa, p.34.

III.2.1.5. La vengeance du bloc « modéré »

Comme nous l'avons souligné précédemment, c'est le 24 Novembre 1964 que la province orientale en général et la ville de Kisangani en particulier, fut libérée (officiellement) du joug de la rébellion muleliste grâce à une opération militaire de grande envergure menée par l'armée Nationale Congolaise (ANC), les mercenaires (occidentaux) et les parachutistes belges ⁽¹⁾. Mais, en dépit de cette libération, la période qui court entre la fin de la rébellion et la prise du pouvoir par les forces régulières dirigées par le général Mobutu, est demeurée très tragique à cause de la recrudescence des événements macabres (tueries et autres scènes de représailles) ayant trait à la lutte pour le leadership. Cette dernière oppose d'un côté les élites politiques anti-Lumumbistes (les modérés) qui, se trouvant en position de force, cherchent à en finir avec leurs adversaires Lumumbistes et asseoir leur hégémonie dans la province, et de l'autre, les élites (d'autres partisans y compris) Lumumbistes (Nationalistes) qui tentent, sans succès, de se maintenir et de s'assurer une survie politique après l'échec de la rébellion. La série Congo 1965 note à ce sujet qu' : « après une première vague de répression contre les habitants accusés de complicité avec la rébellion, Stanleyville, capitale de la République Populaire du Congo, de septembre à fin novembre 1964, fut confiée au comité d'état d'urgence relevant du colonel Mulamba, chargé de problèmes de l'ordre public avec la cinquième brigade (...) » ⁽²⁾

En effet, à Stanleyville, presque une année la rébellion, sur le plan sécuritaire, en dépit du fait que la vie reprend peu à peu, la ville demeure fortement militarisée et l'insécurité reste grandissante, car G. Soumialot et ses « simbas » occupent encore l'hinterland de la ville. A la rive droite, ils sont dans un rayon de 5 à 6 km et à la rive gauche, ils contrôlent un rayon de 10 km. La plupart des habitants ont trouvé refuge en brousse pour échapper aux combats qui sont déclanchés sporadiquement ; d'autres, ont été emmenés comme

¹ J.Venderlinden, *op.cit*, p.126.

² CRISP/INEP, Congo 1965, *Op.cit*, p.63.

otages par les « simbas » qui fuyaient l'attaque de la coalition de l'ANC, et nombreux encore sont partis parce qu'ils étaient sympathisants mulelistes. Ici et là, à travers la ville, les habitations sont vides, sauf certains courageux qui reviennent aux prix de mille difficultés, car ils courent sans doute, le risque d'être abattus, une fois repérés par les « simbas ».

Sur le plan politique, « la chasse aux sorcières », mieux les massacres des leaders Lumumbistes (Nationalistes) sous la bénédiction des « modérés » demeure la principale activité qui anime toute l'arène politique provinciale. A cette occasion, plusieurs périples sont organisés sur la ville Stanleville par les leaders politiques de la province orientale vivant à Léopoldville et qui consolidaient déjà leurs positions au sein du « groupe de Binza »⁽¹⁾, encore au stade embryonnaire. Ces derniers avaient comme principaux objectifs : organiser les traques des leaders nationalistes jusque dans leurs derniers retranchements, et faire la contre propagande sur toute l'étendue de la province, de l'idéologie « nationaliste » telle que prônée par Lumumba.

Ces objectifs devaient être atteints grâce à l'utilisation de certains jeunes (ex rebelles) désœuvrés, comme informateurs et « bourreaux » mieux tueurs des Nationalistes. Lors des enquêtes à kisangani, Emille Gelige, un des dirigeants de la jeunesse rebelles muleliste en 1964, nous a confié que : « tous les informateurs étaient soit des anciens rebelles, soit leurs proches collaborateurs. Les « modérés » ou anti-lumumbistes venant de Léopoldville, souvent sous la direction de V. Nendaka, nous réunissaient devant la place de la poste et nous remettaient de l'argent ainsi que certains cadeaux (vêtements, sels, nourritures, etc.) en nous confiant une mission. Cette dernière consistait à identifier les adeptes du lumumbiste en général et les leaders politiques en particulier (...). Nous devrions les chercher

¹ Le « groupe de Binza » est un groupe de quelques élites compradores (Mobutu, Nendaka, Ndele, Kandolo, etc.) qui ont joué un rôle politique sans précédent dans la déstabilisation des nationalistes. Ils habitaient tous à Binza et occupaient de hautes fonctions au sein de l'administration et de l'Armée. C'est le groupe pivot pour la consolidation du pouvoir de la deuxième République.

partout dans la ville voire dans d'autres localités de la province (Bunia, Buta, Banalia, etc.) où ils se cachaient. Une fois attrapés, nous les amenions pour le jugement au près de nos maîtres, mais en cas de résistance, on les éliminait sur place. Nous avons vu mourir plusieurs leaders Lumumbistes, leurs membres de famille ainsi que plusieurs innocents. Les leaders ressortissants de la Tshopo étaient particulièrement visés à cause du soutien qu'ils avaient accordé à P.E.Lumumba. Nous reconnaissons les anciens combattants mulelistes souvent par les tatouages « d'invincibilité » aux balles qu'ils portaient soit au dos, au front, au pied, soit à la poitrine (...) » (1).

Le Gouverneur du Haut-Congo après la rébellion, J.Alamazani, aborde dans le même ordre d'idées et dénonce également cette manipulation de la Province Orientale par les leaders anti-lumumbistes en ces termes : « le plus grand problème c'est celui des jeunes. Avec les divers régimes qui se sont succédés depuis 1959, les garçons et les filles ont été soustraits de l'autorité paternelle et vivaient dans un esprit d'indépendance anarchique. Certains ont tué, volé, violé, font la loi dans les rues et participent à des combats. Ils ne sont plus récupérables pour la société. Tous ont vécu des mois délirants en 1964 et, depuis lors, les établissements scolaires n'ont fonctionné que d'une manière sporadique et tout à fait insatisfaisante. Si maintenant, les écoles ne sont pas ouvertes et pourvues des professeurs, ils continueront leur vie de vagabond et ne recevront aucune instruction. Ils restent des « Simbas » en rupture provisoire avec la rébellion. (2).

Pendant ce temps, les réactions des leaders lumumbistes, se font attendre à peine et au loin, car ils sont dispersés (la plupart en exil) après leurs traques. C'est ainsi qu'en réagissant à l'avènement de la prise du pouvoir par le haut Commandement militaire, le 24 novembre 1965, C. Gbenye, dans son exil, déclare un jour après : « le coup d'Etat militaire vient de balayer les marionnettes qui dansaient à Léopoldville au son de la musique impérialiste. Tout en se félicitant du

¹ Emile Gelige, Interview accordée à sa résidence, Kisangani (quartier Mingazi, 210, c. Mangobo), le 02 août 2006.

² CRISP/UNIP, Congo 1965, *Op cit.*, p.58.

succès de la révolution armée dans la capitale congolaise, les combattants congolais sont décidés à poursuivre la libération du Congo. Pour nous, révolutionnaires et nationalistes, Mobutu est aussi responsable que Kasavubu et Tshombe du malheur du peuple congolais. Celui-ci ne peut avoir confiance en lui. Mobutu ne pourra jamais avoir la prétention de sauver le pays et d'assurer la sécurité des biens et des personnes » (1).

De tout ce qui précède, il y a lieu de faire remarquer que, la fin de la rébellion muleliste de 1964 dans la Province Orientale, n'a pas déclenché une dynamique de paix, d'attente et de cohésion au sein de l'élite politique qui est restée très divisée. Cette période se distingue, par contre, par la résurgence de cas des violences (tueries, emprisonnements, etc.) ayant trait à la lutte pour le leadership entre les élites qui s'opposent à cause du capital culturel qu'est l'idéologie (Nationaliste et impérialiste). Cette situation a prêté le flan au régime du Président Mobutu qui, dès son installation en novembre 1965, saisira l'opportunité pour morceler davantage cette élite politique et la placer, par stratagèmes, sous la direction de deux grands « patriarches » (M.Lengema et V.Nendaka) qui devaient bénir et/ou parrainer toute ascension politique au niveau de la province. C'est ce que nous allons démontrer maintenant.

III.2.2. De 1965 à 1997

Cette période coïncide avec le début, l'apogée, le déclin de la deuxième République et de la première phase de la transition démocratique déclenchée le 24 Avril 1990. C'est le règne du président Mobutu qui sera évincé du pouvoir le 17 mai 1997 par Laurent Désiré Kabila et l'Alliance des forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL). Parmi les faits majeurs qui constituent les manifestations probantes et patentes de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la province orientale durant cette période, nous pouvons citer : phénomène « patriarches », la revendication de

¹ CRISP/UNEP, Congo 1960, *Op cit*, p.458.

l'autonomie par les élites politiques de l'Ituri, de la géopolitique à la naissance du phénomène « originaires proches, originaires lointains », les conflits Bulu Bobina ⁽¹⁾ et Urwodi ⁽²⁾, Yagi Sitolo ⁽³⁾ et Wale Lufungola ⁽⁴⁾, divergences de vue au sein du Club Okapi ⁽⁵⁾

III.2.2.1. Phénomène « patriarches » pour la cooptation et l'ascension des élites politiques

L'histoire politique de la Province Orientale sous la deuxième République et sous la première phase de la transition semble être largement dominée par le phénomène « patriarches » qui a alimenté nombre de conflits en scindant l'élite politique à deux principaux courants : le premier regroupant les élites ressortissants de deux districts des Uélés et de l'Ituri chapeauté par V. Nendaka et le second regroupant celles ressortissants du district de la Tshopo sous le label de M. Lengema.

En effet, l'héritage de la politique coloniale axée sur le principe de « diviser pour régner » a été le principal appât utilisé par le père fondateur du MPR Parti-Etat, Mobutu, et d'autres principaux dirigeants pour manipuler cette classe politique de la Province Orientale. Pour gagner la confiance du chef, chacun de deux courants devrait se livrer à toute sorte de manœuvres, notamment les fausses accusations et/ou les dénonciations calomnieuses, le clientélisme, l'autodestruction, etc.

Le groupe du Bas-Uélé dirigé par V. Nendaka semble bénéficier de plusieurs avantages à cause de son rapprochement culturel avec l'ethnie du Président Mobutu, ngbandi.

¹ Maire de la ville de Kisangani entre les années 1990 et 1994, originaire de district de la Tshopo et membre influent de l'association ethnique Topoke « Isonga Songa » et du Club (Tshopo) réunissant les originaires de ce district.

² Président du Comité urbain de la ville de Kisangani, originaire du district de l'Ituri

³ Premier Gouverneur élu par acclamation au stade Lumumba après la prise de la ville de Kisangani par les troupes de l'AFDL, originaire du district de Bas-Uélé.

⁴ Premier Président provincial de l'AFDL, originaire du district de la TShopo.

⁵ Club regroupant tous les ressortissants de la Province Orientale à Kinshasa et sur l'ensemble du pays.

Ainsi, certaines personnalités de ce groupe perpétuèrent leur présence au sein des différents gouvernements et se présentèrent comme des inamovibles. Tel est le cas de Mozagba Ngbuka, Bagbeni, Ramazani Baya, Mokanda Bonza, les Généraux Malila, Singa Boyenge, Babia, Monzili, etc.

Pour Bongeli, « la présence massive des originaires du district de Bas-Uélé dans les institutions de la deuxième république serait dû au fait qu'il existe des liens tribaux entre le pouvoir de Mobutu, ngbandi, les bua, les benge et zandé. Une sorte de la réplique des rapports qui ont existé entre la Tshopo et Lumumba dans le cadre de l'enracinement du MNC/L dans la Tshopo et à Stanleyville » (1). Le courant de la Tshopo représenté par Lengema trouvera quant à lui, son salut en 1970 lorsque V. Nendaka et J.M Bomboko seront accusé de l'affaire « des grottes » et seront envoyés à la prison d'Ekafela à l'Equateur, pour être ensuite relégués à Buta. C'est alors que le Président Mobutu, toujours dans la logique de diviser pour mieux régner, fera monter Lengema. A la suite de ce dernier, beaucoup d'autres politiciens de la Tshopo connaîtront une ascension politique. On peut citer parmi eux : Lombeya Bosongo, le Général Likulia, Akafomo, Bangala, Mathieu Bosunga, Bongeli Okulu Olikolo, etc.

Pour Epee Gambwa, « c'est V. Nendaka qui avait façonné M. Lengema. Ce dernier n'avait nullement une audience auprès du Président Mobutu (...) et la politique « des patriarches » basée sur la division ou la cooptation n'était qu'un semblant, car les deux leaders avaient de bons rapports autour du Président Mobutu » (2).

Néanmoins, il faut noter en définitive que ce phénomène a demeuré comme une réalité de la lutte pour le leadership qui a marqué l'arène politique de la Province Orientale sous la seconde République.

¹ E. Bongeli Y.Y, cité par Madangi, *Op cit.*

² Epee Gambwa, Interview du 22 février 2007 à sa résidence de la Gombe/Kinshasa.

III.2.2.2. Revendication de l'autonomie par les élites politiques de l'Ituri

Face à l'imbroglie général sur la gestion de la province, créé principalement par les leaders politiques des Uélés et de la Tshopo, les élites politiques originaires de l'Ituri conscients de leur dépendance économique vers les pays frontaliers de l'Est (Ouganda, Soudan, Burundi, etc.) et vers l'Est asiatique (Dubai, Hong Kong, etc.) menacent de se détacher de la province pour former la province autonome de Kibali-Ituri. Lobo Lwa Djugu Djugu nous a confié que : « hormis l'imbroglie créé par les leaders des Uélés et de la Tshopo autour de la gestion de la province, trois raisons sont à la base de cette revendication de l'Ituri. Il s'agit notamment du fait que : dépend économiquement des pays frontaliers de l'Est précités, le gouvernement central (Kinshasa) n'a jamais pris en compte les difficultés réelles que traversent le district de l'Ituri, les ressortissants de l'Ituri ont intériorisé l'idée selon laquelle "parler de la Province Orientale, c'est faire allusion au district de la Tshopo et non des autres districts" » (1).

Pour Zamundu, l'idée de l'autonomie revendiquée par les élites politiques du district de l'Ituri a été lancée pour favoriser le développement de cette contrée et non pour se dissocier des autres. Elle a été concisée dès 1960 (après l'indépendance) car à cette époque chaque groupe rêvait le développement de son milieu (...). Les élites politiques de la Tshopo ne sont pas aussi mauvaises comme le prétendent certains leaders des Uélés et de l'Ituri » (2).

Hormis cette revendication de l'élite de l'Ituri, d'autres faits liés à la lutte pour le leadership ont également marqué le champ politique de la Province Orientale. C'est le cas de la géopolitique et ses retombées.

¹ Lobo Lwa Djugu Djugu, Interview du 15 juillet 2004 dans son bureau du PUFOR, Université de Kinshasa.

² Zamundu. A., *Op cit.*

III.2.2.3. De la « géopolitique » à la résurgence du phénomène « originaires proches, originaires lointains »

La « géopolitique » ⁽¹⁾ de 1994 constitue l'un des événements importants à travers lesquels on peut analyser et comprendre l'exacerbation de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la province orientale, car elle a, dans son revirement, contribué à la résurgence d'un autre phénomène plus dramatique et qu'est : « originaires proches et originaires lointains ». Ce dernier a, à son tour, cautionné la division déjà existante entre les élites politiques de cette province, issues de quatre différents districts qui la compose.

En effet, c'est à la Conférence Nationale Souveraine (CNS) que le phénomène « géopolitique » doit sa naissance en République du Zaïre ⁽²⁾ en général et dans le Haut-Zaïre ⁽³⁾ en particulier.

Convoqué le 07 août 1991 pour préparer un projet des sociétés à la suite de la relecture de passé, la CNS s'est butée dès son ouverture, à l'épineux problème de l'équilibre dans la représentation tant des provinces que des composantes politiques. Ici, les partisans du régime Mobutu sont mis en minorité en dépit des calculs du Premier Ministre Mulumba Lukoji qui tente tout (en vain) en vue de contrôler ce forum. C'est ainsi que Luka-Bohema, délégué de la société civile du Haut-Zaïre à la CNS et membre de la mouvance présidentielle, va introduire une motion demandant « l'équilibre géopolitique » entre les différentes régions du pays. Selon cette motion, la représentation à la CNS doit tenir compte du poids démographique

¹ Le concept géopolitique n'est pas compris ici dans son sens propre et/ou scientifique qui insiste, d'une manière générale, sur la mise en place d'une politique régionale (espace géographique) susceptible d'engendrer le développement, mais bien au contraire, il s'agit de la mise en exergue d'un ensemble des stratégies qui consistent à exclure les allogènes et/ou non originaires dans la gestion de la province voire les dépossédés de certains de leurs biens acquis dans la province. Dans la Province Orientale, après le départ massif de non originaires, la « géopolitique » s'est imposée entre les ressortissants des différents districts ; d'où la naissance d'un autre phénomène dénommé : « originaires proches et originaires lointains »

² Ancienne appellation de la République Démocratique du Congo (sous le régime du Président Mobutu).

³ Ancienne appellation de l'actuelle Province Orientale (sous le régime du Président Mobutu)

respectif des différentes régions : « La géopolitique vient de voir le jour dans la vie socio-politique zaïroise qu'elle va compliquer et endeuille »

En réalité, au début, si elle visait exclusivement la représentation du Kasai à la CNS, autrement dit les balubas (estimés majoritaires), le phénomène de la géopolitique va finir par se transformer en phobie des « non originaires » dans les différentes provinces. Ces derniers sont accusés d'empêcher les originaires de jouir des fruits de la terre de leurs ancêtres et d'administrer leurs territoires. « Il paraît avérer, écrit G. de Villiers, que les ressortissants du Kasai oriental à la CNS sont effectivement en surnombre. Ceci ne s'explique pas uniquement par le poids de l'UDPS au sein de l'opposition, un parti national, mais qui a sa plus forte implantation en milieu luba. Il faut également faire intervenir le phénomène des « Balubas du Président », pour reprendre une formule consacrée de la presse zaïroise. Le Président Mobutu a toujours eu le souci de s'associer des représentants de cette ethnie nombreuse, réputée dynamique (...). Le Premier Ministre un muluba, Mulumba Lukoji ; son cabinet aurait favorisé les associations balubas lors de l'agrément des associations appelées à représenter la société civile. Dans la mesure où elle résulte de manœuvres du camp présidentiel, la surreprésentation des balubas a des effets boomerang. Il semble bien qu'elle contribue à expliquer le large soutien dont bénéficiera E.Tshisekedi de la part de la conférence (...). Le 14 janvier 1992, Mgr Mosengwo Pasinya confirme et justifie devant la conférence le refus de reconsidérer la composition régionale de l'Assemblée. La géopolitique, dit-il, est susceptible de « ruiner l'unité nationale », présentée, nous le savons, comme un des acquis de la deuxième République. Et il exprime sa crainte que cette thématique provoque une réaction de replis et de regroupement des kassaiens dans un réflexe d'autodéfense. Soulevant l'enthousiasme de la salle, il dit encore que, poussé à l'extrême, le débat sur la représentation régionale proportionnelle risquerait de détruire des nombreux ménages inter tribaux » (1).

¹ G. de Villiers et Omasombo Tshonda, « Zaïre. La transition manquée, 1990-1997 », in *Cahiers Africains*, n°27-29, CEDAF, 1998, p.61.

De ce fait, l'unité nationale et la jouissance de la citoyenneté seront vite fragilisées. Au Shaba ⁽¹⁾, l'épuration ethnique contre les originaires du Kasai éclate dès fin janvier 1992 avant de culminer en septembre. La chasse aux Kasaiens est déclenchée par le Gouverneur de cette province, Kyungu wa Kumwanza, et exécutée minutieusement par le JUFERI de Nguz a Karl Bond au nom de la « géopolitique ». Le nombre des victimes est estimé à environ 50.000 morts et 700.000 déplacés ⁽²⁾. Tout le pays vibre au rythme de la géopolitique rebaptisée, de part ses méfaits, « zoopolitique » ou « zéropolitique ». Cette métaphore du zoo et du zéro suggère bien le chaos et la déraison qui marque et caractérise l'arène politique zaïroise de cette époque. On assiste ainsi, à des grands mouvements migratoires des élites « allogènes » en destination de leurs provinces d'origine ou de la capitale Kinshasa pour échapper à « la chasse aux non originaires ».

Dans le Haut-Zaïre, le gouverneur Lombeya Bosongo, s'affiche comme le porte étendard de cette « nouvelle » philosophie en vogue. Il sera surnommé « grand mamba » (grand crocodile). En effet, parce qu'il ne cessait de répéter dans tous ses discours et points de presse : « **kila mamba na kivuko yake** », ce qui veut dire « *chaque crocodile a sa côte ou sa rive* ». Ce littoral lui servait d'argument pour justifier la mise en application de « la géopolitique ». Beaucoup de hauts fonctionnaires de l'administration voire des Professeurs d'université « non originaires », quitteront ainsi la province pour échapper aux menaces orchestrées par une infime minorité d'élites politiques de la province radicalement acquises, mieux de façon « chauvine » à la cause Mobutienne. « A Kisangani, écrit Kuda Pombwa, face aux menaces et aux pressions des autochtones décidés à briser l'hégémonie dont jouissaient « les venants » dans tous les secteurs de la vie provinciale, les intellectuels allogènes s'étaient rencontrés nombreux, le 04 août 1991 au Ciné Eros (grande salle de cinéma) pour y réfléchir. Dans leur échange des points de vue, tous

¹ Ancienne appellation de l'actuelle province du Katanga (sous le régime du Président Mobutu).

² Agir-Ici-Survie, « France-Zaïre-Congo 1960-1997. Echéec aux mercenaires », in *Dossiers noirs de la politique Africaine de la France*, n°9, Paris, L'Harmattan, 1997, p.171.

accusaient unanimement les géopoliticiens de faire preuve du tribalisme, de régionalisme de mauvaise appréhension du fédéralisme, de l'ethnicité archaïque et de l'exclusion » (1). Il convient de noter que, ajoute-t-il, face à la traque des non originaires, les ressortissants de l'Equateur acquis à « la mouvance présidentielle » sont plus ou moins épargnés ; il en est de même des FAZ et du SNIP (2), pourtant services clés. La raison, en est que, les intérêts du régime doivent être sauvegardés (3)

Par ailleurs, ce départ massif des cadres allogènes de la Province Orientale ouvre la brèche pour la résurgence d'un autre phénomène, mieux une nouvelle forme de la géopolitique dénommée « *originaires proches et originaires lointains* ». Ce phénomène contribuera à l'explosion de la classe politique, car elle consiste, après le départ des élites allogènes. Ce revirement de la situation vient corroborer la pensée de C.Young qui écrit: « quand un groupe ethnique sent la menace extérieur, tous ses membres se solidarisent pour lutter contre cet ennemi commun. Mais lorsque la menace extérieure s'estompe, le centre des conflits se déplace à l'intérieur même du groupe » (4).

En réalité, cette « géopolitique » inaugure un bras de fer entre les élites originaires du district de la Tshopo contre celles de trois autres districts (Ituri, Haut-Uélé, Bas-Uélé) qui se disent être inhibées et moins représentées, tant au niveau de l'administration provinciale qu'au niveau politique.

Dans la ville de Kisangani, chef lieu de province et siège des institutions provinciale (gouvernorat, mairie, Cours et tribunaux, etc.), la tension est très vive entre les différentes communautés locales. On assiste à des scènes de menace (parfois de mort), des déclarations (radiodiffusées) contradictoires, etc. entre les dirigeants administratifs

¹ Kuda Pombwa, *Op cit*, p.84.

² Forces Armées Zaïroises (FAZ) et Service National d'Intelligence et de Protection (SNIP).

³ *Idem*.

⁴ C.Young, *Op.cit*, p.40.

et politiques ; selon qu'il s'agit des dirigeants ressortissants de trois districts ou de ceux du district de la Tshopo. Ces derniers, font recours, pour la plupart de cas, aux membres du « Club de la Tshopo » pour faire attendre leurs voix et/ou s'attaquer aux autres. Tandis que les élites ressortissants de trois districts recouraient aux beaux offices de leurs jeunes (étudiants à l'université de Kisangani et dans d'autres institutions d'enseignement supérieur de la place), soutenus par Mokeni Ekopikane ⁽¹⁾, Ukelo Woking ⁽²⁾, etc. Kuda Pombwa note à ce sujet que : « La géopolitique (des ethnies et/ou des districts) est sujette à caution (...). Les drames qu'elle a provoqués dans la ville, pourtant nationaliste, de Kisangani dès le début de la démocratisation en 1990 sont encore frais à l'esprit. Dans une latence perverse, la géopolitique des ethnies continue à se développer sournoisement et profondément. L'antagonisme qu'elle a suscité et qu'elle continue à susciter conduit les uns et les autres à jeter l'anathème sur elle »⁽³⁾.

Comme on peut bien s'en rendre compte, la géopolitique constitue un élément impérieux pour une bonne analyse de la lutte pour le leadership qui sévit au sein de l'élite politique de la Province Orientale. Mais, celle-ci est loin d'être (comme les prétendaient ses tenants), un déclic pour le développement de cette province et de la cohésion de son élite politique. Le paradoxe qu'elle a suscité (par rapport à l'idée du départ et/ou aux attentes vaines de ces initiateurs) rejoint donc les analyses de Bronislaw Malinowski sur les sociétés primitives, lorsqu'il écrit que : « tout tend donc à faire valoir « le dogme du clan », tous les sentiments sont loin d'être en conformité avec ce dogme. Il arrive de préférer au clan sa femme, ses enfants, ses amis du moins dans la situation de la vie normale»⁽⁴⁾

¹ Homme d'affaires de bien connu dans la ville de Kisangani, ressortissant du district du Haut-Uélé

² Directeur de région, originaire du district de l'Ituri.

³ Kuda Pombwa, *Op cit.*, p.79.

⁴ B.Malinowski, *Trois essais sur la vie des primitifs*, Petite Bibliothèque, Payot, Paris, 1984, p..82.

III.2.2.4. Conflit entre le Gouverneur Yagi Sitolo et le premier président provincial de l'AFDL Walé Lufungula

La formation d'une nouvelle classe politique intervenue le 17 mai 1997 suite à la chute du régime du président Mobutu n'a pas réussi à cultiver la paix et à assurer la cohésion au sein de l'élite politique de la province. Ainsi, le règne de Kabila père a constitué une nouvelle arène pour les acteurs politiques de cette province qui ont ressuscité le climat des conflits et des divisions liées aux districts dès les premières heures de ce nouveau régime. L'antagonisme entre le premier gouverneur de L.D. Kabila, Yagi Sitolo et le premier président provincial de l'AFDL, Wale Lufungula constitue un cas éloquent.

En effet, aussitôt installés au pouvoir, les deux autorités engagent un bras de fer dû à la recherche du leadership. Au départ, le nœud du conflit gravitait autour de rapport hiérarchique entre les deux personnalités. « Certains cadres de l'AFDL à cette époque, comme le note Maindo Monga, considèrent qu'ils ont préséance sur les autorités politico-administratives élues. Pour eux, l'Alliance est le pouvoir organisateur, donc il doit se placer en première position dans les cérémonies officielles et avoir le dernier mot dans les discours officiels. Ils doivent, par conséquent, disposer de bureaux, sinon meilleurs, du moins identiques à ceux des autorités civiles. Ils entendent jouir, au moins, des mêmes avantages de fonctions qu'elles (...) » (1).

Face à la montée de tension entre les deux dirigeants, le ministre de l'intérieur devait trancher net après une descente sur terrain et donna raison au gouverneur ; ce qui n'enragea guère son challenger. Ce dernier, fort de sa majorité dans ville de Kisangani (certes à cause de son origine ethnique Topoké, fortement représentée à Kisangani), mobilisera toute la communauté de la Tshopo pour faire échec à toutes les manœuvres de sa déstabilisation par le gouverneur

¹ Maindo Monga Ngonga, *Op.cit*, p.176.

et ses frères du district de Bas-Uelé. La lutte devenue âpre entre les deux personnalités, les ressortissants de la Tshopo rédigerent un mémorandum adressé au Ministre d'Etat chargé des affaires intérieures, dans lequel ils décrièrent la « gestion du gouverneur Yagi Sitolo, son passé sombre à l'UDPS, etc. » (1). L'affaire tourna au vinaigre jusqu'à générer des affrontements physiques entre les partisans de deux personnalités devant le bureau provincial de l'AFDL. En définitif, il convient souligner que ce conflit, qui entre dans la lignée de ceux qu'Euloge Boissonnade qualifie de « survivances des pratiques politiques obstinées de la deuxième République »(2) aura été l'un des cas éloquents de la lutte pour le leadership à la fin de la première phase de la transition et au début de la seconde phase.

De tout ce qui précède, il y a lieu de souligner que l'ensemble des faits saillants évoqués (en dépit du fait qu'ils soient moins exhaustives) constituent des illustrations probantes non seulement de l'existence, mais aussi et surtout, du caractère pathologique de cette lutte pour le leadership qui freine l'élan du développement de la Province Orientale. Par ailleurs, cette approche qui combine la trajectoire diachronique et synchronique des événements ou des manifestations de la lutte pour le leadership nous permet également d'identifier les types d'interactions ou le « jeu » des acteurs (politiques), d'une part du district de la Tshopo et de l'autre des districts du Bas et du Haut Uélé et de l'Ituri. Mais, qu'en est-il des principaux enjeux qui expliquent l'existence et la perpétuation de cette lutte ? Quelles en sont causes ? Quelles sont les stratégies utilisées par les deux blocs d'acteurs antagonistes pour s'imposer ? Quelles sont les perspectives d'avenir ? Certes, nos analyses précédentes ont donné de manière générale des réponses à l'ensemble de ces questions, mais le chapitre suivant y apportera beaucoup plus des précisions avec les résultats de nos investigations sur terrain.

¹ Mémorandum de la communauté de la Province Orientale à l'attention du Ministre d'Etat chargé des affaires intérieures, le 16 février 1998.

² E.Boissonnade, *Kabila, clone de Mobutu ?* Moreux, Paris, 1998.

CHAPITRE QUATRIEME : ENJEUX ET PERSPECTIVES DE LA LUTTE POUR LE LEADERSHIP POLITIQUE

Dans ce chapitre, il sera question de démontrer les enjeux et perspectives de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la Province Orientale. Il s'agira, en d'autres termes, de répondre avec les leaders politiques (acteurs, témoins et faiseurs de l'histoire) à l'ensemble des questions posées au niveau de la problématique afin d'infirmer ou de confirmer nos hypothèses de recherche.

Cependant, pour demeurer dans la logique de la théorie de champ politique qui guide toute action dans cette étude et pour obéir aux principes de la globalité et de la totalité indispensable à toute analyse sociologique, nous allons rechercher, hormis les enjeux et perspectives, d'autres facteurs ayant trait : à la période et au contexte du déclenchement de cette lutte pour le leadership, les principales causes, les stratégies des acteurs, la part de responsabilité de l'élite allogène, l'impact du phénomène « patriarches » ainsi que les perspectives d'avenir.

Néanmoins, il sied de souligner que notre étude demeure qualitative. Cependant, le fait qu'elle s'atèle dans ce chapitre, à l'analyse et à la quantification des opinions des élites politiques constitue une démarche combinatoire qui a pour objectif de corroborer ou d'approfondir au plan de la démonstration les allégations et les faits analysés qualitativement dans les parties précédentes.

Ainsi, hormis la partie consacrée à l'organisation de l'enquête, nous allons procéder simultanément à la présentation des tableaux statistiques des résultats de nos enquêtes, à l'interprétation à la discussion des différentes tendances qui se dégagent.

IV.1. Organisation de l'enquête

Comme nous l'avons souligné précédemment, c'est grâce aux techniques d'échantillonnages « *boule de neige* » et *occasionnel* que nous avons pu tirer un échantillon de 20 personnes auprès de qui nous avons réalisé notre enquête.

L'utilisation de la « boule de neige » avons-nous précisé, a consisté à retrouver par vague successive le suivant enquêté grâce aux renseignements recueillis auprès de l'homologue précédent. Autrement dit, chaque enquêté devait nous renseigner sur la possibilité de retrouver ses homologues comme ceux d'autres filières, mais faisant partie de la population mère.

Sur le plan purement opérationnel, les premières personnes abordées étaient des leaders politiques avec qui nous entretenons des bonnes relations et qui nous faisaient confiance. Ainsi, à partir des premières relations, nous nous sommes attirés d'autres relations plus fructueuses.

Afin de favoriser la contradiction et d'approfondir certains aspects qui demeuraient ambigus dans les réponses reçues auprès de nos enquêtés (au moyen de l'interview libre), nous procédions au recoupement de l'information et nous demandions à l'enquêté de nous orienter vers une autre personne qui pouvait produire un « son de cloche » contraire. A cet effet, une élite politique ressortissante du district de la Tshopo pouvait nous orienter chez celles des districts des Uélé ou de l'Ituri et vice versa.

Tout en demeurant dans la logique de la « boule de neige », nous sommes efforcé à garder l'équilibre de la représentativité des élites politiques de chaque district dans l'échantillon. C'est ce qui ressort dans les tableaux ci-dessous.

Tableau n°1 : Répartition des informateurs privilégiés

N°	Districts	Taille	%
1	District de la Tshopo	5	25
2	District de Bas-Uélé	5	25
3	District de Haut-Uélé	5	25
4	District de l'Ituri	5	25
Total		20	100

Source : Données de nos enquêtes sur terrain et de nos analyses

Il se dégage de ce tableau que sur un total de 20 personnes retenues comme informateurs, 5 soit 25% sont ressortissantes du district de la Tshopo, 5 soit 25% sont ressortissantes du district de Bas-Uélé, 5 soit 25% sont ressortissantes du district de Haut-Uélé, 5 soit 25% sont ressortissantes du district de l'Ituri.

IV.2. Présentation, interprétations et discussions des résultats de l'enquête.

Précisons que, les 20 leaders politiques que nous avons interviewé et qui se sont montrés disponibles sur la panoplie parsemée qui existe ont obéi sans nul doute au critère d'équilibre des districts et d'impartialité, suite à notre vigilance, mieux notre rigueur méthodologique.

Nos analyses s'attèleront sur les points ci-après : Période et contexte du déclenchement de la lutte pour le leadership, causes de la lutte pour le leadership, impact du phénomène « patriarques » à l'exacerbation ou au dénuement pacifique de la lutte pour le leadership, la part de la responsabilité de l'élite allogène, les enjeux de la lutte pour le leadership, les stratégies utilisées par les élites de deux blocs antagonistes ainsi que les solutions et les perspectives d'avenir.

Nous allons utiliser la formule Khi carré pour vérifier la conformité des opinions de nos enquêtés.

$$\chi^2 = \sum = \frac{(FO - FA)^2}{ddl}$$

Tableau n°1 : Période et contexte du déclenchement de la lutte pour le leadership

a) Période

Variables	Effectif/20	Fréquence (%)
Période coloniale	16	80
Période post-col.	4	20
Autres	-	-

Source : Données de nos enquêtes sur terrain et de nos analyses

▪ **Interprétation et discussions**

Il se dégage de ce tableau que sur un effectif total de 20 enquêtés, 16 soit 80% ont estimé que le phénomène de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la Province Orientale a été déclenché durant la période coloniale, 4 enquêtés soit 20% ont estimé que cette lutte a été déclenché pendant la période post-coloniale.

Partant de cette interprétation, le test Khi carré démontre qu'à 80% de cas, la lutte pour le leadership a bel et bien été déclenchée pendant la période coloniale. C'est ce qui ressort dans le résultat ci-après :

$$\chi^2 \text{ calculé} = 0,81 < \chi^2 \text{ tab. d.d.l} = 1 \quad \alpha = 0,25.$$

En effet, l'opinion exprimée par nos enquêtés sur la période coloniale à 80% et/ou la fréquence élevée qu'obtient cette variable se justifient par nombre des faits convainquant qui se sont déroulés à cette époque et qui peuvent être considérés comme les principaux facteurs déclencheurs de cette lutte sous l'instigation du colonisateur belge. Parmi ceux-ci, les plus déterminants sont notamment la lutte et la scission au sein de l'Association des Evolués de Stanleyville, la guéguerre et embûches entre évolués autour de l'ascension politique de Lumumba, le conflit entre les anciens élèves de l'Ecole moyenne de Buta (créée en 1910) et leurs collègues de l'Ecole moyenne de

Stanleyville (créée en 1935). Si les deux premiers faits évoqués peuvent être considérés comme les esquisses et/ou les premiers stigmates de la lutte pour le leadership, le conflit d'école en constitue le principal contexte de déclenchement.

Les 20% de nos enquêtés qui estiment que cette lutte trouve les origines de son déclenchement à la période post-coloniale, s'appuient sur l'argument selon lequel la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la Province Orientale serait une conséquence logique de la manipulation de l'élite sous la première République (par le colonisateur) et de la stratégie de « diviser pour régner » appliquée par le régime dictatorial du Président Mobutu sous la deuxième République. Sans l'intention de rejeter ipso facto cet argument, il convient de préciser que la manipulation de l'élite politique (congolaise en général et de la Province Orientale en particulier) aux premières heures de l'indépendance voire sous la seconde république, ne pouvait avoir ses racines qu'à la période coloniale, car comme le note Ngumbi Kitete : « (...) les systèmes politiques de la première et de la seconde république ainsi que les comportements des acteurs politiques sous ces deux grandes périodes de l'histoire du Congo, n'étaient que le reflet ou les résidus du système colonial (1).

En définitif, il y a lieu de dire que, l'opinion exprimée par 80% de nos enquêtés sur la période coloniale (comme celle du déclenchement de la lutte pour le leadership) vient corroborer nos analyses précédentes.

¹ Ngumbi Kitete, *Op cit*, p.108.

Tableau n°2 : Période et contexte du déclenchement de la lutte pour le leadership

b) Contexte

Variables	Effectif/20	Fréquence (%)
Manipulation des élites par le colonisateur (création de PNP)	15	75
Conflits entre les anciens élèves (Ecole Moyenne de Buta et Stanleyville)	18	90
Conflits au sein de l'AES	1.	5
Autres	-	-

Source : Données de nos enquêtes sur terrain de nos analyses

• Interprétation et discussions

De ce tableau, il se dégage que sur un effectif de 20 personnes (leaders politiques) enquêtés, 15 soit 75% estiment que, le contexte du déclenchement de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la Province Orientale se trouve dans la manipulation de cette élite politique par le colonisateur, notamment avec la création du Parti National pour le Progrès (PNP), 18 enquêtés soit 90% estiment que le contexte du déclenchement de cette lutte se trouve dans le conflit entre les anciens élèves de l'Ecole moyenne de Buta et ceux de Stanleyville, 1 enquêté soit 5% estime que le contexte du déclenchement de cette lutte se trouve dans le conflit au sein de l'Association des Evolués de Stanleyville (AES).

Partant de cette interprétation, le test Khi carré démontre qu'à 90% de cas, le contexte du déclenchement de cette lutte pour le leadership demeure le conflit entre les anciens élèves de l'école moyenne de Buta et ceux de l'école moyenne de Stanleyville. C'est ce qui ressort dans le résultat ci-après :

$$\chi^2 \text{ calculé} = 0,238 < \chi^2 \text{ tab. d.d.1} = 5 \quad \alpha = 0,1.$$

En effet, comme on peut le remarquer, l'opinion exprimée à 90% sur le conflit entre les anciens élèves de l'École moyenne de Buta et ceux de Stanleyville vient corroborer nos analyses précédentes. Ces dernières consistent à dire, rappelons-le, que ce conflit d'école entre ceux qui étaient appelés à assurer la relève politique dans la province après le départ du colonisateur (futurs élites politiques) constitue l'une des causes premières de la croissance de climat de division, de suspicion, de haine et d'indifférence mutuelle entre les élites politiques de cette province durant la période post-coloniale. Cette période a vu se développer au sein de l'élite politique de cette province, une solidarité des districts dont le soubassement se trouvait dans ce conflit d'écoles.

Il convient également de souligner que l'opinion exprimée à 75% sur la manipulation du colonisateur avec la création du Parti National du Progrès (PNP) constitue une vérité, mais dont l'envergure ne peut se situer à l'ordre primordial, car sur le plan chronologique, la création de ce parti en 1958, pour faire le contre poids, mieux diminuer les ardeurs des leaders du Mouvement National Congolais (MNC/Lumumba), est venue bien après alors que ce conflit d'écoles sévissait. Il en est de même de l'opinion exprimée à 5% sur le conflit au sein de l'Association des Evolués de Stanleyville (AES) comme contexte du déclenchement de la lutte. Cette dernière ne se vérifie guère, car les membres de cette association créée en 1944 (sous l'initiative du colonisateur) étaient en majorité, les ressortissants de ces deux écoles et par conséquent ils se baignaient déjà dans ce conflit. Signalons à cet effet que, le premier président de l'AES, Abanga Pokwa (originaire du district du Bas uélé) fut un ancien élève de l'école moyenne de Buta. Tandis que P.E.Lumumba, l'un des présidents les plus célèbres qu'a connus cette association était assimilé aux anciens élèves de l'école moyenne de Stanleyville, soit à cause de ses accointances particulières avec les originaires du district de la Tshopo, soit à cause des nombreuses formations qu'il a suivies dans les écoles de cette ville.

Tableau n°3 : Causes de la lutte pour le leadership

Variabes	Effectif/20	Fréquence (%)
Complexe de supériorité et politique d'exclusion pratiquée par les élites politiques du district de la Tshopo	11	55
Facteur religieux : divergence de vue entre les différentes congrégations et missions ayant contribué à la formation des élites	3	15
Complexe d'infériorité qui anime les élites politiques de trois districts (Hau-Uélé, Bas-Uélé et Ituri)	3	15
Manipulation des élites politiques par le colonisateur belge	3	15
Diversité des souches ethniques et le nombre élevé des tribus	15	75
Pauvreté	7	35
Autres	-	-

Source : Données de nos enquêtes sur terrain et de nos analyses

▪ Interprétation et discussions

De ce tableau il se dégage que sur un effectif de 20 personnes (leaders politiques) interrogées, 11 soit 55% estiment que la lutte pour le leadership au sein de l'élite de la Province Orientale a comme cause le complexe de supériorité et la politique d'exclusion pratiquée par les élites politiques de la Tshopo, 3 soit 15% estiment que cette lutte a comme cause le facteur religieux, 3 soit 15% estiment que la lutte pour le leadership est due au complexe d'infériorité qui anime les élites politiques de trois districts (Bas-Uélé, Haut-Ulé, Ituri), 3 soit 15 % estiment que cette lutte est due à la manipulation coloniale, 15 soit 75% estiment qu'elle a comme cause la diversité des souches ethniques et le nombre élevé d'ethnies, 7 soit 35% estiment que cette lutte a comme cause la pauvreté.

En effet, il convient de remarquer que, de ces résultats trois opinions s'imposent de par leur fréquence et/ou par le pourcentage élevé qu'elles présentent. Il s'agit notamment de l'opinion sur la diversité des souches ethniques et le nombre élevé d'ethnies qui représente 75%, le complexe de supériorité et la politique d'exclusion pratiquée par les élites politiques originaires du district de la Tshopo et l'opinion sur la pauvreté.

En ce qui concerne l'opinion ayant trait sur les souches ethniques, elle se vérifie par le fait, comme nous l'avons souligné précédemment, la Province Orientale est l'unique province du pays qui regorge le spécimen de cinq grandes souches ethniques qui composent la population du continent africain (les pygmées ou les Bambouti, les Soudanais, les Nilotiques ou Nilotiopes et les Bantous). Elle est également la première province du pays qui possède un nombre important d'ethnies, (soit le 1/3 de celles que compte l'ensemble du territoire national) ⁽¹⁾ ayant chacune une culture (mœurs, us, habitudes, etc.) différente et spécifique. Pour Payanzo Ntsomo, la diversité ethnique devrait constituer une richesse, mieux une force pour la province, car note-t-il : « pour les petites nations du sud, la pluralité ethnique devrait constituer une puissance ; ceci en se servant de l'exemple des Etats-Unis d'Amérique qui demeurent le modèle par excellence d'une société ethnico-pluraliste, multiforme, multi-régionale, etc. où l'on rencontre des hommes et des femmes de diverses origines, provenant de cinq continents, représentant presque toutes les races connues au monde(...). Ils se sont retrouvés, qui par la volonté comme les immigrants, qui par la force des choses comme les esclaves, qui par descendance comme indiens, mais tous mis ensemble, mobilisés, orientés pour bâtir et façonner la nation américaine, chacun selon son apport ou sa contribution propre »⁽²⁾ Contrairement à cette optique de P. Payanzo, de son côté Oga Ukelo, en analysant les causes du conflit interethnique entre les ethnies Hema et Lendu dans le district de l'Ituri

¹ Monographie de la Province Orientale, *Op cit*, p.21.

² Payanzo Ntsomo, *Le processus d'acculturation dans un Amérique pluraliste*, in *colloque de Dakar sur les études américaines*, Mars 1986, Dakar, p.2, 3.

note que : « Le nombre élevé des souches ethnique dans la province orientale ne constitue pas seulement un atout immédiat pour le développement comme peuvent croire certains observateurs non averti, mais c'est aussi l'une des principales sources des conflits entre les différents peuples, et surtout les différents dirigeants, car chacun cherche à faire prévaloir sa vision du monde et ses intérêts »⁽¹⁾.

Au coté de cette hétérogénéité, mieux incompatibilité culturelle s'ajoute le caractère hyper-cosmopolite du siège des institutions (politiques, économiques, culturelles, etc.) de cette province qu'est la ville de Kisangani. Cette situation a toujours été à la base de nombreux conflits ou de la resurgence des sentiments d'antipathies entre les ressortissants des différents districts. C. Gbenye précise que : « le rapprochement légendaire entre les élites politiques du district des Uélé et celles de l'Ituri est dû au fait qu'elles partagent (géographiquement) presque la même aire culturelle et les mêmes valeurs. Et cela fait qu'elles aient la même vision du monde, contrairement aux élites ressortissant de la Tshopo qui sont plus penchées à l'aire culturelle Anamongo (...)»⁽²⁾.

Mais, de son côté, Obotela Rachidi pense que : « les élites politiques du district de la Tshopo, de par leurs cultures, sont trop bouillants contrairement à leurs collègues des Uélés et de l'Ituri qui, d'une manière générale sont timides et sournois (...). La diversité des souches ethniques, poursuit-il, demeure la cause première de cette lutte pour le leadership, car avec les habitudes culturelles différentes, chaque souche ethnique cherche à s'affirmer à partir de ces leaders et personne ne veut manquer sa place au soleil ; le colonisateur avait beaucoup misé sur ce facteur pour mieux gérer cette province »⁽³⁾.

Bref, disons avec P.Bourdieu que *la compétition* entre les individus issus des différentes ethnies apparaît comme l'un des facteurs déterminants qui occasionnent la lutte pour le leadership.

¹ Oga Ukelo, *Op.cit*, p.82.

² C. Gbenye, *Interview Op.cit*.

³ Obotela Rachidi, *InterviewOp.cit*.

Concernant l'opinion exprimée à 55% sur le complexe de supériorité qui anime les élites politiques ressortissant de district de la Tshopo, il y a lieu de le rappeler que nombre de faits soulignés précédemment démontrent que celles-ci profitent de l'opportunité liée à la présence de la ville de Kisangani leur contrée, pour monter les enchères et tenter ainsi d'imposer sa suprématie dans l'arène politique provinciale. Parmi les faits évoqués précédemment et qui corroborent cette thèse, nous pouvons citer : la dissension au sein du MNC/L en 1961 entre d'une part, les députés dits de l'intérieur (députés de l'Ituri, Bas-Uélé, Haut-Uélé) et d'autre part, ceux de Stanleyville autour de la succession du Président provincial J.P Finant, l'insuccès du MNC/Nendaka, la géopolitique et la résurgence du phénomène « originaires proches et originaires lointains », etc. C'est dans cette optique que Mozagba Ngbuka, nous a confié que : « la paternité légendaire de la ville de Kisangani que revendique depuis la période coloniale les élites politiques du district de la Tshopo a toujours constitué la véritable pomme de discorde au sein de l'arène politique de la Province Orientale » (1).

Par contre, pour Lombeya : « la ville de Kisangani appartient avant tout aux originaires du district de la Tshopo, au même titre que la ville de Buta pour les originaires du district de Bas-Uélé, la ville d'Isiro pour les originaires du Haut-Uélé et celle de Bunia pour les originaires du district de l'Ituri. Il est tout à fait normal que les élites politiques de cette contrée (Tshopo) bénéficient de certains privilèges ; cela existe partout au monde (...) » (2).

Quant à l'opinion sur la pauvreté exprimée par 35% de nos enquêtés, il y a lieu de dire que la Province Orientale demeure aujourd'hui l'une des provinces du pays où la population vit avec le niveau de pauvreté le plus élevé en dépit des richesses potentielles qu'elle regorge. Le rapport du PNUD de l'année 1998 note à ce sujet

¹ Mozagba Ngbuka, *Interview Op.cit.*

² Lombeya Bosongo, *Interview Op.cit.*

qu' « à l'époque (coloniale), les potentialités de cette province l'avait permis d'approcher un développement harmonieux des activités diverses, notamment dans le secteur agricole qui a fait d'elle le troisième pool économique du pays (...), mais aujourd'hui cet élan d'antan s'est arrêté à cause des plusieurs contraintes dont elle se bute » (1).

En effet, parmi les principaux facteurs qui ont contribué à la détérioration de la situation économique dans cette province, peu après l'accession du pays à l'indépendance et qui ont par conséquent contribué à la paupérisation de sa population, nous pouvons citer : l'instabilité politique sous la première République (la rébellion de 1964 ainsi que d'autres mouvements insurrectionnels), le départ brusque des opérateurs économiques blancs, la léthargie économique engendrée par le régime dictatorial de la seconde République, notamment avec la zaïrianisation et les différentes démonétisations, etc. Tous ces drames économiques ont eu comme conséquences immédiates : la manipulation facile de la population (déjà paupérisée et phagocytée) par les politiques, l'intérêt très poussé de la population vers la politique qui reste l'unique entreprise qui paye bien et l'unique source sûre d'enrichissement facile et rapide, etc. D'où, la recrudescence des conflits de leadership pour défendre les intérêts personnels.

Tableau n°4 : Impact du phénomène « patriarches » à l'exacerbation ou au dénouement pacifique de la lutte pour le leadership.

Variables	Effectif/20	Fréquence (%)
Exacerbation	17	85
Dénouement pacifique	2	10
Simulacre de conflit et de division	16	80
Autres	-	-

Source : Données de nos enquêtes sur terrain et de nos analyses

¹ Monographie, *Op ci.t*

▪ Interprétation et discussions

Il se dégage de ce tableau que sur un effectif de 20 personnes (leaders politiques) enquêtés, 17 soit 85% estiment que le phénomène « patriarches » a contribué à l'exacerbation de la lutte pour le leadership au sein de la Province Orientale, 2 soit 10% estiment que ce phénomène a contribué au dénouement pacifique de la lutte pour le leadership, 16 soit 80% estiment que ce phénomène n'était qu'un simulacre des conflits et de division.

Partant de cette interprétation, le test Khi carré démontre qu'à 85% de cas, le phénomène « patriarches » a contribué à l'exacerbation de cette lutte pour le leadership. C'est ce qui ressort dans le résultat ci-après :

$$\chi^2 \text{ calculé} = 0,394 < \chi^2 \text{ tab. d.d.l} = 2 \quad \alpha = 0,15.$$

Comme on peut le remarquer, l'opinion exprimée par 85% de nos enquêtés sur le phénomène « patriarches » vient corroborer nos analyses précédentes, car avons-nous souligné que ce phénomène a marqué très négativement l'arène politique de cette province. La lutte entre les deux instigateurs de ce phénomène (V.Nendaka et M.Lengama) en tant que « dinosaures »⁽¹⁾ est très marqué par trois « idéo-logiques »⁽²⁾ qui ont caractérisé l'ensemble de cette élite politique à cette époque voire l'élite politique du pays tout entier. Il s'agit notamment de la protection du régime à travers toutes sortes des stratégies (voire machiavéliques), la quête du pouvoir politique (survie politique) et la quête des richesses matérielles. D'où il faut user de la ruse et de la division. Autrement dit, comme l'affirme 80% de nos enquêtés, ce phénomène n'était qu'une stratégie bien orchestrée par le régime politique de la deuxième République qui poursuivait comme objectif, le contrôle de la totalité du champ politique de cette province. Et, les deux portes étendards (V. Nendaka et M. Lengema)

¹ Expression utilisée sous la deuxième République pour désigner les très proches collaborateurs du président Mobutu.

² Augé Marc, *Théorie des pouvoirs et idéologie. Etude de cas en Cote d'Ivoire*, Paris, Herman, Collection Savoir, 1975.

étaient, en réalité, au service d'un seul maître (le Président Mobutu) et défendaient les mêmes intérêts.

Tableau n°5 : La part de responsabilité de l'élite allogène dans la lutte pour le leadership. Oui ou Non. Justifiez votre réponse.

Variables	Effectif/20	Fréquence (%)
Oui	13	65
Non	7	35

Source : Données de nos enquêtes sur terrain et de nos analyses

▪ **Interprétation et discussions**

Il se dégage de ce tableau que sur les 20 personnes (leaders politiques) interviewés sur la responsabilité de l'élite allogène dans la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la Province Orientale, 13 soit 65% ont répondu par l'affirmatif, 7 soit 35% ont répondu par la négative.

Partant de cette interprétation, le test Khi carré démontre qu'à plus de 65% de cas, l'élite allogène a une part de responsabilité dans cette lutte pour le leadership. C'est ce qui ressort dans le résultat ci-après :

$$\chi^2 \text{ calculé} = 0,42 < \chi^2 \text{ tab. d.d.1} = 3 \quad \alpha = 0,20.$$

En effet, comme on peut le remarquer, cette affirmation par 65% de nos enquêtés corrobore nos analyses antérieures sur l'influence traditionnel et/ou d'antan des élites politiques allogènes dans l'arène politique de la Province Orientale. A l'instar de Mbaya et Streiffler (1), nous l'avons souligné, qui démontrent l'influence des populations allogènes dans la quasi-totalité d'activités exercées dans cette province en s'appuyant sur le caractère hyper-cosmopolite de la ville de Kisangani, Maindo Monga Ngonga stigmatise à titre illustratif le

¹ Mbaya et Streiffler, *Op cit*, p. 52.

cas de meilleur suffrage obtenu par l'élite politique allogène lors des élections populaires de 1997 au stade Lumumba. Lors de ces élections, écrit il, « parmi les bourgmestres, les « *bakuya kuya* » ou « les *venants* » ou « les *non originaires* » représentent 67% des élus. Et, parmi les adjoints, ils ne représentent plus que 16%. Si l'on prend ensemble les bourgmestres et leurs adjoints, ils représentent 42% des élus, ce qui n'est pas du tout négligeable (...) » ⁽¹⁾

Au sein de l'Association des Evolués de Stanleyville (AES), socle et/ou pépinière de élites politiques de cette province, cette influence de l'élite allogène était également très patente. On y trouvait des figures de proue comme P. Lumumba (président de l'AES, originaire de Katakokombe dans le Kassai), Salumu Bernard (Premier Bourgmestre, originaire du Maniema), Eleo (Député, originaire de Maniema), etc.

Ainsi, dès l'accession du pays à l'indépendance, ces élites ont eu à participer activement à toutes les activités politiques au niveau de cette province et nombreuse d'entre elles ont été ascensé à l'échiquier national. Cependant, pour assurer leur survie politique dans ce champ politique qu'elles considèrent comme un véritable tremplin, elles nouent des alliances avec les différents groupes (ethniques) d'élites locales. Ici, il sied de le faire remarquer, les clivages ne sont pas trop marqués dans la vie de tous les jours ; il existe des relations de toute sorte entre les peuples des différentes provinces : les relations soit de parenté réelle ou mythique, soit de plaisanterie (joking relations) « buyomba » en swahili ou « bonoko » en lingala.

¹ Maindo Monga ngonga, *OpCit*, p.142.

Tableau n°6 : Enjeux de la lutte pour le leadership

Variabes	Effectif/20	Fréquence (%)
Quête du contrôle de l'espace provincial afin d'en tirer des profits matériels	20	100
Le souci du développement qui habite les élites politiques	1	5
La survie politique	2	10
Autres	-	-

Source : Données de nos enquêtes sur terrain et de nos analyses

▪ Interprétation et discussions

Il se dégage que sur un effectif de 20 personnes (leaders politiques) enquêtés sur les enjeux de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la Province Orientale, 20 soit 100% estiment que l'enjeu principal demeure la quête du contrôle de l'espace politique provincial afin d'en tirer des profits matériels égoïstes, 1 soit 5% estime que l'enjeu principal de cette lutte reste la survie politique, 2 soit 10% estiment que le principal enjeu de cette lutte pour le leadership demeure le souci qui anime les élites politiques de deux blocs antagonistes de parvenir rapidement au développement de leur milieu.

Partant de cette interprétation, le test Khi carré démontre qu'à 85% de cas, le principal enjeu de cette lutte pour le leadership demeure la quête du contrôle de l'espace politique provinciale qui anime les leaders politiques de deux groupes afin de s'attirer des profits matériels. C'est ce qui ressort dans le résultat ci-après :

$$\chi^2 \text{ calculé} = 0,996 < \chi^2 \text{ tab. d.d.l} = 4 \quad \alpha = 0,15.$$

En effet, comme on peut s'en rendre compte, l'opinion qui s'impose c'est celle (ayant 80%) qui consiste à dire que le principal enjeu de la lutte pour le leadership qui sévit au sein de l'élite politique de cette province demeure la quête du contrôle de l'espace politique pour s'attirer des profits matériels égoïstes. Ce résultat confirme et/ou

corrobore notre hypothèse de départ. Il s'agit, disons le avec P. Bourdieu, dans le cadre de la théorie du champ politique, que *l'enjeu de cette lutte pour le leadership s'appesanti sur le capital politique économique qui par le principe de convertibilité des capitaux engendre le capital symbolique (les honneurs, l'estime social, etc.)*. Autrement dit, pour reprendre cette expression qu'utilise J.F. Bayard pour qualifier la gestion catastrophique de l'Etat en Afrique, d'un enjeu qui gravite autour d'une véritable « politique du ventre ⁽¹⁾, de la manducation » ou de « l'enrichissement pour les haut en haut » ⁽²⁾ qui ne profite qu'à ses instigateurs regroupés en une véritable « oligarchie d'airain », mieux dans des réseaux clientélistes, omniprésents (dans le cercle du pouvoir) et bien vivaces.

Dans chaque district, les noms de ces élites politiques, ceux qu'on a appelés à tort ou à raison « dignitaires » ou « barrons » sont très bien connus de la première République à la première phase de la transition (période qui nous intéresse dans cette étude) à cause de leur avoir matériel qui leur procure de l'estime et de l'honneur vis-à-vis de la grande masse de la population fortement paupérisée. « L'imaginaire populaire, note Maindo Monga Ngonga, pour désigner ce qu'on peut acquérir « sans effort » ou « gratuitement » s'identifie par leurs noms, notamment Nendaka Bika et Lengema Dulia. On peut attendre à Kisangani, poursuit-t-il, les gens dire : *hiyi haiko nyumba ya Lengema* (ce n'est pas un appartement de Lengema, entendez un appartement gratuit) ou *bitu yangu ndjo ya nendaka, yako yaku linda* (mes biens, tu les gaspilles, tu en abuses, les tiens, tu en prends soin) » ⁽³⁾.

L'occasion faisant le larron, la « zaïrianisation » de 1974 a constitué une aubaine pour ce groupe d'individus de s'enrichir et de posséder plusieurs biens de valeur (immeubles, plantations, magasins, etc.) à travers lesquels ils s'identifient. Les indicateurs de cet enrichissement illicite demeurent patents sur l'ensemble de la province

¹ J.F. Bayard, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Karthala, Paris, 1989.

² Richard Banegas, « Entre guerre et démocratie : l'évolution des imaginaires politiques en Ouganda », in Martin Denis-Constant, *Nouveaux langages du politique en Afrique Orientale*, Paris, Karthala, 1998, p.191

³ Maindo Monga N. , *Opcit*, p.86.

en général et dans la ville de Kisangani en particulier. On peut trouver dans cette dernière les immeubles dénommés : Lengema Dulia, Badjoko, Bangala, les établissements et résidences Nendaka, Zamundu, Idabimbito, etc. Ces acquéreurs forment ainsi une caste d'individus qui circulent au pouvoir dans ce champ politique sous plusieurs formes de mobilité politique (ascendante, horizontale, etc.). Ils se présentent et se représentent ; d'où ils tirent la ficelle de la lutte pour le leadership. Cette dernière devient donc un moyen pour eux de conquérir le pouvoir afin de s'attirer les profits matériels.

Par ailleurs, il se dégage également l'impérieuse nécessité de s'interroger, face à cet enjeu qui s'impose (la quête du pouvoir politique pour s'attirer des profits matériels), sur l'héritage ou l'influence du comportement *d'auto-satisfaction matérielle* des évolués de l'époque coloniale sur cette élite politique de la province orientale qui en est, certes, le dérivée. Il en est de même du degré d'intériorisation et de la mise en pratique par cette élite des valeurs propres à *la culture élitiste*. Ces deux thèses (ouvertes comme des brèches) que nous allons, certes, approfondir dans nos recherches futures ont déjà été effleuré par E.Tshishimbi, G.Kuyunsa et J. Epee qui ont eu à analyser l'absence de ces vertues dans le chef de l'élite politique congolaise d'une manière générale.

A propos de la première thèse, E.Tshihimbi écrit que : « *La position des évolués à l'époque coloniale est claire. Se considérant comme une classe totalement ouverte à la civilisation, sinon à la culture blanche(européenne), ils devraient ainsi, d'après eux, mériter des avantages dans la vie socio-professionnelle qui ne pouvaient pas être accordés à leurs compatriotes considérés par eux comme étant sauvages ou moins civilisés. Les évolués passent ainsi pour une classe conscient de ses intérêts qu'elle cherche à défendre à tout prix. Il n'y a pas à ce niveau de confusion possible à faire avec les intérêts de la société en général, il est seulement question des intérêts matériels immédiats et même à long terme de la seule classe évoluée. Grosso modo, on peut dire que les préoccupations des évolué à cette époque, notamment vers les*

années 1945, sont très bien résumées par la question que posait Paul Lomami Tshibamba dans la voix du congolais : *Quel sera notre place dans le Congo de demain ? (...)* »⁽¹⁾.

Au sujet de la seconde thèse, tout en exhortant l'élite politique de l'Afrique Noire en générale et Congolaise en particulier à se départir de la culture populaire, G.Kuyunsa B., dicte les principes chers à la culture élitiste qui, devraient guider toute action chez les élites. L'ensemble de ces principes qu'il résume par **la conduite d'excellence**, s'adressent à l'élite politique en ces termes : « (...) sur le plan Politico-économique, la culture élitiste conçoit le gouvernement de la cité comme une charge trop lourde qui ne peut être confiée qu'à des citoyens compétents, certes, mais pourvu de probité morale et intellectuelle. Dans cette optique, cette charge qui est un service à la communauté, ne deviendra jamais une source d'enrichissement. La culture élitiste lie la notion du bien commun à celle de la démocratie, pour considérer, en dernière analyse, qu'il appartient à la majorité des citoyens d'exprimer les aspirations profondes du peuple, l'unanimité demeurant toujours un idéal »⁽²⁾.

Toujours au sujet de cette seconde thèse J. Epee note que : « l'élite politique doit être l'élément moteur du développement, le socle sur lequel reposent l'avenir et le devenir d'une nation, la lumière qui éclaire les esprits et modèle des consciences. Elle doit, dans le processus de l'édification de la nation, servir de relais entre les gouvernants et les gouvernés par la conscientisation, par la diffusion des informations fiables, vérifiées, dépourvues de toute coloration subjective et partisane (...) »⁽³⁾

¹ E. Tshishimbi k, *Op.Cit*, pp.218-219.

² G.Kuyunsa B. , *Op.Cit*, p.231.

³ J. Epee Gambwa, « L'élite et la communication politique » in *Elites et Démocratie en République Démocratique du Congo*, PUK, kinshasa, 2000, pp 105-110.

Tableau n° 7: Stratégies de lutte utilisées par les deux blocs antagonistes

a) District de la Tshopo

Variables	Effectif/20	Fréquence (%)
Le jeu d'alliance et d'isolement	9	45
La délation	1	5
Le chantage et intimidation	13	65
Autres	4	20

Source : Données de nos enquêtes sur terrain et de nos analyses

• Interprétation et discussions

Il se dégage de ce tableau que sur un effectif de 20 personnes (leaders politiques) enquêtés, 9 soit 45% estiment que les élites politiques du district de la Tshopo utilisent le jeu d'alliance comme stratégie de lutte, 1 soit 5% estime que les élites politiques de la Tshopo utilisent la délation comme stratégie de lutte, 13 soit 65% estiment qu'elles utilisent les menaces et les intimidations comme stratégie de lutte, 4 soit 20% estiment qu'elles utilisent d'autres stratégies (négociations pacifiques).

Partant de cette interprétation, le test Khi carré démontre qu'à 85% de cas, la stratégie de lutte utilisée par les élites politiques du District de la Tshopo demeure le chantage et l'intimidation. C'est ce qui ressort dans le résultat ci-après :

$$\chi^2 \text{ calculé} = 0,995 < \chi^2 \text{ tab. d.d.1} = 4 \quad \alpha = 0,15.$$

Comme on peut bien s'en rendre compte, l'opinion qui s'impose est celle qui représente 65% et qui consiste à dire que, l'élite politique du district de la Tshopo recourt au chantage et aux intimidations (comme stratégie) pour asseoir sa domination dans le champ politique. Visiblement, il convient de le dire avec Nestor Gelige, « la stratégie de l'intimidation et du chantage auxquelles font recours

les élites politiques du district de la Tshopo n'est qu'une conséquence logique du complexe (naturel) de supériorité qui l'anime (entant qu'autochtone de la ville de Kisangani) et de la frustration issue de la forte coalition développée par les trois autres (Bas Uélé, Haut Uélé, Ituri) districts contre elles » (1).

En effet, les écrits de Mgr. G.Grison (Premier missionnaire catholique et vicaire apostolique du Haut-congo, 1897-1942) confirment non seulement cette thèse du recours aux intimidations et aux chantages par les ressortissants du district de la Tshopo, mais ils tentent également de situer les origines historiques, mieux les causes de ce comportement. En effet, écrit il, « nombre de faits seraient à la base de l'état d'esprit plutôt surchauffé des populations habitants Stanleyville et dans la région située en aval du Falls(2). Il s'agit notamment de l'histoire mouvementée de l'esclavagisme et des razzias (avec les arabes dont Tippu-Tip en tête) qui ravageaient plus qu'une tornade dans cette contrée, le retard affiché par le colonisateur pour implanter les écoles dans cette région par rapport aux autres, etc.(...) alors que, le père Grison s'était soucie de préparer dans cette partie en général et à Kisangani en particulier des postes missionnaires convenables, il avait demandé l'aide des autorités de la colonie; mais la réponse fut négative suite à l'ordre intimé par le gouverneur général de la colonie de construire avant tout une prison, un parquet et des logements convenables pour les magistrats » (3)

Aussi, plusieurs autres faits évoqués ci-dessus confirment l'utilisation fréquente de cette stratégie par les élites politiques de la Tshopo au détriment des autres telles que le « jeu d'alliance », les négociations pacifiques, etc. Il s'agit notamment, de la pétition adressée (en 1991) au gouverneur (non originaire) et aux autorités politiques ressortissantes du Bas-Uélé, du Haut-Uélé et l'Ituri par le

¹ Nestor Gelige, Interview *Op cit.*

² Ancienne appellation de la chute Wagenia (Kisangani) et à la rigueur, toute la région située en aval de cette chute par H.M. Stanley.

³ Palermo Savino scj et Busse Meluma Abbé, *La cathédrale de Kisangani Mission et paroisse, cent ans d'évangélisation (1899-1999)*, Suore Missionarie di san Pietro Claver, Nettuno, Roma Italia, 2001, p.8, 13.

club des intellectuels originaires du district de la Tshopo, le revirement du phénomène « géopolitique » qui a conduit au phénomène « originaires proches, originaires lointains », le conflit entre le premier président de l'AFDL (Wale Lufungula) et le gouverneur (Yagi Sitolo), etc.

Tableau n° 8: Stratégies de lutte utilisées par les deux blocs antagonistes

b. District du Haut –Uélé, Bas-Uélé et Ituri

Variables	Effectif/20	Fréquence (%)
Le jeu d'alliance et d'isolement	20	100
La délation	9	45
Le chantage et intimidation	5	25
Autres	4	20

Source : Données de nos enquêtes sur terrain et de nos analyses

• **Interprétation et discussions**

De ce tableau, il se dégage que sur un effectif de 20 personnes (leaders politiques) interviewées, 20 soit 100% estiment que les trois districts utilisent le jeu d'alliance comme stratégie de lutte pour dominer dans le champs politique, 9 soit 45% estiment que ces trois districts utilisent la délation comme stratégie de lutte, 5 soit 25% estiment qu'ils utilisent le chantage et les intimidations, 4 soit 20% estiment que ces districts utilisent d'autres stratégies (négociations pacifique).

Partant de cette interprétation, le test Khi carré démontre qu'à 85% de cas, la stratégie de lutte utilisée par les élites politiques des District des Uelés et de l'Ituri demeure le jeu d'alliance et d'isolement. C'est ce qui ressort dans le résultat ci-après :

$$\chi^2 \text{ calculé} = 1,161 < \chi^2 \text{ tab. d.d.l} = 4 \quad \alpha = 0,15.$$

Comme on peut le remarquer, le jeu d'alliance demeure la principale stratégie qu'utilisent ces trois districts pour s'imposer dans le champ politique.

Cette stratégie est perceptible dans la coalition (légendaire) que développent les acteurs politiques de ces trois districts (contre ceux de la Tshopo) lors des différentes discussions sur les questions pendantes de la province. C'est le cas, nous l'avons déjà dit, de la prise de position des leaders de ces trois districts lors de la dissension née (en 1961) au sein du MNC/L autour de la succession de J.P Finant par Manzikala à la tête du parti, les conflits entre le commissaire urbain Bulu Bobina et le Président du comité urbain Ukelo, entre le Gouverneur Yagi Sitolo et le premier président provincial de l'AFDL Wale Lufungola, etc. Le bimensuel *Gazette de l'orient* note à ce sujet que : « le jeu d'alliance entre les leaders politiques des Uélé et de l'Ituri contre ceux de la Tshopo date de plusieurs années (...). Cette alliance qui tire ses origines de la période coloniale non seulement qu'elle fragilise souvent les prises de position des leaders de la Tshopo, mais aussi les radicalise, car ils se sentent minorisés et se retrouvent dans l'obligation de jouer à l'offensive (...) » ⁽¹⁾.

Tableau n°9 : Solutions et perspectives

Variables	Effectif/20	Fréquence (%)
Découpage territorial et décentralisation	13	65
Consolider l'unité entre différents districts à travers les actions de solidarité : ONG inter district, associations interculturelles, colloques, etc.	7	35
Créer une formation politique susceptible d'unir la majorité des leaders des différents districts	2	10
Autres	-	-

Source : Données de nos enquêtes sur terrain et de nos analyses

¹ La Gazette de l'Orient, 1^{ère} année, n°33, juillet 2000, p.8.

• **Interprétation et discussions**

De ce tableau il se dégage que sur un effectif de 20 personnes (leaders politiques) enquêtés sur les solutions à envisager, mieux les perspectives d'avenir, 13 soit 65% estiment que le découpage territorial et la décentralisation constituent les meilleures pistes de solution, 7 soit 35% estiment que la consolidation de l'unité entre les différents districts à travers les actions de solidarité (création des ONG interdistricts, Association inter culturelle, colloques pour la retrouvaille des leaders, etc.) constitue la meilleure solution, 2 soit 10% estiment que la création d'un parti politique susceptible d'unir et/ou de regrouper la majorité des leaders de tous les districts constitue la meilleure solution.

Partant de cette interprétation, le test Khi carré démontre qu'à 85% de cas, la solution et perspectives demeurent le découpage territorial et la décentralisation. C'est ce qui ressort dans le résultat ci-après :

$$\chi^2 \text{ calculé} = 0,998 < \chi^2 \text{ tab. d.d.l}=4 \quad \alpha = 0,15.$$

Comme on peut bien s'en rendre compte, l'opinion sur le découpage territorial et la décentralisation exprimée par 65% de nos enquêtés s'imposent. Ainsi, elle vient corroborer nos analyses précédentes, car le désir ardent de la majeure partie d'élites politiques de cette province, surtout celles des Uélé et de l'Ituri consiste à voir les districts devenir autonome. Cet engouement pour découpage trouve ses premiers jalons jetés déjà en 1962 avec la politique dite des « provincettes » qui avait permis la réunification de deux districts des Uélé et l'élévation de district de l'Ituri et de la Tshopo au rang de provincette. Mozagba Ngbuka nous a confié, lors de nos enquêtes sur terrain, que : « le découpage constitue la meilleure solution pour permettre à la Province Orientale de décoller, car poursuit-il en

utilisant ce littoral, si chacun balaie devant sa cour dit-on, la rue sera propre » (1).

Cependant, la faible opinion exprimée sur la création d'un parti politique susceptible d'unir les élites politiques des différents districts corrobore également nos analyses antérieures, car nous l'avons démontré que depuis l'indépendance, les ambitions politiques des unes et des autres divergent toujours. Le MNC/L qui pouvait créer l'unanimité peu avant et après l'indépendance entre leaders de tous les districts à cause de son enracinement sur l'ensemble de la province n'a pas pu à cause de nombreux facteurs que nous avons évoqué.

De tout ce qui précède, dans ce chapitre, nous venons d'analyser à la lumière de la théorie du champ politique les questions essentielles de la problématique de notre étude. Cette approche nous a permis de bien cerner l'enjeu, les pistes de solutions et les perspectives d'avenir. Notre conclusion générale reprendra de façon panoramique tous ces aspects.

¹ Mozagba Ngbuka, Interview *Op cit.*

CONCLUSION GENERALE

Notre étude a été consacrée aux enjeux et perspectives de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la province orientale, essai de vérification de la théorie du champ politique. Il convient de signaler avant tout que la lutte pour le leadership demeure aujourd'hui l'un des fléaux qui sévit dangereusement dans la quasi-totalité de toutes les arènes politiques des provinces de la République Démocratique du Congo. Autrement dit, parallèlement au cas *sui generis* que nous analysons dans la province orientale, d'autres provinces présentent pratiquement les mêmes stigmates : Au Katanga, on observe un net et sérieux clivage entre les élites politiques dites du nord (zone agricole, surnommée par ostentation de la lutte pour le leadership de ***katanga inutile***) et celles du sud (zone essentiellement minière, surnommée par ostentation de la lutte : ***katanga utile***) ; au Bandundu, on assiste à une lutte acharnée pour le leadership entre les élites politiques dites du *kwango*, de *kwilu* et du *maindomdombe* ; au kassai, on observe un clivage entre les élites politiques dites *lulua* et celles dites *luba*, les *tétéla dites de la forêt* et les *tétéla de la savane* ; dans le Bas-Congo, poutant une si petite province, on retrouve les remous entre les élites politiques du Bas fleuve(Yombe) et celles du Centre(Manianga) ; à l'équateur, ce sont les élites du Nord et du Sud qui se querellent, etc. Notons cependant qu'il s'agit ici d'une lutte presque'identique à celle de l'optique marxiste basée sur le rapport de domination des uns sur les autres à cause des intérêts matériels. Elle forge dans le chef des élites politiques de toutes les provinces, la *conscience égoïste* en inoculant ce que nous avons qualifié dans le cadre de cette étude de : « ***originaires proches et originaires lointains*** », c'est-à-dire les ayants droits de premier et second degré aux différentes richesses que compte la province. D'où, elle se présente comme un véritable agent vecteur du sous développement de différentes provinces voire du pays.

Dans cette étude, notre préoccupation s'attelait autour des questions suivantes : Quelles sont les causes de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la province orientale ? Quels sont les principaux enjeux qui expliquent l'existence et la perpétuation de cette lutte pour le leadership de 1960 à 1997 ? Quelles sont les stratégies qu'utilisent les deux blocs protagonistes pour asseoir leur domination dans le champ politique provincial ? Quelles sont les perspectives ?

Corrélativement à ces questions, nous avons élaboré nos hypothèses selon lesquelles : Plusieurs causes seraient à la base de la lutte pour le leadership observée au sein de l'élite politique de la province orientale, mais les plus déterminants seraient :

- la tendance à la monopolisation du leadership par les élites politiques du district de la Tshopo qui profiteraient de l'emplacement du chef lieu de province (ville de Kisangani) dans leur district et de la probable supériorité numérique de leurs populations (ethnies) dans cette ville pour tenter de s'imposer et d'exclure les autres en les considérant comme des originaires lointains;
- le mode de construction et de l'évolution de la classe élitiste avant et après l'indépendance teintée d'irrationalité et des germes de tribalité qui, prédisposerait les élites politiques à la division;
- le régime dictatorial de la deuxième République qui aurait privilégié la politique de « diviser pour mieux régner » entre les élites politiques des différents districts en instaurant le système des « *patriarches* » pour contrôler l'ensemble de ce champ politique ;
- l'influence historique de l'élite allogène et/ou externe qui trouverait sa place dans la désunion de l'élite locale ;
- la pauvreté qui aurait miné la conscience de la population en général et des élites politiques en particulier qui pensent trouver un salut pour s'enrichir dans l'exclusion et dans la guégère.

Le principal enjeu qui explique l'existence et la perpétuation de cette lutte pour le leadership serait la quête du contrôle de l'espace politique par les uns et les autres afin d'en tirer les dividendes liées au pouvoir politique ;

Le jeu d'alliance et d'isolement constitue la principale stratégie de lutte qu'utilisent les deux blocs protagonistes pour asseoir leur domination dans le champ politique ;

La perspective face à cette situation de lutte consiste à dire que, la province orientale se présenterait comme un champ politique sans maître, elle serait à la solde de tous les opportunistes du pays.

Pour atteindre l'explication, nous avons utilisé la méthode dialectique et ses différentes lois. Ces dernières nous ont permis de :- considérer l'élite politique de la province orientale comme un groupe dans lequel non seulement les acteurs interagissent, mais aussi traversent de nombreuses contradictions dont celle de la lutte pour le leadership observée dans le champ politique entre, d'une part les élites politiques du district de la Tshopo et d'autres part, celle de Bas-Uélé, Haut-Uélé et Ituri ;

- saisir dès la genèse de l'évolution de cette élite politique, les différentes périodes et les différents événements qui ont marqué son parcours afin de détecter les principaux enjeux à la base de la lutte pour le leadership ;

- analyser les rapports entre les élites politiques de quatre districts que compte la province en général et les deux groupes protagonistes en particulier, afin de bien cerner l'efficacité des stratégies des uns et des autres dans cette lutte pour le contrôle de l'espace politique provincial voire national. C'est grâce à cette analyse des actions réciproques que nous avons pu cerner l'éclosion des différents événements qui ont marqué négativement l'histoire politique de cette province, mieux qui ont contribué à l'arrêt de son élan de développement.

Pour collecter les données nécessaires à notre étude, nous avons recouru à quatre techniques : La technique d'échantillonnage (boule de neige, occasionnel), la technique d'observation directe, la technique d'interview et la technique documentaire.

Après un passage en revue de plusieurs théories du courant élitiste, nous avons opté pour l'utilisation de la théorie du champ politique. Grâce à cette dernière, nous avons considéré la province orientale comme un champ où les agents sont en compétition et/ou en conflit autour des intérêts du champ afin de les approprier. Pour y parvenir, chaque groupe antagoniste utilise des stratégies pour asseoir sa domination et s'accaparer du capital soit économique, soit symbolique, social ou culturel, etc.

Eu égard à tout ce qui précède, après analyse, la majeure partie de nos hypothèses ont été bel et bien confirmées. La lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la province orientale tire ses origines de la période coloniale, dans un contexte de conflit d'écoles qui a éclaté entre les anciens élèves de l'école moyenne de Buta (qui regroupait en majorité les jeunes ressortissants des districts du Bas – Uélé, du Haut Uélé et de l'Ituri) et de Stanleyville (fréquentée en grande partie par les jeunes ressortissants du district de la Tshopo). Les inimitiés, le sentiment de rejet mutuel et de concurrence (maladroite) développés par ces deux groupes d'élèves (d'abord au sein de l'administration coloniale où ils étaient recrutés avant l'accession du pays à l'indépendance, ensuite dans les différentes institutions politiques d'après l'indépendance), ont contribué au déclenchement, à l'exacerbation et la perpétuation de cette lutte.

Certes, plusieurs causes sont à la base de cette lutte, mais la plus déterminante demeure la diversité des souches ethniques qui a suscité une « émulation malencontreuse » entre les différentes cultures et les individus (les élites politiques) appartenants à des différentes cultures, au point que chacun cherche à imposer sa vision du monde et chacun cherche à trouver et à garder sa place au soleil. A ce facteur

culturel, s'ajoute l'impact négatif qu'a eu le phénomène dit « patriarcales » pour le parrainage et la cooptation des élites sous la deuxième République. Instrumentalisé par deux grands acteurs, Marcel Lengema et Victor Nendaka, ce phénomène a réussi à sectionner la province orientale en deux grandes parties (dont il est question dans cette étude) au profit du régime du président Mobutu. Il en est de même du rôle joué par l'élite allogène qui, avant et après l'indépendance, prend partie au côté de ces deux blocs protagonistes pour assurer sa survie politique.

L'enjeu principal de cette lutte pour le leadership demeure la quête du contrôle de l'espace politique afin d'en tirer les dividendes matériels. Autrement dit, l'enjeu de la lutte reste la recherche du *capital politique* et *économique* qui, une fois acquis, procurent aux bénéficiaires (par principe de convertibilité des capitaux) le *capital symbolique* (l'honneur, l'estime dans la société, etc.). C'est donc autour de ces trois capitaux que les deux groupes de protagonistes s'affrontent réellement sur le terrain et multiplient des stratégies de lutte qui sont, pour les élites politiques du district de la Tshopo : « l'intimidation et le chantage », et pour les élites politiques de trois districts (Bas-Uélé, Haut-Uélé, Ituri) : « le jeu d'alliance et d'isolement ». Cette dernière stratégie consacre une domination plus ou moins prolongée de ce bloc dont le champ politique, car celui de la Tshopo se retrouve toujours minorisé en dépit de son atout de la géopolitique.

En guise de solution et perspectives d'avenir, il sied de dire que le *découpage territorial* s'impose comme la meilleure piste, car selon les données récoltées et analysées, toutes les autres voies de solutions (notamment la consolidation de l'unité provinciale et la centralisation) se sont avérées inefficaces et limitées. La première tentative du découpage effectuée en 1962, et le climat d'apaisement qui s'en était suivi constituent une preuve probante.

Ainsi, il convient de souligner que nous n'avons guère la prétention de considérer l'ensemble de ces résultats comme une panacée, car ils n'épuisent pas toutes les questions sur la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la province orientale. Ce champ de recherche étant vaste et intéressant, il nécessite d'autres recherches urgentes sur certaines questions qui restent en suspens notamment, *le degré d'atomisation et/ou la place du « sacré nationalisme » (réelle vertu de cette province) face à la persistance de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique, le degré d'assimilation de la « culture élitiste » par les élites politiques de cette province, une étude comparative avec les réalités de la lutte pour le leadership dans d'autres provinces du pays, quid de l'évolution de la situation sous les régimes du président Kabila père et fils, etc.*

Ce travail étant une œuvre humaine, nous laissons une porte ouverte à toutes les remarques pertinentes susceptibles de nous aider à élucider et à approfondir, dans les recherches futures, nos réflexions sur certains aspects.

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages

1. Aron, R., *Les étapes de la pensée sociologique (Montesquieu. Compté. Marx. Tocqueville. Durkheim. Pareto. Weber)*, Gallimard, Paris, 1967.
2. Artigue, P., *Qui sont les leaders Congolais ?* Ed. Europe-Afrique, Bruxelles, 1960.
3. Aug, A.E., *Le recrutement des élites en Afrique subsaharienne. Une sociologie du pouvoir au Gabon*, L'Harmattan Paris, 2005.
4. Augé Marc, *Théorie des pouvoirs et idéologie. Etude de cas en Côte d'Ivoire*, Paris, Herman, Collection Savoir, 1975.
5. Banyaku Luape, E., *La Pléiade des Anamongo : Mythe ou Réalité. Essai d'une approche socio-ethnique*, Cahier du Ciedos, PUK, Kinshasa, 2004.
6. Bayard, J.F., *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Karthala, Paris, 1989.
7. Beitone, A. et alii, *Sciences sociales*, Sirey, Paris, 1997.
8. Benot, Y., *La mort de Lumumba ou la tragédie congolaise*, Paris, ED.Chaka, s.d.,
9. Bernard, T., *La pratique du management (2^{ème} édition)*, éd. Chrétien, Montréal, 1989.
10. Bonnewitz., P., *Premières leçons sur la sociologie de P. Bourdieu*, 2^{ème} éd., PUF, Paris, 1998.
11. Boissonade, E., *Kabila, clone de Mobutu ?* Moreux, Paris, 1998.
12. Boissonade, E., *Le mal Zairois*, Hermé, Paris, 1990.
13. Bourdieu, P. et L.I.D. Wacquant, *Réponses (...) pour une anthropologie réflexive*, Paris, Le seuil, 1992.
14. Bourdieu, P. *Propos sur le champ politique*, PUL, Paris, 2000.
15. Cahen, A., *Dans Stanleyville*, Duculot, Paris, 1993.
16. Cazeneuve, J., *Dix grandes notions de sociologie*, Seuil, Paris, 1976.

17. Cornevin., R, *Histoire du Congo Léopold ville Kinshasa, des origines pré-historiques à la République Démocratique du Congo*, Berger-Levrault, Paris, 1966.
18. Corcff, P., *Les nouvelles sociologies*, .Nathan, Paris, 1995.
19. Cot J.P et.Mounier, J.P, *Pour une sociologie politique*, Tome 2, Seuil, Paris, 1974.
20. Gaxie, D., *Les professionnels de la politique*, PUF, Paris, 1983.
21. Giaccobi, M et Roux, JP, *Initiation à la sociologie*, Hâtier, Paris, 1990.
22. Grawitz, M. et Pinto, R, *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, Paris, 1986.
23. Grawitz, M., *Méthodes des sciences sociales*, 11^{ème} éd., Dalloz, Paris, 2001.
24. Gonidec, P.F., *Les systèmes politiques africains*, 1^{ère} partie, Librairie Générale de droit et jurisprudence, 1971.
25. Kuyunsa Bidum, *L'Afrique noire : entre culture populaire et culture élitiste, quel choix pour le développement ?*, *Les sciences sociales au congo-Kinshasa. Cinquante ans après : quel apport ?*, Espace l'Harmattan-Kinshasa, Kinshasa, 2700.
26. Kabuya Lumuna Sando, *La conquête des libertés en afrique. Essai de sociologie politique*, Noraf-SECCO, Kinshasa, 1995.
27. Kayembe N'Kokesha, S., *Le défi de l'Ethno-Démocratie : Ethnies, Tribalisme Démocratie au Congo*, Ed. L'Observatoire, Kinshasa, 2000.
28. Kimbulu Muyanso Wa Lokwa, *Who's who in Zaire. Dictionnaire biographique*. Première édition, Ed. NewFashion Media, Kinshasa, 1987.
29. Kita Kyankenoc, *Colonisation et enseignement. Le cas du Zaïre avant 1960*, Ed. Kinshasa, 1982.
30. Lecomte P et B.Denni, *Sociologie politique*, PUG, Grenoble, 1992.
31. Lumumba, P.E, *Le Congo terre d'avenir est-il menacé ?*, Bruxelles, 1961. (Traduit de l'anglais par Frederock A.

Praeger, *Congo my country*, Taylors Garnett Evans & Co. Ltd. London and Watford, 1962.)

32. Mabi Mulumba, *Cadres et dirigeants au Zaïre qui sont-ils ?* Dictionnaire Bibliographique, Kinshasa, Edition du centre de recherches pédagogiques (CRP) :1986.
33. Maindo, M.N., A., *Voter en temps de guerre : Kisangani /Congo 1997. Quête de légitimité et (con)quête de l'espace politique* , L'Harmattan, Paris, 2001.
34. Malinowski, B., *Trois essais sur la vie des primitifs*, Petite Bibliothèque, Payot, Paris, 1984.
35. Manzanza Kindulu, J.P. et Nlandu Tsasa, *Les nouveaux cadres congolais : figures d'aujourd'hui et de demain*, Paris, l'Harmattan, 2005.
36. Merton, R.K., *Eléments des théories et des méthodes sociologiques*, Plon, Paris, 1965.
37. Migabo Kalere, J., *Génocide au Congo ? Analyse des massacres de populations civiles*, Broederlijk Delen, Bruxelles, 2002.
38. Mulumbati Ngasha, *Sociologie politique*, éd. Africa, Lubumbashi, 1972.
39. Mutamba, Makombo, JM, *Du Congo-belge au Congo indépendant. 1940 – 1960. Emergence des évolués et genèse du nationalisme*, IFEP, Kinshasa, 1998.
40. Omasombo J. et E. Kennes, *République démocratique du Congo : Biographies des acteurs de la transition (juin 2003-juin 2006)*, CEP-CERDAC - MRAC, Kinshasa-Lubumbashi - Tervuren (Belgique), 2006.
41. Omasombo J. et B.Verhaegen, *Patrice Lumumba : De la prison aux portes du pouvoir. Juillet 1956-fevrier 1960, n°68-69-70*, l'Harmattan, Paris, 2005.
42. Omasombo, J. et B.Verhaegen, *Patrice Lumumba: Jeunesse et Apprentissage Politique (1925-1956)*, Cahiers Africains, CEDAF, n° 33-34, L' Harmattan, Paris, 1998.

43. Palermo Savino scj et Busse Meluma Abbé, *La cathédrale de Kisangani. Mission et paroisse, cent ans d'évangélisation (1899-1999)*, Suore Missionarie di san pietro claver, Nettuno, Roma Italia, 2001.
44. Pareto, V, *Traité de sociologie générale*, vol .II, Payot, Paris, 1919.
45. Poulantzas, N., *Pouvoir politique et classes sociales*, Maspero, paris, 1968.
46. Rocher, G., *Introduction à la sociologie 3. Le changement social*, , HMH, Paris, 1968.
47. Samba K., *Phénomène d'ethnicité et conflits ethno-politiques en Afrique noire post-coloniale*, PUZ, Kinshasa, 1982.
48. Schwartzberg, R.G., *La sociologie politique*, éd. Mont-chrétien, Paris ,1990.
49. Shomba Kinyamba, S., *Méthodologie de la recherche scientifique. Parcours et les moyens d'y parvenir*, 4^{ème} éd. Revue, Ed. MES, Kinshasa, 2005.
50. Shomba Kinyamba, « *Le profil de l'universitaire d'après B. Verhaegen : une interpellation pour l'université congolaise* » (sous dire Shomba Kinyamba), *Les sciences sociales au Congo-Kinshasa cinquante ans après : quelques repères*, Espace l'Harmattan Kinshasa, Kinshasa, 2005.
51. Streiffeler, F et MBAYA, M, *Zaire : Village, Ville, Campagne*, l'Harmattan, Paris, 1986.
52. Tanner, A., *Dictionnaire historique de la Suisse (DHS)* Hirschengraben 11, Berne, Février, 2006.
53. Tshishimbi Katumumonyi, E., (Sous la direction de Shomba Kinyamba), *Evolution du concept élite en République démocratique du Congo : Problème de définition et perspectives sociologiques. Les sciences sociales au congo. Cinquante ans : quel apport ?* Espace l'Harmattan Kinshasa, Kinshasa, 2007.

54. Venderlinden, J. et alii, *Du Congo au Zaïre : 1960-1980. Essai de bilan*, CRISP, Bruxelles, 1985.
55. Verhaegen, B., *Rébellion au Congo*, Tome 1, CRISP, Bruxelles, 1966.
56. Verhaegen, B., *Rébellion au Congo -Maniema*, Tome II, CRISP, Bruxelles.
57. Verhaegen et alii, *Kisangani (1876-1976). Histoire d'une ville*, Tome I, PUZ, Kinshasa, 1975.
58. M. Voslenski, *La Nomenclature, Les privilégiés en URSS*, Belfond, 1980.
59. Warren, B. et Burt. , N., *Diriger. Les secrets des meilleurs leaders*, éd. Inter éditions, Paris, 1985.
60. Willam, J.C, *Patrice Lumumba. La crise congolaise revisitée*, Paris, Karthala, 1990.
61. Young, C., *Introduction à la politique zaïroise*, PUZ, Kinshasa, 1979.

II. Articles

1. Aron, R., in *Archives européennes de sociologie*, I, Paris, 1960.
2. Banegas, R., « Entre guerre et démocratie: L'évolution des imaginaires politiques en Ouganda », in *Martin Denis-Constant, Nouveaux langages du politique en Afrique Orientale*, Karthala, Paris, 1998.
3. Bourdieu, P, *L'identité et la représentation 2*, In *Actes de la recherche en sciences sociales*, Novembre, Paris, 1980
4. Bourdieu, P., *La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique*, In *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°36-37, Mars, 1981.
5. Bourdieu, P., *Espace social et genèse des « classes »*, in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52/53, Paris, 1984.

6. Epee Gambwa. J., L'élite et la communication politique, in *Elites et Démocratie en République Démocratique du Congo*, PUK, Kinshasa, 2000.
7. Lisenga Bolila. J., Elite politique de la province orientale. Evolution et la lutte pour le leadership. De 1960 à nos jours, in *Mouvements et enjeux sociaux (MES)*, Numéro spécial, Kinshasa, Août 2004.
8. Nadel S.F., La notion d'élite sociale, in *Bulletin international des sciences sociales*, Vol. VIII, n°3, 1956.
9. Ntumba Lukunga, Transition et transition(s) ou de la volonté politique face à l'histoire et aux enjeux électoraux, in *Actes de la deuxième journée scientifique « comment faire pour réussir les élections en République Démocratique du Congo ? Les sciences sociales répondent »*, FSSAP, Unikin, Kinshasa, 2005.
10. Oga Ukelo, Le conflit interethnique entre Hema et Lendu en Ituri : Pour une solution pacifique et durable, in *Laboratoire d'Analyses Sociales (LASK)*, volume IX, Numéro unique, Janvier-Décembre, Kinshasa, 2004.
11. Payanzo Ntsomo, P., « Le processus d'acculturation dans une Amérique pluraliste », in *Le pluralisme aux Etats-Unis*, Actes du Colloque sur les études américaines, Dakar-Sénégal, Mars, 1986.
12. Verhaegen, B., L'Association des Evolués de Stanleyville et les débuts politiques de Patrice Lumumba (1944-1958), in *Notes, Travaux et documents de CRIDE*, Série : Connaissance du Haut-Zaïre et de Kisangani, Unikis, décembre, 1982.
13. Verhaegen, B., La prise de position des parlementaires du MNC/L, in *Congo 1960*.
14. Verhaegen, B. et Libois, J., in *Congo 1960-Annexes et Bibliographies*, Bruxelles, Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP) :1961 (Les dossiers du CRISP)
15. de Villiers G. et Omasombo Tshonda, « Zaïre. La transition manquée, 1990-1997 », in *Cahiers Africains*, n°27-29, CEDAF, 1998.

16. Walle Sombo, B., L'histoire politique de Topoke à Kisangani (Haut-Zaïre). Des origines à 1964, in *Cahier du CEDAF*, n°3, Série 2, Histoire, 1981.

III. Mémoires de D.E.A et Thèses de doctorat

1. Kuda Pombwa Lendembu Le Bagbe, *Le nationalisme à l'épreuve de la géopolitique des ethnies. De 1956 à 2005 à Kisangani. Essai de clarification et de théorisation*, Mémoire de DEA en Sciences Politiques et Administratives, Inédit, FSSAP, Unikis, 2005-2006.
2. Lubanza, Mukendi, *La nouvelle classe politique de la transition : De la crise identitaire à l'impossible contrôle de l'espace politique*, Mémoire de DEA en Sociologie, Inédit, FSSAP, Unikin, 1998-1999.
3. Ngumbi Kitete, C., *Impact de la colonisation sur la gestion du pouvoir par les élites politiques congolaises après l'indépendance. Etude appliquée aux capacités du système politique (1885-1965)*, Memoire de DEA en sciences Politiques et Administratives, Inédit, FSSAP, Unikis, 2005-2006.
4. Nkwimi Akol, *Le modèle w : une approche synergique de la combinaison et de l'alternance des styles leadership x et y de douglas Mc Gregor*, Thèse de doctorat en Sciences politiques et Administratives, Inédit, FSSAP, UNIKIN, 2000-2001.
5. Madangi, P., *Problématique de la lutte pour le leadership au sein de l'élite pôlitiques de la province Orientale. De 1960 à 2000*, Mémoire de Licence en Sciences Politiques et Administratives, inédit, FSSAP, Unikin, 1999-2000.

6. Tshishimbi, K., *Une ville et ses élites. Kananga de 1960 à 1997. Analyse sociologique*, Thèse de doctorat en sociologie, Inédit, FSSAP, Unikin, 2000.

IV. Revues et autres documents

1. Agir-Ici-Survie, « France-Zaïre-Congo 1960-1997. Echech aux mercenaires », in *Dossiers noirs de la politique Africaine de la France*, n°9, L'Harmattan, Paris, 1997.
2. CRISP/INEP, Congo 1965, Co édition CRISP/ INEP, Bruxelles 1/Kinshasa.
3. CRISP/INEP, Congo 1965, CRISP (Bruxelles)/INEP (Kinshasa)
4. Document de Conseil de Sécurité des Nations Unies, in *Congo 1960*, CRISP, Bruxelles, 1961.
5. La Gazette de l'Orient, 1^{ère} année, n°33, juillet 2000.
6. Les dossiers du CRISP, *Congo 1959*, Documents belges et africains, CRISP, Bruxelles, 1961.
7. *Monographie de la Province Orientale*, Octobre, 1998.
8. Payanzo Ntsomo, Notes du cours de Systématique des théories sociologiques et anthropologiques, destinée aux étudiants de deuxième année de graduat en sociologie et anthropologie, inédit, FSSAP, Unikin, 2005-2006.

Question 4 : La part de responsabilité de l'élite allogène dans la lutte pour le leadership. Oui ou Non. Justifiez votre réponse.

Variables	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	Total
Oui		x		x			x	x		x	x		x	x		x	x	x	x	x	13/20
Non	x		x		x	x			x			x			x						7/20

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

Question 5 : Enjeux de la lutte pour le leadership

Variables	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	Total
Quête du contrôle de l'espace provincial afin d'en tirer des profits matériels	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	20/20
Le souci du développement qui habite les élites politiques	x																				1/20
La survie politique						x		x													2/0
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0/20

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Question 6: Stratégies de lutte utilisées par les deux blocs antagonistes

a) District de la Tshopo

Variables	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	Total
Le jeu d'alliance	x	x	x		x			x	x	x						x		x			9/20
La délation	X																				1/20
Le chantage et intimidation	x		x	x		x	x				x	x	x	x	x		x		x	x	13/20
Autres								x	x							x		x			4/20

b. District du Haut –Uélé, Bas-Uélé et Ituri

Variables	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	Total
Le jeu d'alliance	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	20/20
La délation		x		x	x			x	x	x	x					x		x		x	10/20
Le chantage et intimidation					x					x	x					x		x			5/20
Autres							x						x				x		x		4/20

ANNEXE II

GUIDE D'INTERVIEW

Mémoire de DEA en Sociologie

Sujet : « Enjeux et perspectives de la lutte pour le leadership au sein de l'élite politique de la Province Orientale. Essai d'application de la théorie du champ politique »

1. Pourquoi, depuis l'accession du pays à l'indépendance, l'élite politique de la Province Orientale est toujours considérée comme la plus divisée à cause de la lutte pour le leadership ?
2. Quelles sont, selon vous, les causes de cette lutte pour le leadership ?
3. A quelle période et dans quel contexte pouvez-vous situer le déclenchement de cette lutte ?
4. Quels sont les principaux enjeux qui expliquent l'existence et la perpétuation de cette lutte de 1960 à 1997 ?
5. Comment expliquez-vous la division, sous la première république, de cette élite politique de la province orientale en deux blocs antagonistes : les modérés et les nationalistes ?
6. Pouvez-vous confirmer l'hypothèse d'une élite politique piégée dans le processus de sa construction par le colonisateur belge ?
7. Que savez-vous du phénomène « patriarques » sous la deuxième république ?
8. Pensez-vous que ce phénomène a contribué à l'exacerbation de la lutte pour le leadership entre les élites politiques du district de la Tshopo d'une part, et de trois autres districts (Bas-Uélé, Haut-Uélé et Ituri) de l'autre ?
9. L'élite allogène a-t-elle, selon vous, une part de responsabilité dans l'antagonisme qu'on observe entre les deux groupes d'élites politiques ? Oui ou non. Justifiez votre réponse.
10. Pourquoi accuse-t-on les élites politiques de la Tshopo d'être à la base de la division, mieux de cette lutte pour le leadership ?
11. Qu'est-ce que les élites politiques du Bas-Uélé, du Haut-Uélé et de l'Ituri reprochent à celles de la Tshopo ?
12. Qu'est-ce que les élites politiques de la Tshopo reprochent à celles du Bas-Uélé, du Haut-Uélé et de l'Ituri ?

13. Quels sont les différents types de stratégies qu'utilise chaque groupe d'élites pour asseoir sa domination dans le champ politique provincial ?
14. Quelles sont les perspectives ?
15. Disposez-vous d'une documentation sur ce sujet d'étude ?

C.T. Joël LISENGA BOLILA
Département de Sociologie et Anthropologie
Université de Kinshasa

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE III

LISTE DES INFORMATEURS PRIVILEGIÉS

Noms	Qualité
1. Assiane Flory	Ancien Vice Gouverneur de la Province Orientale, ancien Président provincial du RCD/Goma
2 Bazaïba Eve	Sénatrice du Mouvement National de Libération du Congo, ancien membre du directoire de l'UDPS
3 Bulupiy Galati	Ancien Commissaire du District du Haut-Uélé, Député national Parti du Peuple pour la Reconstruction et le Développement (PPRD)
4 Bura Pulunyo	Ancien Ministre, Député du Parti du Peuple pour la Reconstruction et le Développement (PPRD)
5. Epee Gambwa	Ancien Ministre, Professeur à l'Université de Kinshasa
6. Gbenye Christophe	Ancien Ministre de l'Intérieur du Gouvernement Lumumba, Président national du Mouvement National Lumumba (MNC/L)
7. Gelige Nestor	Commandant de la Jeunesse « Simba »/Rébellion 1964 à Kisangani, membre du Parti du Peuple pour la Reconstruction et le Développement (PPRD)
8. Idambito Bakaato	Ancien Ministre, Sénateur du Mouvement de Libération du Congo (MLC)
9. Lobho Lwa Djugu Djugu	Ancien Ministre, Professeur à l'Université de Kinshasa
10. Lombeya Bosongo L.	Ancien Gouverneur de la Province Orientale, Ancien Ministre, Sénateur de l'Union pour la Nation (UN)
11. Mokassa Bakumubatane	Ancien Député national, Président de la mutuelle des ressortissants de la Province Orientale à Kinshasa, Médecin Directeur des Cliniques Universitaires de Kinshasa
12. Mokeni Ekopitano	Président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC)/Province Orientale, Homme d'affaires
13. Mokonda Bonza	Ancien Directeur du cabinet du Président Mobutu, Sénateur du Parti Démocrate Chrétien (PDC)

14. Moloni	Ancien Vice Ministre, Chef de Travaux à l'Université de Kinshasa
15. Mozabga Ngbuka	Ancien Ministre, ancien membre du Comité Central du MPR Parti-Etat
16. Obotela Rachidi	Ancien Vice Gouverneur de la Province Orientale, Professeur à l'Université de Kinshasa
17. Urodi Alain	Président de la Jeunesse pour la refondation de l'Ituri, Membre de la Fédération du Parti du Peuple pour la Reconstruction et le Développement (PPRD) / Ituri
18. Ukelo Woking	Ancien Directeur de Région de la ville de Kisangani, ancien vice gouverneur
19. Yagi Sitolo	Ancien Gouverneur de la Province orientale, Ancien Ministre, Député National du Parti du Peuple pour la Reconstruction et le Développement (PPRD)
20. Zamundu Agenonga	Ancien Ministre, ancien membre du comité Central

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

ANNEXE IV

AUTRES INFORMATEURS

1. Bolinda Wa Bolinda	Professeur à l'Université de Kisangani, Directeur général de l'Institut Supérieur de Commerce (ISC/Kisangani), Membre du RCD/Goma
2. Lokanga Otikete	Professeur à l'Université de Kisangani, analyste politique
3. Samba Kaputo	Ancien Gouverneur de la province Orientale, Conseiller spécial du cabinet du Président de la République
4. Bombula Bo Mombe Enge	Ancien Député National
5. Abbé Emile Baendi	Prêtre de l'archidiocèse de Kisangani
6. Me Wale Lofungola	Ancien Président provincial de l'AFDL
7. André Masudi	Président des associations des jeunes de la commune de la Makiso/Kisangani
8. Me Alauwa Lobela	Ancien maire de la ville de Kisangani
9. Dr. Senga	Ancien Député national
10. Pasteur Yuha	Pasteur responsable de la Communauté Sainte à Isangi/District de la Tshopo

TABLE DES MATIERES

<i>DEDICACE</i>	<i>I</i>
<i>AVANT – PROPOS</i>	<i>II</i>
<i>INTRODUCTION</i>	<i>1</i>
1. <i>ETAT DE LA QUESTION</i>	<i>1</i>
2. <i>PROBLEMATIQUE</i>	<i>12</i>
3. <i>HYPOTHESE DE TRAVAIL</i>	<i>18</i>
4. <i>INTERET DE L'ETUDE</i>	<i>20</i>
4.1. <i>Intérêt pratique</i>	<i>20</i>
4.2. <i>Intérêt théorique</i>	<i>21</i>
5. <i>METHODOLOGIE</i>	<i>22</i>
5.1. <i>Méthode</i>	<i>22</i>
5.2. <i>Techniques</i>	<i>24</i>
5.2.1. <i>La technique d'échantillonnage</i>	<i>24</i>
5.2.2. <i>La technique d'observation directe</i>	<i>26</i>
5.2.3. <i>La technique d'interview</i>	<i>26</i>
5.2.4. <i>Technique documentaire</i>	<i>27</i>
6. <i>DELIMITATION SPATIO-TEMPORELLE</i>	<i>27</i>
7. <i>DIFFICULTES RENCONTREES</i>	<i>28</i>
8. <i>CONTENU DU TRAVAIL</i>	<i>29</i>
<i>CHAPITRE PREMIER : CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL</i>	<i>30</i>
1.1. <i>CADRE CONCEPTUEL</i>	<i>30</i>
1.1.1. <i>Elites</i>	<i>30</i>
1.1.2 <i>Elites politiques</i>	<i>35</i>
1.1.3. <i>Leadership</i>	<i>36</i>
1.2. <i>CADRE THEORIQUE</i>	<i>37</i>
1.2.1. <i>Théories élitistes</i>	<i>38</i>
1.2.1.1. <i>Thèse marxiste</i>	<i>38</i>
1.2.1.2. <i>Thèse élitiste</i>	<i>40</i>

I.2.1.3. <i>Thèse moniste</i>	42
I.2.1.4. <i>Thèse pluraliste</i>	43
I.2.1.5 <i>L'autonomie relative du personnel politique</i>	45
I.2.2. <i>Théorie du champ politique</i>	46
I.3. <i>OPTION THEORIQUE</i>	53
CHAPITRE DEUXIEME : CONSTRUCTION ET EVOLUTION DE L'ELITE	
POLITIQUE DE LA PROVINCE ORIENTALE	55
II.1. <i>DE LA PROVINCE ORIENTALE</i>	56
II.1.1 <i>Considérations Géo-Historiques</i>	56
II.1.2. <i>Considérations démographiques</i>	57
II.1.2.1. <i>Principaux groupes ethniques et tribus</i>	59
II.1.3. <i>Subdivision administrative</i>	60
II.2. <i>Construction de l'élite politique</i>	63
II.2.1. <i>Contexte général de la formation des élites politiques au Congo</i>	63
II.2.2. <i>Les implications de l'Etat colonial dans la formation des élites politiques</i> ...	67
II.2.2.1. <i>La création de l'institut universitaire du territoire d'Outre-mer</i> <i>(I.N.U.T.O.M)</i>	67
II.2.2.2. <i>Création d'une école de la territoriale</i>	68
II.2.2.3. <i>Les implications des missions et congrégations chrétiennes</i> ...	69
II.2.2.4. <i>Les implications des particuliers</i>	71
II.2.2.5. <i>Impact positif de « l'effort de guerre » de 1914 à 1918 dans la</i> <i>formation des élites</i>	71
II.2.2.6. <i>Des participants à « l'Effort de Guerre » de 1940 à 1945 au</i> <i>statut spécial d'«évolués »</i>	73
II.2.2.7 <i>Impact du courant « panafricaniste</i> ».....	76
II.2.2.8. <i>Des Evolués aux élites politiques</i>	77
II.3. <i>Evolution de l'élite politique de la Province Orientale</i>	82
II.3.1. <i>De 1960 à 1965</i>	82
II.3.1.1. <i>Au niveau provincial</i>	83
II.3.1.2 <i>Au niveau national</i>	84
II.3.1.2.1 <i>Première législature de la première République</i>	85

a) Sénat	85
b) Chambre des Représentants	86
II.3.1.2.2.. Gouvernements de la première République	88
1. Le gouvernement du Premier Ministre P.E Lumumba (du 21 juin au 04 septembre 1960)	89
2. Le premier gouvernement du Premier Ministre, J. Ileo Songo Amba	89
3. Le deuxième gouvernement du Premier Ministre J. Ileo Songo Amba (du 13 au 20 septembre 1960)	89
4. Le gouvernement des Commissaires Généraux (du 29 septembre 1960 au 08 février 1961)	89
5. Troisième gouvernement du Premier Ministre J. Ileo Songo Amba (du 06 février au 1 ^{er} août 1961)	90
6. Premier gouvernement du premier Ministre C. Adoula (du 02 août 1961 au 07 juillet 1961)	90
7. Deuxième gouvernement du premier Ministre C. Adoula (du 11 juillet 1962 au 09 juillet 1964)	90
II.3.2. De 1965 à 1990	91
II.3.2.1. Première législature de la deuxième République ()	92
II.3.2.2. Deuxième législature de la deuxième République ()	97
II.3.2.3. Troisième législature de la deuxième République ()	101
II.3.2.4. Gouvernements, Bureau politique et Comité central de la deuxième République.	106
1. Gouvernements	107
2. Membres du Bureau politique	108
3. Membres du comité central	108
II.3.3. De 1990 à 1997	109

CHAPITRE TROISIEME : ANALYSE DES PRINCIPAUX FAITS INDICATEURS DE LA LUTTE POUR LE LEDERSHIP POLITIQUE..... 113

III.1. PERIODE COLONIALE.....	114
III.1.1. Lutte et scission au sein de l'Association des Evolués de Stanleyville (AES)	114

III.1.2. <i>Guéguerre et embûches entre évolués autour de l'ascension politique de P.E. Lumumba</i>	117
III.1.3. <i>Conflit entre les anciens élèves de l'Ecole Moyenne de Buta et ceux de Stanleyville</i>	121
III.2. <i>Période post-coloniale</i>	122
III.2.1. <i>De 1960 à 1965</i>	123
III.2.1.1 <i>L'insuccès du MNC/Nendaka</i>	123
III.2.1.2. <i>Conflits et guéguerre au sein du MNL/Lumumba</i>	124
III.2.1.3. <i>Assassinat des parlementaires dissidents du MNC/L</i>	125
III.2.1.4. <i>Rébellion muleliste et atrocités des « nationalistes » contre le bloc « modéré »</i>	127
III.2.1.5. <i>La vengeance du bloc « modéré »</i>	132
III.2.2. <i>De 1965 à 1997</i>	135
III.2.2.1. <i>Phénomène « patriarches » pour la cooptation et l'ascension des élites politiques</i>	136
III.2.2.2. <i>Revendication de l'autonomie par les élites politiques de l'Ituri</i>	138
III.2.2.3. <i>De la « géopolitique » à la résurgence du phénomène « originaires proches, originaires lointains »</i>	139
III.2.2.4. <i>Conflit entre le Gouverneur Yagi Sitolo et le premier président provincial de l'AFDL Walé Lufungula</i>	144
CHAPITRE QUATRIEME : ENJEUX ET PERSPECTIVES DE LA LUTTE POUR LE LEADERSHIP POLITIQUE	146
IV.1. <i>ORGANISATION DE L'ENQUETE</i>	147
IV.2. <i>PRESENTATION, INTERPRETATIONS ET DISCUSSIONS DES RESULTATS DE L'ENQUETE</i>	148
CONCLUSION GENERALE	171
BIBLIOGRAPHIE	177
TABLE DES MATIERES	185